

### III. POLITIQUES ET PRATIQUES COMMERCIALES – ANALYSE PAR MESURE

#### 1) INTRODUCTION

1. Les marchandises importées en Turquie peuvent être sujettes à divers types d'impositions: taxes et redevances douanières (les droits de douane et la taxe alimentant le Fonds pour la construction d'immeubles d'habitation (MHF)) et taxes internes (des droits d'accise ou taxe spéciale à la consommation (TSC), TVA et droits de timbre). Depuis que la Turquie fait partie de l'union douanière avec les CE (1996), son tarif pour tous les produits industriels et la composante industrielle des produits agricoles transformés (importés de pays tiers) est basé sur le Tarif extérieur commun des CE (TEC). Outre les CE, la Turquie accorde des préférences tarifaires aux États membres de l'AELE et au titre de neuf accords bilatéraux; elle poursuit également des négociations avec plusieurs autres pays. Elle fait partie du Partenariat euroméditerranéen qui vise à établir une zone de libre-échange dans la région d'ici à 2010.

2. Le Tarif turc se compose de taux *ad valorem* qui s'appliquent à 97,9 pour cent de la totalité des positions tarifaires et de taux non *ad valorem* (spécifiques, mixtes, composites et variables) qui s'appliquent à 378 produits au niveau à 12 chiffres de la classification du SH (284 en 2003). La moyenne des taux NPF appliqués est considérablement plus élevée dans l'agriculture que dans d'autres secteurs: ces taux s'appliquent à 47,6 pour cent des produits agricoles et à 5 pour cent des produits non agricoles, sur la base de la définition de l'OMC. Environ 46,3 pour cent des lignes tarifaires sont consolidées. En 2007, la moyenne simple des taux consolidés est de 33,9 pour cent et la moyenne simple du taux NPF appliqué est de 11,6 pour cent; le taux consolidé maximum laisse à la Turquie une marge amplement suffisante pour augmenter les droits. En outre, l'imposition de certains taux de droits non *ad valorem* n'est pas de nature à assurer la mise en œuvre des engagements contraignants qui ont été pris par la Turquie dans le cadre de l'OMC et qui sont exprimés en taux *ad valorem*. En plus des taux de droits appliqués et des taux de droits consolidés, la Turquie applique également ce qu'il est convenu d'appeler le taux de droit légal.

3. L'État conserve une influence sur l'économie, principalement par le contrôle de diverses entreprises publiques, encore qu'il ait récemment accéléré la mise en œuvre de son programme de privatisation. La promotion des exportations demeure l'un des principaux objectifs du régime commercial turc. Le régime d'incitations consiste à accorder des avantages tarifaires et fiscaux ainsi que des financements, et à fournir une assistance dans le domaine de la commercialisation et de la promotion. Il y a 20 zones franches en Turquie (contre 21 en 2003) et de nouvelles dispositions ont été prises en février 2004 au sujet des incitations fiscales offertes dans le cadre de ce régime.

4. Depuis le précédent examen en 2003, la Turquie a modifié ou remplacé ses lois sur les mesures de sauvegarde, les normes et les règlements techniques et sur les droits de propriété intellectuelle. En vertu de la législation sur les marchés publics, les fournisseurs turcs peuvent bénéficier d'une marge de préférence allant jusqu'à 15 pour cent du montant de la soumission. Un régime de licences d'importation est encore appliqué pour des raisons liées à l'administration des contingents tarifaires, à la protection de la santé des personnes et des animaux et à la préservation des végétaux ou de l'environnement. La Direction de la concurrence est connue pour être l'un des organismes les plus efficaces et les mieux administrés de Turquie, car elle a beaucoup fait pour que la Turquie rejoigne le rang des économies basées sur le principe de la concurrence et axées sur le bien-être des consommateurs.

**2) MESURES AGISSANT DIRECTEMENT SUR LES IMPORTATIONS****i) Procédures douanières, dédouanement et évaluation en douane**

5. Le cadre législatif de base en matière douanière en Turquie est constitué par la Loi douanière n° 4458 (telle que modifiée) et sa réglementation.<sup>1</sup> Selon les autorités, la coordination entre l'administration des douanes et d'autres organismes pertinents s'est améliorée ces quelques dernières années grâce à différents protocoles, et la lutte contre la contrebande et d'autres problèmes concernant les douanes s'est intensifiée. Toutefois, les principaux problèmes que connaissent les services douaniers turcs sont liés à leurs capacités administratives et opérationnelles; il faudrait encore améliorer la coordination entre les autorités douanières et d'autres organismes concernés, tels que le Ministère de la culture, l'Institut turc des brevets, les forces de police turques et les tribunaux compétents en matière de droits de propriété intellectuelle.<sup>2</sup> La Turquie est en train de prendre des dispositions pour aligner sa législation douanière sur l'acquis communautaire. Ainsi, une nouvelle loi douanière a été élaborée et présentée au Parlement pour approbation.

6. Les procédures douanières de la Turquie ont été modernisées avec le lancement en 2001 du projet GUMSIS (système de sécurité pour le contrôle douanier, l'analyse des risques et les techniques de lutte contre la contrebande) et l'instauration en 2002 d'un système douanier informatisé (BILGE) qui permet de remplir en temps réel toutes les formalités douanières.<sup>3</sup> La déclaration douanière turque a été alignée sur le document administratif unique (DAU) employé pour les procédures douanières dans les CE.<sup>4</sup> Un certificat de circulation EUR.1 ou EUR.MED est exigé pour les produits importés de pays non membres des CE avec lesquels la Turquie a des accords de libre-échange de même que pour les produits agricoles et le charbon et les produits sidérurgiques importés des pays membres des CE.<sup>5</sup> Les droits à acquitter pour le DAU sont de 2,20 livres. Les douanes peuvent autoriser des procédures et formalités simplifiées (autorisation de procédure simplifiée), notamment en n'exigeant pas la présentation de certains documents.<sup>6</sup> Il n'est pas obligatoire de faire appel à un transitaire.

7. Une déclaration sommaire doit être remise aux douanes avant la fin du jour ouvrable qui suit la présentation des marchandises au poste douanier. Cette déclaration, exigée à l'importation et à l'exportation, doit donner tous les renseignements nécessaires à l'identification des marchandises; elle

---

<sup>1</sup> La Loi douanière n° 4458 a remplacé la Loi douanière n° 1615/1972, en février 2000. Pour une description des principaux changements, voir OMC (2003).

<sup>2</sup> Commission européenne (2006).

<sup>3</sup> À ce jour (août 2007), 119 bureaux de douane ont été automatisés et 99,9 pour cent de toutes les transactions douanières sont électroniques.

<sup>4</sup> Les négociants peuvent soumettre leurs déclarations en utilisant les bornes interactives prévues à cet effet dans les bureaux de douane ou sur Internet, ou encore de leur bureau, grâce au système d'échange de données informatisées (EDI).

<sup>5</sup> Décision n° 1/98 du Conseil d'association CE-Turquie et Accord entre la Turquie et la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA).

<sup>6</sup> La procédure simplifiée se fonde sur l'article 71 de la Loi douanière n° 4458 et sur les articles 20 à 61 du règlement douanier et Notification générale concernant les douanes (procédure douanière n° 15).

doit être conforme au modèle qui se trouve à l'annexe 9 du Règlement douanier.<sup>7</sup> La méthode la plus courante de transmission de la déclaration sommaire est le logiciel BILGE, qui exige un nom d'utilisateur et un mot de passe fournis par les douanes.

8. Pour l'importation de certaines marchandises, il est obligatoire de s'adresser à des bureaux de dédouanement spécialisés. Selon les autorités, ces bureaux spécialisés ont, entre autres, pour but de garantir le maintien des normes de qualité des importations et d'empêcher le contournement des taxes sur le commerce. Par exemple, pour le dédouanement et la mise en libre pratique des véhicules automobiles, tracteurs, motocycles et leurs pièces de rechange et accessoires, il faut s'adresser aux bureaux de Yesilkoy et Gebze; pour les produits textiles aux bureaux de Halkali, Atatürk Havaliman, Gemlik, Mersin, Izmir Denizli, Ankara, Kayseri, et Gaziantep; et pour certains solvants et produits pétrochimiques au bureau pour les produits pétrochimiques de Gebze. Il est possible d'importer ces produits en s'adressant à d'autres bureaux de dédouanement spécialisés dans des circonstances exceptionnelles définies dans les textes portant création de ces bureaux.

9. L'évaluation en douane des marchandises se fait sur la base des articles 23 à 31 de la Loi douanière n° 4458.<sup>8</sup> La valeur en douane des marchandises importées est la valeur transactionnelle, c'est-à-dire le prix effectivement payé ou à payer pour les marchandises au moment de leur vente pour l'exportation vers la Turquie.<sup>9</sup> Tous les droits de douane sont calculés sur la base de la valeur c.a.f. des marchandises importées. Si la valeur transactionnelle ne peut pas être employée, les douanes appliquent les méthodes de base définies dans l'Accord sur l'évaluation en douane.<sup>10</sup> Au titre du paragraphe 3 de l'Annexe III de l'Accord sur l'évaluation en douane, la Turquie s'est réservée pour une durée indéterminée le droit de ne pas inverser l'ordre d'application des méthodes de la valeur déduite et de la valeur calculée à la demande de l'importateur.<sup>11</sup> La valeur en douane des marchandises périssables peut, à la demande de l'importateur, être déterminée en appliquant une procédure simplifiée.<sup>12</sup>

10. En général, le dédouanement des importations prend 24 heures au maximum (si tous les justificatifs sont conformes), quel que soit le mode de transport. Les droits de douane doivent être acquittés ou leur paiement doit être garanti au moment du dédouanement. Au cours du deuxième trimestre de 2007, 29 pour cent de toutes les marchandises importées et 11 pour cent de toutes les marchandises exportées ont fait l'objet d'une inspection physique par les autorités douanières turques. Le critère de sélection est basé sur le logiciel BILGE.

---

<sup>7</sup> Il est obligatoire de joindre l'original du manifeste ou du connaissement à la déclaration sommaire. Le Sous-Secrétariat aux douanes peut autoriser l'emploi d'autres documents commerciaux ou officiels reconnus au niveau international qui fournissent les renseignements requis pour l'identification des marchandises.

<sup>8</sup> Document de l'OMC G/VAL/N/1/TUR/2 du 18 mai 2000.

<sup>9</sup> La valeur douanière est calculée en nouvelles livres turques (YTL). Lorsque les factures et autres documents indiquent un montant en devises étrangères, ce montant est converti en livres au taux de change fixé par la Banque centrale à la date de création de la dette douanière.

<sup>10</sup> OMC (2003).

<sup>11</sup> Document de l'OMC G/VAL/2/Rev.15 du 21 octobre 2002.

<sup>12</sup> L'article 45 du règlement d'application de la Loi douanière n° 4458 (Procédure exceptionnelle de déclaration de la valeur en douane) régit la mise en œuvre des procédures simplifiées d'évaluation.

11. Les recours contre les décisions des autorités douanières sont régis par le Titre XII de la Loi douanière n° 4458. Toute personne a le droit de contester les décisions des douanes. Les procédures de recours concernant les questions fiscales ne sont pas les mêmes que celles qui s'appliquent aux recours contre les décisions administratives; les recours concernant les questions fiscales peuvent être présentés aux autorités douanières compétentes qui doivent prendre une décision dans un délai de 30 jours. Les recours contre les décisions des autorités douanières peuvent être présentés dans un délai de sept jours à la Direction régionale des douanes, qui doit prendre une décision dans un délai de 30 jours. Les décisions de la Direction régionale des douanes peuvent être contestées auprès du Sous-Secrétariat aux douanes qui a 45 jours pour prendre une décision. Après la décision finale de la Direction régionale ou du Sous-Secrétariat, le plaignant a le droit d'intenter un procès devant les tribunaux fiscaux.

12. Les recours contre les décisions administratives peuvent être présentés uniquement à la Direction régionale des douanes; en d'autres termes, un tel recours ne peut être présenté au bureau des douanes lui-même. La décision doit intervenir dans un délai de 30 jours. Les tribunaux administratifs doivent statuer sur les recours qui leur sont présentés dans un délai de 60 jours et les tribunaux fiscaux dans un délai de 30 jours.<sup>13</sup> De 2004 à 2006, 11 486 recours en moyenne ont été présentés à la Direction régionale des douanes (80 pour cent sur la valeur des marchandises, 15 pour cent sur la classification tarifaire et 5 pour cent sur d'autres questions).

## ii) Règles d'origine

13. La Turquie applique des règles d'origine non préférentielles et préférentielles. En vertu des obligations qu'elle a assumées dans le cadre de la Décision concernant l'union douanière avec les CE (CUD), depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1996 elle applique les règles d'origine des CE aux produits importés de pays tiers. Les règles d'origine non préférentielles, énoncées aux articles 17 à 21 de la Loi douanière n° 4458, attribuent l'origine au pays dans lequel les marchandises ont été entièrement obtenues ou ont fait l'objet de la "dernière transformation substantielle et d'une étape d'ouvrage importante".<sup>14</sup>

14. Les règles d'origine préférentielles définies dans les différents accords commerciaux se fondent sur un critère d'ouvrage ou de valeur ajoutée, avec possibilité de cumul (tableau III.1).<sup>15</sup> Il y a une possibilité de cumul bilatéral dans le cadre du SGP (intrants provenant du pays qui accorde les préférences) et des accords commerciaux bilatéraux. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1999, la Turquie fait partie du système paneuropéen de cumul diagonal de l'origine pour les produits industriels, qui permet d'employer des matières originaires de n'importe quel pays de la zone (CE, AELE et Turquie) pour produire des marchandises qui conservent l'origine préférentielle. Le régime de cumul Pan-Euro-Med en est un autre exemple.<sup>16</sup>

<sup>13</sup> Loi n° 2577 sur la procédure des tribunaux administratifs.

<sup>14</sup> Article 19 de la Loi douanière n° 4458.

<sup>15</sup> Article 22 de la Loi douanière et article 34 du Règlement douanier.

<sup>16</sup> Outre la CE, l'AELE et la Turquie, les membres actuels du régime de cumul Pan-Euro-Med sont les suivants: Algérie, Autorité palestinienne, Égypte, Israël, Jordanie, Liban, Maroc, Syrie et Tunisie. Le cumul diagonal peut être appliqué entre pays partenaires, pour autant qu'un accord de libre-échange, basé sur des règles d'origine identiques, existe entre les pays participant à l'acquisition du caractère originaire et le pays de destination.

**Tableau III.1**  
**Règles d'origine préférentielles, 2007**

Accord	Règles d'origine
Union douanière avec la Communauté européenne	Produits entièrement obtenus ou suffisamment transformés <sup>a</sup>
Accord de libre-échange avec l'Association européenne de libre-échange (AELE)	Produits entièrement obtenus ou suffisamment transformés <sup>a</sup>
Organisation de coopération économique (OCE) (Iran, Turquie, Pakistan)	Au minimum 50% de la valeur f.a.b. <sup>b</sup>
Égypte, Israël, Maroc, Syrie, Tunisie	Protocoles relatifs aux règles d'origine fondés sur le modèle du protocole relatif aux règles d'origine conclu entre les CE et le pays concerné: les produits entièrement obtenus ou suffisamment transformés peuvent bénéficier de préférences. <sup>a</sup>
Albanie <sup>c,d,e</sup> , Autorité palestinienne <sup>d</sup> , Bosnie-Herzégovine <sup>d,e</sup> , Croatie <sup>d,e</sup> , Macédoine (ex-République yougoslave de) <sup>d,e</sup>	Protocoles relatifs aux règles d'origine fondés sur le modèle paneuropéen conclu entre les CE et le pays concerné: les produits entièrement obtenus ou suffisamment transformés peuvent bénéficier de préférences. <sup>a</sup>

- a Le critère de la transformation suffisante dépend largement de chaque produit; il peut être notamment exigé que certains intrants soient employés ou qu'il y ait un certain pourcentage de valeur ajoutée.
- b La teneur en valeur ajoutée dans le pays exportateur est exprimée en pourcentage du prix sortie usine du produit importé.
- c Un accord commercial bilatéral devrait entrer en vigueur dans le courant de 2007.
- d Le protocole sur les règles d'origine est basé sur le cumul bilatéral.
- e L'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, la Croatie et l'ex-République yougoslave de Macédoine ne participent pas actuellement au régime de cumul Pan-Euro-Med.

Source: Secrétariat de l'OMC, sur la base de renseignements communiqués par les autorités turques.

### iii) Droits de douane, autres droits et impositions

15. Les marchandises importées en Turquie sont sujettes à divers types d'imposition: des taxes et redevances douanières (les droits de douane et la taxe alimentant le Fonds pour la construction d'immeubles d'habitation) et des taxes internes (des droits d'accise, à savoir la taxe spéciale à la consommation, la TVA et les droits de timbre). Dans le cadre de la décision concernant l'union douanière (CUD), la Turquie applique le Tarif extérieur commun (TEC) des CE à tous les produits industriels et à la composante industrielle des produits agricoles transformés importés de pays tiers (depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1996). Le tarif de la Turquie se fonde sur la version 2007 du Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises (SH) et compte 18 253 lignes (contre 19 478 en 2003) au niveau des positions à 12 chiffres (tableau AIII.1).<sup>17</sup> Il y a 214 taux de droits (contre 372 en 2003), en comptant les équivalents *ad valorem*. La Turquie n'applique pas de droits saisonniers.

16. La Loi n° 474 sur le Tarif douanier permet au gouvernement d'augmenter les taux de droits NPF appliqués (adoptés par le Conseil des ministres chaque année) lorsqu'ils sont jugés trop bas pour assurer une protection "suffisante" aux industries nationales.<sup>18</sup> La loi a institué un droit appelé "droit légal" (qui est distinct du droit NPF, lequel est adopté chaque année par le Conseil des ministres). En vertu de cette loi, le gouvernement peut remplacer le taux NPF appliqué par un taux égal à 150 pour cent du taux du droit légal correspondant, en vue d'offrir une plus grande protection aux industries locales. Dans le cas de produits faisant l'objet d'une consolidation tarifaire, si le nouveau taux (à savoir 150 pour cent du taux du droit légal) est supérieur au taux consolidé correspondant, c'est ce dernier qui est appliqué.

<sup>17</sup> Pour une description complète du tarif douanier turc, voir OMC (1998)

<sup>18</sup> Loi n° 474 (Loi sur le Tarif douanier) publiée au Journal officiel du 25 mai 1964 et modifiée par la Loi n° 4217 publiée au Journal officiel du 8 décembre 1996.

## a) Structure des droits NPF appliqués

17. Le tarif de la Turquie se compose de droits *ad valorem* représentant 97,9 pour cent de la totalité des lignes (contre 98,5 pour cent en 2003) et de droits non *ad valorem* (spécifiques, mixtes, composites ou variables) qui visent 378 positions à 12 chiffres du SH (contre 284 en 2003). Des droits spécifiques sont perçus sur 30 lignes tarifaires, dont certaines boissons alcooliques, le sel et les films cinématographiques. Des droits mixtes visent 151 lignes (58 en 2003), par exemple tapis, verre et verrerie, et montres. Des droits composites visent 113 lignes (112 en 2003), essentiellement des produits agricoles transformés, par exemple yaourts et pâtes alimentaires. Des droits variables visent 84 lignes tarifaires (comme en 2003), par exemple beurre, sucreries, chocolat, malt et pommes de terre préparées (tableau III.2 et tableau AIII.2)

**Tableau III.2**  
**Distribution des droits NPF, par type de droit, 2007**

Type de droit	Nombre de lignes (positions à 12 chiffres du SH)	Exemples (chapitres du SH)
<i>Ad valorem</i>	17 875	Tous les chapitres
Spécifique	30	22, 25 et 37
Composite	113	04, 15, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 35 et 38
Mixte	151	21, 33, 57, 70, 72 et 91
Variable	84	04, 17, 18, 19, 20, 21 et 33
<b>Total des lignes</b>	<b>18 253</b>	

Source: Estimations du Secrétariat de l'OMC, sur la base de données communiquées par les autorités turques.

18. La Turquie a quelque peu réduit la moyenne simple des taux NPF entre 2003 et 2007, les ramenant de 11,8 pour cent à 11,6 pour cent (y compris les équivalents *ad valorem* des droits non *ad valorem*) (tableaux III.3 et AIII.1). Le coefficient de variation est de 2,3 (contre 2,2 en 2003), ce qui signifie que la dispersion des droits est considérable: les taux vont de zéro à 225 pour cent (de zéro à 227,5 pour cent en 2003). Dans l'ensemble, la plupart des taux NPF sont compris entre zéro (exclu) et 10 pour cent; 57 pour cent des lignes tarifaires se situent dans cette fourchette. Les produits correspondant à 23,6 pour cent des lignes tarifaires sont admis en franchise de douane; il s'agit notamment des produits relevant de l'Accord sur les technologies de l'information, de produits pharmaceutiques, de la pâte de bois, de certains ciments et de produits du règne animal. Par conséquent, pour 80,6 pour cent des lignes tarifaires les taux sont inférieurs à 10 pour cent, alors que pour 6,2 pour cent des lignes tarifaires, ils sont supérieurs à 50 pour cent (graphique III.1). Les produits pour lesquels la protection tarifaire est la plus forte sont les viandes et abats comestibles (pour lesquels le taux est de 225 pour cent).

19. La moyenne des droits NPF est nettement plus élevée dans le secteur agricole (28,3 pour cent, contre 25 pour cent en 2003) que dans le secteur manufacturier (10,9 pour cent, contre 11,1 pour cent en 2003) et dans le secteur des industries extractives (0,3 pour cent, contre 0,2 pour cent en 2003). Sur la base de la définition OMC<sup>19</sup>, la protection tarifaire moyenne est de 47,6 pour cent pour les produits agricoles (contre 43,3 pour cent en 2003) et de 5 pour cent pour les produits non agricoles (5,4 pour cent en 2003).

<sup>19</sup> Définition OMC de l'agriculture: chapitres 01 à 24 du SH hormis les poissons et produits de la pêche (SH 0301-0307, 0509, 051191, 1504, 1603-1605 et 230120) et divers produits (SH 290543, 290544, 290545, 3301, 3501-3505, 380910, 382311-382319, 382360, 382370, 382460, 4101-4103, 4301, 5001-5003, 5105-5103, 5201-5203, 5301 et 5302).

**Tableau III.3**  
**Structure des droits NPF, 2003 et 2007**  
(Pourcentage)

	2003	2007
1. Lignes consolidées (% du total des lignes)	46,3	46,3
2. Lignes en franchise de droits (% du total des lignes)	20,0	23,6
3. Droits non <i>ad valorem</i> (% du total des lignes)	1,5	2,1
4. Droits non <i>ad valorem</i> sans EAV (% du total des lignes)	0,6	1,7
5. Moyenne simple des droits appliqués	11,8	11,6
Produits agricoles (définition OMC) <sup>a</sup>	43,3	47,6
Produits non agricoles (définition OMC) <sup>b</sup>	5,4	5,0
Agriculture (Grande Division 1 de la CITI Rev.2)	25,0	28,3
Industries extractives (Grande Division 2 de la CITI Rev.2)	0,2	0,3
Industries manufacturières (Grande Division 3 de la CITI Rev.2)	11,1	10,9
6. Crêtes tarifaires "nationales" (% du total des lignes) <sup>c</sup>	8,3	8,6
7. Crêtes tarifaires "internationales" (% du total des lignes) <sup>d</sup>	15,5	13,4
8. Écart type global des taux appliqués	25,8	26,4
9. Droits appliqués "de nuisance" (% du total des lignes) <sup>e</sup>	11,2	5,8

a Accord de l'OMC sur l'agriculture.

b Pétrole non compris.

c Les crêtes tarifaires nationales correspondent à des taux qui sont trois fois plus élevés que la moyenne simple des taux appliqués (indicateur 5).

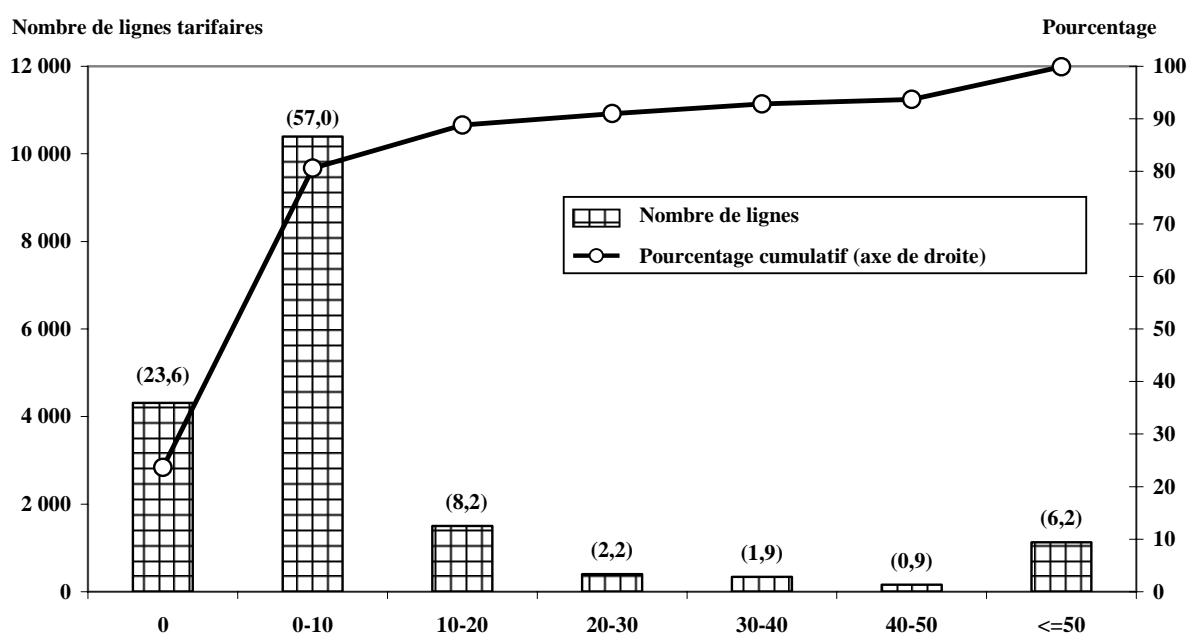
d Les crêtes tarifaires internationales correspondent aux taux supérieurs à 15 pour cent.

e Les droits de nuisance sont ceux dont le taux est non nul mais inférieur ou égal à 2 pour cent.

Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC, basés sur les données communiquées par les autorités turques.

### Graphique III.1

#### Répartition des taux de droits NPF appliqués, 2007



Note: Les chiffres entre parenthèses correspondent au pourcentage du nombre total de lignes. Leur somme n'est pas égale à 100 pour cent à cause des droits non *ad valorem*.

Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC basés sur les données communiquées par les autorités turques.

20. Globalement, le tarif turc est d'abord dégressif puis progressif: il est dégressif entre le premier stade d'ouvroison (moyenne des droits 28,3 pour cent, contre 19 pour cent en 2003) et le deuxième (moyenne des droits 0,3 pour cent, contre 6,4 pour cent en 2003) et il est positif lorsqu'on passe des demi-produits aux produits finis, pour lesquels la moyenne des droits est de 10,9 pour cent (contre 13,6 pour cent en 2003). Cela est dû en grande partie au niveau élevé des droits appliqués aux produits agricoles bruts et, à un degré moindre, à la structure tarifaire propre à certaines branches de production. La moyenne simple des droits NPF sur les matières premières est environ trois fois plus élevée que celle des droits sur les demi-produits. Cependant, la progressivité est positive dans des secteurs tels que les textiles et vêtements, et elle est surtout marquée dans le cas des produits alimentaires, des boissons et des produits du tabac (tableau III.4 et graphique III.2). Dans le cas des produits chimiques et des matières plastiques, le tarif est progressif lorsque l'on passe du premier stade d'ouvroison aux demi-produits, et dégressif du stade des demi-produits aux produits finis. Une rationalisation qui passerait par la simplification de la structure et la réduction de certains droits rendrait le régime tarifaire plus transparent, réduirait la nécessité d'accorder des abattements et aiderait à augmenter la compétitivité.

Tableau III.4

Analyse succincte des droits NPF appliqués par la Turquie en 2007

Analyse	Nombre de lignes <sup>a</sup>	Taux appliqués en 2007				CV	Importations 2005 <sup>b</sup> (millions de \$EU)
		Nombre de lignes utilisées	Moyenne simple des taux (%)	Fourchette des taux (%)	Écart type (%)		
<b>Total</b>	18 253	18 235	11,6	0-225	26,4	2,3	116 774,2
<b>Par catégorie OMC<sup>c</sup></b>							
Produits agricoles	2 865	2 847	47,6	0-225	51,9	1,1	4 755,9
Animaux vivants et produits du règne animal	418	418	114,3	0-225	71,1	0,6	14,5
Produits de la laiterie	178	178	109,4	8,3-170	55,6	0,5	60,1
Café et thé, cacao, sucre etc.	440	440	31,7	0-145	36,2	1,1	651,3
Fleurs coupées et plantes	116	116	10,1	0-46,8	14,6	1,4	77,2
Fruit et légumes	677	677	41,4	0-145,8	22,0	0,5	270,1
Céréales	65	65	48,3	0-130	40,7	0,8	189,6
Graines oléagineuses, graisses et huiles et produits de leur dissociation	250	250	19,5	0-50	12,6	0,6	1 557,7
Boissons et spiritueux	296	278	46,7	0-70	28,5	0,6	63,2
Tabacs	36	36	35,6	10-74,9	20,5	0,6	275,5
Autres produits agricoles	389	389	7,5	0-46,8	9,3	1,2	1 596,8
Produits non agricoles (à l'exclusion du pétrole)	15 307	15 307	5,0	0-81,9	6,8	1,4	93 547,0
Poissons et produits de la pêche	405	405	33,6	0-81,9	19,2	0,6	104,3
Produits minéraux, pierres gemmes/métaux précieux	919	919	2,4	0-20	2,8	1,2	9 694,6
Métaux	1 952	1 952	3,7	0-23,4	4,7	1,2	14 919,4
Produits chimiques et produits utilisés pour la photographie	3 365	3 365	4,5	0-17,3	2,6	0,6	15 936,7
Cuirs, caoutchouc, chaussures, articles de voyage	514	514	4,5	0-17	4,5	1,0	1 943,1
Bois, pâtes, papiers et meubles	858	858	0,7	0-10	1,8	2,5	3 354,9
Textiles et vêtements	3 072	3 072	8,0	0-12	3,0	0,4	6 232,9
Matériel de transport	442	442	5,1	0-22	4,8	0,9	11 832,3
Machines et appareils non électriques	1 633	1 633	1,7	0-9,7	1,4	0,8	16 374,7



Analyse	Nombre de lignes <sup>a</sup>	Taux appliqués en 2007				CV	Importations 2005 <sup>b</sup> (millions de \$EU)
		Nombre de lignes utilisées	Moyenne simple des taux (%)	Fourchette des taux (%)	Écart type (%)		
Machines et appareils électriques	936	936	2,8	0-14	3,0	1,1	9 313,1
Produits autres qu'agricoles n.d.a.	1 211	1 211	2,3	0-18,3	2,0	0,9	3 841,0
<b>Par secteur CITI<sup>d</sup></b>							
Agriculture, chasse, sylviculture et pêche	928	928	28,3	0-150	32,7	1,2	2 711,5
Industries extractives	255	255	0,3	0-20	1,7	5,7	10 933,1
Industries manufacturières	17 069	17 051	10,9	0-225	25,9	2,4	96 896,4
<b>Par stade de transformation</b>							
Matières premières	1 856	1 856	19,0	0-150	27,5	1,4	17 257,3
Demi-produits	6 527	6 527	6,4	0-135	11,1	1,7	34 833,7
Produits finis	9 870	9 852	13,7	0-225	32,2	2,4	58 468,2

- a Il s'agit du nombre total de lignes. Les taux de droits sont basés sur une fréquence (nombre de lignes) moindre, car les lignes sans équivalents *ad valorem* sont exclues.
- b Le total des importations est supérieur à la somme des rubriques, car certaines importations (se chiffrant à de 6 215,0 millions de dollars EU) ne sont pas classées dans le Système harmonisé.
- c 81 lignes tarifaires relatives aux produits pétroliers ne sont pas prises en compte.
- d Classification internationale type par industrie (Rev.2). L'électricité, le gaz et l'eau sont exclus (1 ligne tarifaire).

Note: CV = coefficient de variation.

Source: Estimations du Secrétariat de l'OMC, d'après les données communiquées par les autorités turques; les données concernant les importations de 2005 proviennent de la base de données Comtrade de la DSNU.

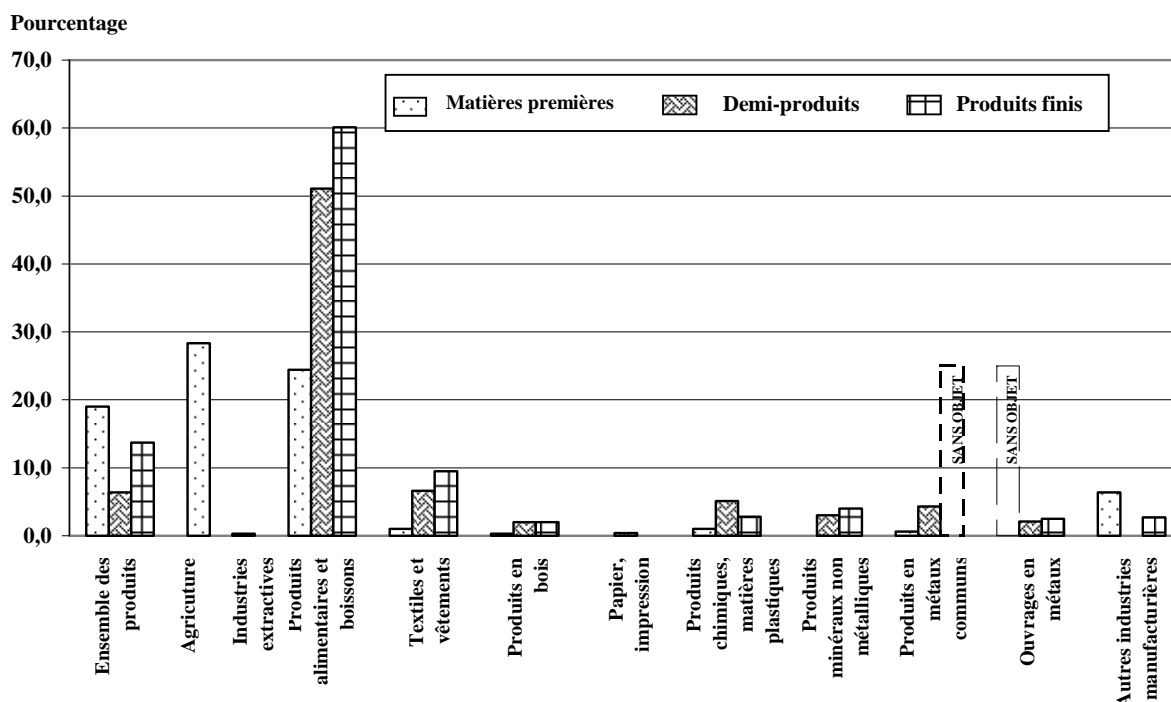
## b) Droits NPF consolidés

21. À l'issue des négociations du Cycle d'Uruguay, la Turquie a consolidé 46,3 pour cent de ses lignes tarifaires (toutes les lignes visant des produits agricoles (définition OMC) et 36 pour cent des lignes visant les produits non agricoles). Depuis 2005, les taux consolidés finaux sont compris entre zéro et 225 pour cent pour les produits agricoles et entre zéro et 102 pour cent pour les produits non agricoles.<sup>20</sup> Dans certains cas, le taux NPF appliqué est nettement inférieur au taux consolidé, ce qui laisse à la Turquie une marge de manœuvre pour majorer ses droits; la moyenne simple des taux consolidés est tombée à 33,9 pour cent, alors que la moyenne simple des taux NPF appliqués est de 11,6 pour cent en 2007. L'application de droits non *ad valorem* ne permet pas à la Turquie de respecter les engagements contraignants qu'elle a pris dans le cadre de l'OMC en ce qui concerne des taux *ad valorem*. Conformément aux obligations contractées par la Turquie dans le cadre de la CUD, les droits consolidés de la Turquie (principalement pour les produits non agricoles) sont alignés, dans une grande mesure, sur ceux des CE. Pour autant, la consolidation des droits en Turquie pourrait encore être améliorée: le régime tarifaire gagnerait en transparence et en prévisibilité si les engagements en matière de consolidation visaient une gamme plus étendue de produits et si les taux consolidés étaient abaissés.

<sup>20</sup> La réduction des taux consolidés a été effectuée en tranches annuelles égales entre 1995 et 2004. GATT (1994), Liste XXXVII.

### Graphique III.2

#### Progressivité des droits par position à deux chiffres de la CITI, 2007



Source: Estimations du Secrétariat de l'OMC basées sur les données communiquées par les autorités turques.

#### c) Avantages tarifaires et fiscaux

22. La Turquie accorde des avantages tarifaires et fiscaux sur les importations dans le cadre du Programme de promotion de l'investissement (section 4) i)).<sup>21</sup> En outre, le régime de perfectionnement actif en faveur des exportateurs existe encore. Il est possible d'obtenir des réductions de droits de douane pour l'importation de certains produits destinés aux personnes handicapées ou à certaines administrations de l'État, pour les produits financés par crédit-bail ou par des donateurs et pour certaines importations temporaires. Toutes les importations réalisées par le Ministère de la défense nationale dans le cadre de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) sont exemptées de droits de douane (tableau III.5).<sup>22</sup>

<sup>21</sup> Décret n° 2006/10921 du 28 août 2006, modifié par le Décret n° 2007/12142 du 21 mai 2007.

<sup>22</sup> Pour une description des programmes d'exemption de droits de douane supprimés avant 1998, voir OMC (1998).

**Tableau III.5**  
**Principales caractéristiques des régimes d'admission à des conditions de faveur, 2007**

Régime	Bénéficiaire	Incitations	Prescription de résultat
Programme de promotion de l'investissement	Projets d'investissement réalisables jugés par le Sous-Secrétariat au Trésor de nature à réduire les déséquilibres régionaux dans le pays, à créer des emplois, et à accroître la compétitivité tout en employant des technologies à plus forte valeur ajoutée	Exonération des perceptions des douanes et des prélèvements au titre du fonds en ce qui concerne les machines et équipements figurant sur la liste approuvée par le Sous-Secrétariat au Trésor <sup>a</sup>  Exonération de la TVA sur les machines et équipements d'origine nationale et importés figurant sur la liste	Néant
Régime de perfectionnement actif			
a) Exemption conditionnelle pour les intrants importés (système de suspension des droits)	Tout exportateur	Concerne les marchandises destinées à la réexportation. Suspension de la perception des droits de douane et de la TVA sur les matières premières, les matières annexes, les demi-produits et les produits finis et les matériaux d'emballage	Néant
b) Emploi de marchandises équivalentes	Tout exportateur	Après exportation de produits compensateurs, suspension de la perception des droits de douane et de la TVA sur les intrants importés	Néant
c) Restitution des droits perçus sur les intrants importés	Tout exportateur	Après exportation de produits contenant des intrants importés, restitution du droit de douane et de la TVA acquittés sur les intrants importés, selon le principe du drawback	Néant
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord	0% sur toutes les importations	Néant
Défense	Ministère de la défense nationale ou institutions publiques pour le compte de ce ministère	0% sur toutes les importations	Néant
Dons	Administrations publiques; certains produits d'intérêt général approuvés par les ministères compétents Véhicules spéciaux pour handicapés	..	Néant
Crédit-bail	Navires, aéronefs, équipements médicaux et produits de haute technologie	Suspension du paiement de tous les droits de douane et impôts jusqu'à l'échéance du contrat de crédit-bail; réduction de la TVA	Néant
Importation temporaire	Tout importateur; certains articles commerciaux et effets personnels	Suspension de la perception du droit en cas d'utilisation temporaire en Turquie pendant trois à 12 mois sans transformation substantielle	Néant
Crédit-projets (donateurs)	Critères d'évaluation des projets de la Turk Eximbank	Les conditions de financement des projets doivent être conformes aux dispositions du Consensus de l'OCDE.	Néant
Promotion du tourisme	..	..	..
Lois spéciales de droit privé concernant des exemptions	..	..	..

.. Non disponible.

- a Marchandises pour lesquelles le droit d'importation est de 20 pour cent: voitures particulières, autobus (sauf à deux étages), tracteurs (sauf les tracteurs conformes aux normes Euro-1 ou Euro-2 et ayant un moteur peu polluant), remorques (sauf remorques réfrigérées), téléviseurs, magnétoscopes, mini-réfrigérateurs, meubles, bateaux de plaisance (y compris à moteur), camions (sauf les camions tout-terrain et les camions-bennes non autorisés à circuler sur les autoroutes), mélangeurs et transmélangeurs.  
Marchandises pour lesquelles le droit d'importation est de 18 pour cent: extension ou création d'un établissement d'une capacité de production minimale de 100 000 unités par an réalisée par une entreprise ayant l'intention de construire des véhicules automobiles d'un modèle nouveau pendant dix ans à compter de la date de leur première mise en production dans le monde.  
Marchandises pour lesquelles le droit d'importation est de 10 pour cent: matières premières, biens intermédiaires et matières annexes nécessaires pour l'exploitation d'une entreprise.  
Produits pour lesquels le droit d'importation est de 5 pour cent: matériaux de construction.

Source: Secrétariat de l'OMC, sur la base de renseignements communiqués par les autorités turques.

23. Le Programme de promotion de l'investissement a pour but, notamment, de réduire les disparités régionales et de promouvoir les petites et moyennes entreprises (PME). En principe, tous les projets d'investissement sont admissibles. Les demandes sont évaluées par le Sous-Secrétariat au Trésor. Si un certificat est délivré, le projet d'investissement peut bénéficier d'une exemption des droits de douane sur toutes les machines et tous les équipements employés dans l'usine. Les machines et équipements figurant sur les "Listes de machines et équipements" approuvées, qu'ils soient importés ou d'origine nationale, sont également exemptés de TVA.<sup>23</sup> En outre, les activités génératrices de devises sont exemptées des droits de timbre et d'autres impositions.<sup>24</sup> Les différents programmes de promotion de l'investissement ne font aucune discrimination entre investisseurs nationaux et étrangers.

24. Le régime de perfectionnement actif permet aux producteurs/exportateurs turcs d'importer des matières en franchise de droits (y compris la surtaxe) et en dérogation à d'autres mesures de politique commerciale.<sup>25</sup> Les marchandises importées dans ce cadre doivent être réexportées depuis le territoire douanier de la Turquie sous forme de "produits compensateurs".<sup>26</sup> Le régime consiste soit à suspendre le paiement des droits de douane et de la TVA jusqu'au moment où les marchandises finales sont exportées (c'est la méthode la plus couramment employée), soit à rembourser les droits sur la base du principe du "drawback". La méthode de la suspension des droits est employée lorsque l'intéressé a l'intention de réexporter les marchandises sous forme de produits compensateurs.<sup>27</sup> Si l'intéressé opte pour le drawback (méthode employée principalement dans le régime de perfectionnement actif), il peut réclamer la restitution des droits d'importation et de la TVA au moment de l'exportation des produits compensateurs.

d) Préférences tarifaires

25. En vertu des obligations qu'elle a contractées dans le cadre de la CUD, la Turquie est tenue d'aligner tous les tarifs préférentiels qu'elle applique aux pays tiers, y compris son schéma SGP, sur ceux des CE (tableau III.6).

---

<sup>23</sup> Document de l'OMC G/SCM/N/123/TUR du 12 janvier 2006. Une fois l'exemption mentionnée sur le "certificat", l'investisseur peut importer les machines et équipements mentionnés sur la liste approuvée, c'est-à-dire la "Liste des machines et équipements", mais uniquement pour l'investissement concerné.

<sup>24</sup> Articles 28 et 33 de la Loi n° 5035. Le Ministère des finances est chargé d'appliquer les exemptions indiquées dans le Communiqué sur les exemptions des droits de timbre et autres impositions dont bénéficient les activités génératrices de devises. Pour bénéficier de cette exemption, les contribuables doivent obtenir un certificat d'exonération de taxes, de redevances (droits) et autres impositions auprès du Sous-Secrétariat au commerce extérieur et transférer ce certificat à l'institution qui réalise la transaction. Celle-ci doit s'effectuer pendant la période de validité du certificat.

<sup>25</sup> Décret n° 2005/8391 publié au Journal officiel du 27 janvier 2005.

<sup>26</sup> Sont considérées comme produits compensateurs toutes les marchandises obtenues à l'issue d'une transformation.

<sup>27</sup> Dans ce régime, les fabricants peuvent employer des produits de substitution des produits importés pour la fabrication de produits compensateurs.

**Tableau III.6**  
**Droits NPF et droits préférentiels moyens appliqués<sup>a</sup>, 2007**

	Ensemble des produits	SH		Définition OMC		CITI		
		01-24	25-97	Produits agricoles	Produits non agricoles	Produits agricoles	Industries extractives	Industries manufacturières
NPF	11,6	48,8	4,2	47,6	5,0	28,3	0,3	10,9
SGP	9,8	48,6	2,0	47,3	2,8	28,3	0,2	8,9
PMA	8,3	48,0	0,3	46,8	1,2	28,3	0,0	7,4
CE	7,9	49,3 <sup>b</sup>	0,0	48,6 <sup>b</sup>	0,8	28,1	0,0	6,9
AELE	7,2	44,9	0,0	48,6	0,0	24,7	0,0	6,3
Bosnie-Herzégovine	1,0	6,4	0,0	7,0	0,0	2,9	0,0	0,9
Croatie	8,1	48,0	0,0	46,8	0,9	28,3	0,0	7,1
Égypte	8,1	48,0	0,0	46,8	0,9	28,3	0,0	7,1
Israël	8,1	48,0	0,0	46,8	0,9	28,3	0,0	7,1
Macédoine (ex-République yougoslave de)	7,9	46,9	0,0	45,6	0,9	28,3	0,0	6,9
Maroc	8,1	48,0	0,0	46,8	0,9	28,3	0,0	7,1
Autorité palestinienne	8,1	48,0	0,0	46,8	0,9	28,3	0,0	7,1
Syrie	8,1	48,0	0,0	46,8	0,9	28,3	0,0	7,1
Tunisie	8,1	48,0	0,0	46,8	0,9	28,3	0,0	7,1

a Moyenne simple des taux de droits appliqués, calculée pour toutes les lignes tarifaires et pour chaque arrangement (réciproque et non réciproque) conclu par la Turquie.

b La moyenne simple des taux de droits appliqués aux importations provenant des CE est supérieure à la moyenne des taux NPF, parce que le nombre de lignes utilisé n'est pas le même: en raison d'un manque de données pour le calcul de certains équivalents *ad valorem*, 2 669 lignes tarifaires ont été utilisées dans le cas des importations provenant des CE et 2 847 lignes dans le cas des taux NPF.

Source: Secrétariat de l'OMC, sur la base de renseignements communiqués par les autorités turques.

26. La majorité des accords préférentiels conclus par la Turquie, qui sont conçus sur le même modèle que la CUD, ont supprimé les droits de douane sur tous les produits des chapitres 25 à 97 du SH. Les préférences tarifaires concernant des produits agricoles que la Turquie accorde en vertu de ses accords commerciaux sont généralement encadrées par des contingents (tableaux III.7 et III.8). La Turquie applique également des contingents tarifaires préférentiels à certains produits non agricoles (à savoir acrylonitrile et tubes cathodiques pour téléviseurs de 14 pouces). Les contingents tarifaires préférentiels ont été abolis pour les produits plats en fer ou en acier non allié laminés à la fin de 2003, et pour le téréphtalate de diméthyle, l'éthylène glycol et l'acide téréphtalique à la fin de 2004 (section 2 iv) ci-dessous).

**Tableau III.7**  
**Accords commerciaux préférentiels, 2007**

Accord/Pays	Produits auxquels la Turquie applique des préférences	Marge de préférence
Union douanière avec les Communautés européennes	Tous les produits industriels et la composante industrielle des produits agricoles transformés	Admission en franchise de droits des produits industriels et de la composante industrielle des produits agricoles transformés
Accord entre la Turquie et les CE sur le commerce des produits agricoles	Certains produits agricoles	Contingents tarifaires préférentiels, dans la plupart des cas à taux nul
Accord de libre-échange entre la Turquie et les CE sur les produits de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA)	Produits de la CECA	Franchise de droits pour les produits de la CECA

Accord/Pays	Produits auxquels la Turquie applique des préférences	Marge de préférence
Accord de libre-échange avec l'Association européenne de libre-échange (AELE) <sup>a</sup>	Tous les produits industriels Poissons et produits de la pêche Produits agricoles transformés	Franchise pour les produits industriels et la composante industrielle des produits agricoles transformés; franchise pour les poissons et produits de la pêche
Organisation de coopération économique (OCE) (Iran, Pakistan, Turquie)	36 positions à quatre chiffres du SH <sup>b</sup>	Aucun taux préférentiel n'est appliqué <sup>c</sup>
SGP	2 884 positions à 12 chiffres du SH	Admission en franchise de droits pour 2 174 positions dans le cas des pays en développement et 2 884 positions dans le cas des PMA
Israël	Tous les produits industriels Certains produits agricoles bruts et transformés (25 positions à quatre chiffres du SH)	Admission en franchise de droits des produits industriels; contingents tarifaires préférentiels pour les produits agricoles bruts et transformés
Macédoine (ex-République yougoslave de)	Tous les produits industriels Certains produits agricoles bruts et transformés (43 positions à six chiffres du SH)	Admission en franchise de droits des produits industriels; contingents tarifaires préférentiels pour les produits agricoles bruts et transformés
Croatie	Tous les produits industriels Certains produits agricoles bruts et transformés (53 positions à six chiffres du SH)	Admission en franchise de droits des produits industriels; contingents tarifaires préférentiels pour les produits agricoles bruts et transformés
Bosnie-Herzégovine <sup>d</sup>	Tous les produits industriels La plupart des produits agricoles bruts et transformés, avec quelques exceptions (692 positions à six chiffres du SH)	Admission en franchise de droits des produits industriels; contingents tarifaires préférentiels pour les produits agricoles bruts (à l'exception de huit positions à quatre chiffres du SH) et pour la composante industrielle des produits agricoles transformés
Maroc	La plupart des produits industriels Certains produits agricoles bruts et transformés (39 positions à six chiffres du SH)	Admission en franchise de droits des produits industriels; contingents tarifaires préférentiels pour les produits agricoles bruts et transformés
Autorité palestinienne	Tous les produits industriels	Admission en franchise de droits des produits industriels
Syrie	Tous les produits industriels Certains produits agricoles bruts et transformés (36 positions à six chiffres du SH)	Admission en franchise de droits des produits industriels; contingents tarifaires préférentiels pour les produits agricoles bruts et transformés
Tunisie	La plupart des produits industriels Certains produits agricoles bruts et transformés (16 positions à six chiffres du SH)	Admission en franchise de droits des produits industriels; contingents tarifaires préférentiels pour les produits agricoles bruts et transformés
Égypte	Tous les produits industriels Certains produits agricoles bruts et transformés (106 positions à six chiffres du SH)	Admission en franchise de droits des produits industriels; contingents tarifaires préférentiels pour les produits agricoles bruts et transformés
Albanie (l'accord a été signé mais n'est pas encore entré en vigueur)	Tous les produits industriels Certains produits agricoles bruts et transformés (197 positions à six chiffres du SH)	Admission en franchise de droits des produits industriels; contingents tarifaires préférentiels pour les produits agricoles bruts et transformés

a Un certain nombre de produits agricoles font l'objet d'accords bilatéraux entre la Turquie et différents membres de l'AELE.

b Y compris, entre autres, certains marbres, produits pharmaceutiques, détergents, produits en cuir, papiers et cartons, toiles, pompes centrifuges pour liquides, compresseurs, henné et bentonite.

c La marge de préférence correspond à une réduction de 10 pour cent du droit légal. Comme les droits légaux sont plus élevés que les droits NPF, la marge de préférence n'est pas appliquée.

d La Turquie n'accorde pas de concession à la Bosnie-Herzégovine pour les produits suivants: bovins vivants, ovins et caprins, certaines volailles vivantes et leur viande, abats comestibles de bovins, ovins et caprins, viandes et abats comestibles de certaines volailles. La Turquie applique la composante agricole aux importations de produits agricoles transformés et la taxe destinée au Fonds pour la construction d'immeubles d'habitation aux produits de la pêche importés de Bosnie-Herzégovine.

Note: Les règles d'origine pertinentes sont décrites en détail dans le tableau III.1.

Source: Renseignements communiqués par les autorités turques.

**Tableau III.8**  
**Contingents tarifaires préférentiels visant les produits agricoles bruts et transformés, 2007**

Partenaire partie à un accord de libre-échange	Nombre de positions	Produits concernés
CE	108 positions à six chiffres du SH	Bovins vivants et leur viande, lait en poudre, beurre, fromage, jaunes d'œufs, bulbes de fleurs, plantes vivantes, fleurs coupées fraîches, feuillages, champignons, haricots surgelés, poires, fraises, semences de pommes de terre, pommes, pêches, tamarins, fruits de la passion, thé, blé, seigle, orge, riz, maïs, avoine, malt, graines de tournesol, semences de betteraves sucrières, semences de coton, huile de fèves de soja brute et raffinée, sucre, huile de tournesol brute, huile brute de navette, colza et graines de moutarde, pâte de tomate, préparations de légumes, confitures et gelées, jus de fruits, vins mousseux, vinaigre, farines, poudres et agglomérés sous forme de pellets de viande ou d'abats, de poissons ou de crustacés, tourteaux et autres résidus solides, aliments pour chats et chiens et autres aliments pour animaux
Israël	25 positions à quatre chiffres du SH	Avocats, mangues, carottes, maïs doux, agrumes, jus d'orange, café, alcool kasher et vodka
Macédoine (ex-République yougoslave de)	21 positions à quatre chiffres du SH	Certains légumes frais (tomates, oignons, échalotes, concombres, etc.), haricots, pastèques, pommes, riz, légumes en conserve, sauces et préparations (condiments et assaisonnements composés), soupes et potages et préparations (vins de raisins frais, alcool éthylique non dénaturé d'un titre alcoométrique volumique de moins de 80% vol.)
Croatie	17 positions à quatre chiffres du SH	Fromage et lait caillé, pommes, maïs, sucreries, chocolat et autres préparations alimentaires contenant du cacao, extrait de malt, pâtes alimentaires, préparations alimentaires obtenues par éclatement ou grillage de céréales ou de produits à base de céréales, pain, pâtisseries, gâteaux, biscuits et autres produits de la boulangerie, jus de fruits et de légumes, sauces et préparations à base de sauces, mélanges de condiments et d'assaisonnements, soupes et bouillons et leurs préparations, eaux, y compris les eaux minérales et gazéifiées additionnées de sucre ou d'autres édulcorants ou aromatisées, bière de malt, vin de raisin frais, alcool éthylique non dénaturé d'un titre alcoométrique volumique de 80% vol. ou plus, préparations employées pour l'alimentation des animaux
Bosnie-Herzégovine	193 positions	Tous les produits agricoles des chapitres 1 à 24 du SH sauf les bovins vivants, les ovins et caprins vivants, les volailles vivantes (uniquement les volailles de l'espèce <i>Gallus domesticus</i> ), les viandes de bovins, les viandes d'ovins ou de caprins, les abats comestibles de bovins, de porcins, d'ovins, de caprins, de chevaux, d'ânes, de mules ou de bardots, les viandes et abats comestibles de volailles (uniquement volailles de l'espèce <i>Gallus domesticus</i> )
Maroc	39 positions	Plantes vivantes, orchidées, choux, navets, asperges, champignons, poivrons, maïs doux, câpres, concombres, concombres en conserve, fèves, avocats, graines de coriandre, gingembre, safran, curcuma, thym, feuilles de laurier, curry, caroube, abricots en conserve, extrait de café, vin et sons
Syrie	36 positions	Fleurs coupées, oignons, échalotes, ail, câpres, raisins, cerises, pêches, graines d'anis, graines de cumin, racines de ginseng, parties de plantes à épices, huile de fèves de soja brute, huile de graines de tournesol brute, sucreries, chocolats, fruits en conserve, poivrons en conserve, confitures et marmelades, jus de pomme, vin et pulpe d'olives
Tunisie	16 positions	Dattes, sardines, maquereaux, crevettes, mollusques, harissa et vins
Égypte	197 positions	Poissons et crustacés, mollusques, autres invertébrés aquatiques, plantes vivantes, fleurs coupées, pommes de terre, ail, laitues, carottes, navets, légumes surgelés, légumes provisoirement conservés, légumes secs, dattes, goyaves, mangues, fraises, épices, riz, arachides, sucreries, chocolat, pâtes alimentaires, produits de la boulangerie, concombres en conserve, fruits en conserve, jus de fruits et levure active
Albanie (l'accord a été signé mais n'est pas encore entré en vigueur)	106 positions	Fromage et lait caillé, œufs, miel, plantes vivantes, tomates, oignons, choux, carottes, concombres, haricots, légumes surgelés, légumes secs, petits pois, épices, melons, fruits surgelés, plantes et parties de plantes, poissons en conserve, chocolat, produits de la boulangerie, concombres en conserve, tomates en conserve, confitures et gelées, fruits en conserve, jus de fruits, pâte de tomates, crèmes glacées, eau minérale, vins, vermouth et alcool éthylique

Source: Renseignements communiqués par les autorités turques.

e) Autres droits et taxes

27. Outre les droits de douane, certains produits sont assujettis au prélèvement au titre du Fonds pour la construction d'immeubles d'habitation, à des droits d'accise, également appelés taxe spéciale à la consommation, à la TVA et aux droits de timbre.

*Taxes douanières et prélèvements*

28. Le prélèvement au titre du Fonds pour la construction d'immeubles d'habitation s'applique aux importations de poissons et de produits de la pêche (283 positions à 12 chiffres du SH, soit 1,6 pour cent du nombre total de lignes tarifaires, une diminution par rapport à 2003 où 555 positions étaient visées).<sup>28</sup> Il est égal à la différence entre la production tarifaire prescrite et le taux de droit légal.

29. Pour tous les produits visés par des engagements de consolidation (sauf les produits admis en franchise de droits de douane), la Turquie a consolidé l'ensemble des autres droits et impositions à 15 pour cent du droit de douane ("part municipale") ou à 3 pour cent (transport routier, ferroviaire ou aérien) ou à 4 pour cent (transport maritime) du total de la valeur c.a.f., du droit de douane et des autres prélèvements ("redevance pour les infrastructures de transport").<sup>29</sup>

*Taxes internes*

30. La taxe spéciale à la consommation (TSC) instituée le 1<sup>er</sup> août 2002 est un impôt unique perçu aussi bien sur les produits nationaux que sur les produits importés. Elle s'applique aux produits suivants: i) produits pétroliers (droits spécifiques); ii) véhicules automobiles (droits *ad valorem*); iii) boissons alcooliques et produits du tabac (droits *ad valorem* et/ou spécifique); et iv) produits de luxe (droits *ad valorem* (tableau AIII.3)). Dans la plupart des cas, la TSC est perçue sur le prix sortie usine ou de la première livraison, mais pour certains produits, comme les véhicules automobiles, elle est perçue au niveau du revendeur et, pour d'autres produits, comme les tabacs, elle est basée sur le prix au détail mais payée par le fabricant. Depuis le précédent examen de ses politiques commerciales, la Turquie a apporté certains changements à la législation relative à la taxe spéciale à la consommation et a notamment remplacé le droit d'accise spécifique sur les produits du tabac par des taux *ad valorem*.<sup>30</sup>

31. Le taux de la TVA est de 1 pour cent, ou de 8 pour cent pour les produits agricoles et les produits essentiels, et de 18 pour cent pour certains produits non agricoles et produits "de luxe" (notamment cosmétiques, fourrures, téléviseurs et automobiles). La TVA est basée sur la valeur douanière des produits importés, y compris le droit de douane, et sur le prix à la livraison des marchandises d'origine nationale.

32. Un droit de timbre de 28 livres est perçu sur les déclarations en douane faites par les personnes physiques ou morales.

---

<sup>28</sup> Le prélèvement au titre du Fonds pour la construction d'immeubles d'habitation a été institué en 1984 pour financer les programmes de logements publics à bon marché destinés aux familles pauvres ou à revenu moyen. Les droits de douane perçus sur la composante agricole des produits transformés sont également versés à ce fonds.

<sup>29</sup> GATT (1994), *Liste XXXVII de la Turquie*. La Turquie n'applique pas actuellement ces autres droits et impositions. La redevance pour les infrastructures de transport et la part municipale ont été supprimées le 1<sup>er</sup> janvier 1993 par la Loi n° 3284 publiée au Journal officiel du 11 juillet 1992.

<sup>30</sup> D'après les CE, la nouvelle structure tarifaire s'appliquant aux produits du tabac n'est pas conforme à l'acquis communautaire (Commission européenne, 2006).



iv) Prohibitions à l'importation, contingents et licences

33. L'importation de dix grandes catégories de produits (les mêmes produits qu'en 2003) est interdite pour des raisons telles que la protection de l'environnement, de la sécurité publique, de la santé ou de la moralité publiques ou en vertu d'obligations internationales (tableau III.9).

**Tableau III.9**  
**Prohibitions à l'importation, 2007**

Désignation des produits	Articles pertinents de l'OMC	Législation nationale ou internationale
Stupéfiants, haschich et préparations à base d'opium (2 positions) <sup>a</sup>	Santé publique, accords internationaux <sup>b</sup> (article XX:b, h)	Loi n° 2313 sur les stupéfiants et Convention de 1961 sur les stupéfiants
Substances qui appauvrissent la couche d'ozone (1 position) <sup>a, c</sup>	Environnement (article XX:b, d)	Amendement de Copenhague du Protocole de Montréal relatif aux substances qui appauvrissent la couche d'ozone; Communiqué sur le régime d'importation n° 2007/14
Colorants (1 position)	Santé publique (article XX:b)	Loi n° 1593 sur la protection de la santé publique; règlement sur les conditions spéciales applicables aux produits et additifs alimentaires et autres objets ayant une incidence sur la santé publique; Communiqué sur le régime d'importation n° 2007/15 Add.II (Liste)
Listes I et II des armes chimiques de la Convention (4 positions) <sup>c</sup>	Environnement (article XX:b, d)	Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction; Communiqué sur le régime d'importation n° 2007/17 (Liste I)
Instruments de mesure non conformes aux normes turques (système non métrique ou double système) (6 positions)	Application de la loi nationale (article XX:d)	Loi n° 3516 sur les normes et accords
Armes et munitions, poudres propulsives, explosifs préparés, détonateurs, dispositifs d'allumage et amorces <sup>a</sup> (3 positions)	Sécurité nationale (article XXI:b i), ii))	Loi sur les armes à feu (n° 6136 de 1953); Communiqué sur le régime d'importation n° 2007/2
Jeux d'argent (sauf à des fins touristiques spécifiées) <sup>a</sup> (1 position)	Moralité publique (article XX:a)	Loi n° 1072 sur les jeux d'argent tels que roulette, billards électriques, flippers
Produits de contrefaçon (tous les produits industriels)	Application de la loi nationale; accords internationaux <sup>b</sup> (article XX:d, h)	Convention de Paris de 1883 annexée à la Loi de 1930 sur l'adhésion à l'Accord de La Haye sur la propriété industrielle internationale (1925); Décret-loi n° 556 sur la protection des marques Loi douanière n° 4458 de 1999
Terre, feuilles, tiges, paille et engrais naturels à usage agricole (à l'exclusion du gazon et de la perlite obtenue en milieu artificiel)	Moralité publique (article XX:a)	
	Santé publique (article XX:b)	Règlement sur la quarantaine agricole
Ponte de vers à soie	..	Loi n° 859 sur la culture et la vente de vers à soie et de ponte de vers à soie

.. Non disponible.

a Interdiction d'importer sauf autorisation donnée par les autorités compétentes.

b Accords internationaux: interdiction d'importer résultant d'obligations contractées dans le cadre d'accords intergouvernementaux concernant les produits.

c Importation interdite uniquement lorsque les produits proviennent de pays non parties aux accords internationaux.

Note: Positions à quatre chiffres du SH.

Source: Secrétariat de l'OMC, sur la base de renseignements communiqués par les autorités turques.

34. Depuis 1996, le Ministère de l'agriculture et des affaires rurales (MARA) ne délivre plus de "certificats de contrôle" pour des marchandises importées de pays considérés comme présentant des risques sanitaires. D'après les autorités, cette décision a été prise pour des motifs sanitaires, afin de protéger l'élevage turc contre les maladies contagieuses telles que l'encéphalopathie spongiforme

bovine (ESB) et la fièvre aphteuse, et se fonde sur la classification des risques établie par l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) (vaches à lait et bovins de boucherie, ovins, caprins et volailles) et les viandes (bovins, ovins, caprins et volailles).

35. Le 1<sup>er</sup> janvier 2007, des contingents tarifaires préférentiels ont été ouverts pour l'acrylonitrile (pour 12 mois) et les tubes cathodiques pour téléviseurs de 14 pouces (mais ont été éliminés le 30 juin 2007). En outre, les contingents tarifaires préférentiels ont été abolis pour les produits plats en fer ou en acier non allié laminés à la fin de 2003, et pour le téréphtalate de diméthyle, l'éthylène glycol et l'acide téréphtalique à la fin de 2004. Les contingents sont attribués en fonction des "antécédents" du demandeur ou de sa "capacité de production". Les contingents ont été utilisés à environ 90 pour cent pour les tubes cathodiques et à 100 pour cent pour l'acrylonitrile.

36. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1996, la Turquie contingente l'importation de certains textiles et vêtements afin d'harmoniser son régime d'importation avec celui des CE.<sup>31</sup> Si le pays exportateur accepte un mémorandum d'accord bilatéral, le contingent est modulé en fonction des besoins. La Turquie applique des contingents aux textiles et vêtements provenant du Bélarus en vertu d'un système de double contrôle (pays avec lesquels un accord a été conclu) et de la République démocratique populaire de Corée, du Monténégro et de l'Ouzbékistan, en vertu d'un système de contrôle unique (pays avec lesquels la Turquie n'a pas conclu d'accord). Elle applique également des mesures de surveillance aux importations provenant de l'Ouzbékistan et du Turkménistan dans le cadre du contrôle unique. En outre, la Turquie a contingenté 44 catégories de textiles et de vêtements provenant de Chine, tels que chemises, chandails, T-shirts et gants (section v) b)).<sup>32</sup> De plus, la Turquie applique des contingents préférentiels à certains produits agricoles et non agricoles (section iii) e) ci-dessus).

37. Des licences d'importation sont exigées pour plusieurs catégories de produits, notamment certains véhicules automobiles, les équipements de transmission, les produits chimiques, les engrais, les espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, les solvants et produits pétroliers et certains substituts du sucre (tableau III.10). Les importateurs de ces produits doivent obtenir l'autorisation des autorités compétentes. Selon les autorités, les restrictions ont non seulement pour but de protéger la sécurité nationale, la sécurité des personnes ou l'environnement, mais également de protéger les consommateurs en faisant en sorte que les véhicules importés soient adaptés aux routes nationales et, dans le cas de certains produits (81 positions à quatre chiffres du SH), d'empêcher l'emploi de marchandises importées à des fins autres que leur destination initiale dans l'aéronautique civile. Des préoccupations ont été exprimées au sujet du manque de transparence du régime de licences d'importation turc dans le cas de certains produits agricoles et des boissons alcooliques distillées.<sup>33</sup> Les restrictions supplémentaires appliquées en vertu de la réglementation sanitaire et phytosanitaire sont décrites plus loin (section vi) d)).

38. L'importation de marchandises usagées, d'occasion, rénovées, défectueuses ou périmées doit être autorisée par le Sous-Secrétariat au commerce extérieur. Les instruments de mesure et de pesée mis en libre pratique en Turquie doivent être contrôlés par la Direction générale des mesures et des

<sup>31</sup> Document de l'OMC WT/REG22/7 du 24 novembre 1997.

<sup>32</sup> Communiqué n° 2006/6, publié au Journal officiel n° 26386 du 24 décembre 2006. Selon les autorités, ces contingents sont appliqués en vertu du paragraphe 242 du rapport du Groupe de travail de l'accession de la Chine qui décrit un mécanisme de sauvegarde pour les importations de textiles et de vêtements en provenance de la Chine. Document de l'OMC WT/ACC/CHN/49 du 1<sup>er</sup> octobre 2001.

<sup>33</sup> USTR (2006).

normes (Ministère de l'industrie et du commerce (MIT)); les supports d'œuvres cinématographiques et musicales sont inspectés par la Direction du droit d'auteur et de la cinématographie, dans le but de combattre le piratage.

Tableau III.10

Produits pour lesquels une licence d'importation est requise, 2007

Produits visés	Motif de la licence
<b>Produits radioactifs</b> (11 positions) Minerais d'uranium, isotopes, réacteurs nucléaires, produits émettant des rayons X	L'importation doit être autorisée par l'Agence turque de l'énergie atomique afin de protéger les patients contre les effets nocifs probables de la radioactivité.
<b>Équipements de télécommunications, machines et produits connexes</b> (74 positions) Appareils électriques pour la télégraphie filaire, répondeurs téléphoniques, équipements de radar, d'émission et de réception, machines pour la climatisation, réfrigérateurs électriques de ménage, sèche-linge, chauffe-eau à gaz instantané, machines à coudre de ménage, machines-outils de forage, etc., aspirateurs, certaines photocopieuses, certains véhicules automobiles	L'importation n'est autorisée qu'avec un certificat délivré par le Ministère de l'industrie et du commerce (MIT) attestant que les services après-vente, tels qu'entretien et réparation, sont garantis au niveau régional, qu'il y a suffisamment de techniciens pour l'entretien et qu'un stock de pièces de rechange suffisant existe; l'objectif est de faire en sorte que les produits soient compatibles avec le réseau national de télécommunications et protéger les consommateurs.
<b>Véhicules automobiles</b> (7 positions) Tracteurs de semi-remorques, voitures de type "break", voitures de course, remorques, véhicules automobiles spéciaux autres que ceux conçus pour le transport de marchandises ou de personnes	L'importation n'est autorisée qu'avec une facture pro forma certifiée par le Ministère de l'industrie et du commerce (MIT); l'objectif est de faire en sorte que les véhicules importés soient adaptés au réseau routier turc.
<b>Engrais</b> (5 positions) Engrais naturels d'origine animale ou végétale et engrais minéraux ou chimiques	L'importation n'est autorisée qu'avec l'assentiment du Ministère de l'agriculture et des affaires rurales (MARA); l'objectif est de protéger la santé des personnes et des animaux ou le cycle végétal.
<b>Billets de banque et articles connexes</b> (1 position) Billets de banque et assimilés, titres de valeurs mobilières	L'importation n'est autorisée qu'avec l'assentiment de la Banque centrale ou du Conseil du marché des capitaux; l'objectif est de veiller au maintien de l'ordre administratif dans le cas des documents précieux, par exemple les actions, les obligations.
<b>Explosifs et articles connexes</b> (14 positions) Nitrate d'ammonium technique, explosifs préparés, certaines amorces, articles pyrotechniques, certains instruments astronomiques	L'importation n'est autorisée qu'avec l'assentiment de la Direction générale de la sécurité du Ministère de l'intérieur; l'objectif est de garantir la sécurité nationale et la sécurité publique.
<b>Produits chimiques et produits connexes</b> (5 positions) Hexane, white spirit, xylène, toluène, naphta, huiles de pétrole, benzène	L'importation n'est autorisée qu'avec l'assentiment de l'Autorité de régulation du marché de l'énergie (EMRA). Pour importer du toluène, il faut obtenir l'autorisation du Ministère de la santé; l'objectif est de protéger les consommateurs.
<b>Produits pouvant être nocifs pour la santé des travailleurs</b> (12 positions) Amiante, benzène	L'importation n'est autorisée qu'avec l'assentiment de l'Institut de la santé et de la sécurité au travail du Ministère du travail et de la sécurité sociale; l'objectif est de protéger la santé des travailleurs.
<b>Produits pour l'aéronautique civile</b> (81 positions) Un large éventail de produits employés dans des aéronefs civils	L'importation n'est autorisée qu'avec l'assentiment de la Direction générale de l'aviation civile du Ministère des transports; l'objectif est d'empêcher l'emploi des produits importés dans des domaines autres que l'aéronautique civile.
<b>Cartes et produits connexes</b> (2 positions) Cartes et schémas hydrographiques ou similaires de toute nature, y compris les cartes numérisées et les informations cartographiques enregistrées sur un support magnétique ou optique	L'importation n'est autorisée qu'avec l'assentiment de la Direction générale de la cartographie du Ministère de la défense et du Commandement général de la marine; l'objectif est de protéger la sécurité nationale.
<b>Produits liés à la fabrication d'armes chimiques</b> (22 positions) Un large éventail de produits chimiques employés pour la production d'armes	L'importation n'est autorisée qu'avec l'assentiment du Sous-Secrétariat au commerce extérieur; l'objectif est de respecter la Convention sur l'interdiction des armes chimiques.
<b>Certains substituts du sucre</b> (11 positions) Aspartame, saccharine	L'importation n'est autorisée qu'avec un certificat d'admissibilité délivré par l'Office du sucre turc sans la moindre restriction. Le contrôle de ces produits au stade de l'importation est effectué par le Ministère de l'agriculture et des affaires rurales (MARA). Ces produits ne sont pas sujets à des licences d'importation.

Produits visés	Motif de la licence
<b>Espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction</b>	L'importation n'est autorisée qu'avec l'assentiment du Ministère de l'agriculture et des affaires rurales (MARA) ou du Ministère de l'environnement et des forêts; l'objectif est de mettre en œuvre la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES).
<b>Énergie</b> <b>Électricité et gaz naturel</b>	L'importation n'est autorisée qu'avec l'assentiment de l'Autorité de régulation du marché de l'énergie (EMRA); l'objectif est d'assurer l'efficacité du marché et de respecter les directives des CE.
<b>Solvants et certains produits pétroliers</b>	L'importation n'est autorisée qu'avec l'assentiment de l'Autorité de régulation du marché de l'énergie (EMRA); l'objectif est d'empêcher un usage inhabituel de ces produits à des fins autres que celles auxquels ils sont destinés et d'assurer la qualité du combustible (Communiqué n° 2007/12 de l'EMRA).
<b>Gaz de pétrole liquéfié</b>	L'importation n'est autorisée qu'avec l'assentiment de l'Autorité de régulation du marché de l'énergie (EMRA); l'objectif est d'empêcher un usage inhabituel de ces produits à des fins autres que celles auxquels ils sont destinés et d'assurer la qualité du combustible.

Note: Le nombre de positions se réfère aux positions à quatre chiffres du SH.

Source: Secrétariat de l'OMC, sur la base de renseignements communiqués par les autorités turques; et document de l'OMC G/LIC/N/3/TUR/6 du 23 octobre 2006.

## v) Mesures correctives commerciales contingentes

### a) Mesures antidumping et mesures compensatoires

39. Aucun changement majeur n'a été apporté au cadre législatif relatif aux mesures antidumping et aux mesures compensatoires depuis le dernier examen des politiques commerciales de la Turquie. Ce cadre législatif comprend les textes suivants<sup>34</sup>: i) la Loi n° 4412 de 1999 sur la prévention de la concurrence déloyale en matière d'importations; ii) le Décret n° 13482/1999 sur la prévention de la concurrence déloyale en matière d'importations, modifié par le Décret n° 9840/2005<sup>35</sup>; et iii) le Règlement sur la prévention de la concurrence déloyale en matière d'importations, tel que modifié en 2002 et 2006.<sup>36</sup> En cas de contradiction entre les dispositions de ces textes et celles des Accords de l'OMC, ce sont les dispositions de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires et de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI du GATT de 1994 qui priment (chapitre II 1)).

40. Les importations qui causent ou menacent de causer un dommage important à une branche de production, ou retardent sensiblement l'établissement d'une branche de production en Turquie peuvent faire l'objet d'une enquête en vertu de l'article 3 de la nouvelle loi. Est considéré comme produit faisant l'objet d'un dumping un produit dont le prix à l'exportation est inférieur à la valeur "normale"

<sup>34</sup> Documents de l'OMC G/ADP/N/1/TUR/3 et G/SCM/N/1/TUR/3 du 17 avril 2000; G/ADP/N/1/TUR/3/Suppl.1 et G/SCM/N/1/TUR/3/Suppl.1 du 7 mai 2002; G/ADP/N/1/TUR/3/Suppl.2 et G/SCM/N/1/TUR/3/Suppl.2 du 10 juin 2005; G/ADP/N/1/TUR/3/Suppl.3 et G/SCM/N/1/TUR/3/Suppl.3 du 13 septembre 2006; et G/ADP/N/1/TUR/3/Suppl.3/Corr.1 et G/SCM/N/1/TUR/3/Suppl.3/Corr.1 du 12 octobre 2006. Pour les principaux changements institués en 1999, voir OMC (2003).

<sup>35</sup> Le Décret n° 9840/2005 établit de nouvelles règles visant à empêcher le contournement des droits antidumping.

<sup>36</sup> L'amendement du Règlement concerne les règles s'appliquant aux importations provenant de pays n'ayant pas une économie de marché (publié au Journal officiel du 2 mai 2002) et les règles et procédures à suivre lors des enquêtes anticontournement, des réexamens intérimaires et des réexamens lors de l'expiration, ainsi que lors d'autres enquêtes, notamment sur les remboursements (Journal officiel du 26 janvier 2006).

du produit similaire.<sup>37</sup> Le prix à l'exportation est le prix effectivement payé ou à payer pour le produit lorsqu'il est vendu à l'exportation et la valeur normale est le prix comparable payé ou à payer dans le cadre d'une opération commerciale ordinaire pour le produit similaire destiné à la consommation dans le pays d'origine ou d'exportation.<sup>38</sup>

41. La Direction générale des importations, du Sous-Secrétariat au commerce extérieur (UFT), est chargée de faire des enquêtes préliminaires en cas de plainte ou d'office<sup>39</sup>, si nécessaire, de recommander des enquêtes au Conseil de l'évaluation de la concurrence déloyale à l'importation et de faire ces enquêtes; elle assure également le secrétariat du Conseil, qui a à sa tête le Directeur général des importations ou un Sous-Directeur et est composé de représentants du Ministère de l'agriculture et des affaires rurales, du Ministère de l'industrie et du commerce (MIT), du Sous-Secrétariat de l'Office national de planification, du Sous-Secrétariat aux douanes, de l'Union des chambres de commerce et des bourses de produits, de l'Union des chambres d'agriculture et du chef de service compétent de la Direction générale des importations. Le Conseil décide l'ouverture des enquêtes, soumet sa décision relative à l'adoption de mesures provisoires au Ministre d'État chargé des affaires commerciales extérieures pour approbation, évalue les résultats des enquêtes, présente au Ministre d'État une décision sur les mesures définitives, pour approbation, et formule des propositions dans le cadre des enquêtes.

42. L'examen des plaintes doit être terminé dans un délai de 45 jours (au lieu de 60 jours dans la précédente législation) et la décision d'ouvrir une enquête doit être publiée au Journal officiel.<sup>40</sup> Toute plainte déposée au nom de la branche de production nationale doit être appuyée par des producteurs nationaux dont la production collective représente au moins 25 pour cent de la production totale du produit similaire produit par la branche de production nationale en Turquie (elle doit aussi être soutenue par des producteurs nationaux dont la production collective représente plus de 50 pour cent de la production totale). Les parties intéressées sont averties après l'ouverture de l'enquête. Des questionnaires leur sont envoyés et elles disposent de 37 jours pour y répondre<sup>41</sup>; ce délai peut être prolongé sur demande dûment motivée. La décision définitive doit être prise dans un délai d'un an à compter de l'ouverture de l'enquête mais, si besoin est, cette période peut être prolongée de six mois au maximum (article 30 du Règlement). Pour appliquer des mesures provisoires, il faut attendre au minimum 60 jours à compter de l'ouverture de l'enquête, et leur durée est limitée à quatre mois. Toutefois, selon l'article 12 de la Loi, les mesures provisoires peuvent être prolongées pour une période de six mois au maximum sur demande présentée par des exportateurs qui détiennent une part importante du marché d'exportation du produit concerné vers la Turquie. Les mesures définitives restent en vigueur cinq ans à compter de la fin de l'enquête de réexamen la plus récente portant à la fois sur le dumping et le dommage, ou de la date de leur imposition.

---

<sup>37</sup> Article 4 du Règlement.

<sup>38</sup> Articles 9 et 5 respectivement du Règlement.

<sup>39</sup> Dans le cas des branches de production très fragmentées (nombre exceptionnellement élevé de producteurs), les autorités peuvent ouvrir une enquête d'office à condition qu'il y ait suffisamment d'éléments de preuve de l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité. Selon les autorités, la Turquie n'a encore jamais ouvert d'enquête d'office.

<sup>40</sup> Article 20 du Règlement.

<sup>41</sup> Y compris sept jours de délai d'acheminement postal.

43. Il y a en Turquie 93 droits définitifs antidumping en vigueur (contre 27 à la fin de 2002), la plupart à l'encontre de la Chine (34) suivie par le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu (8), l'Inde (7) et la Thaïlande (6). Les mesures ont porté essentiellement sur les textiles et vêtements, les ouvrages en métaux communs, les articles en matières plastiques et en caoutchouc et d'autres produits manufacturés tels que les briquets et crayons. La majorité des droits sont perçus sur une base spécifique; les taux de certains droits *ad valorem* vont jusqu'à 100 pour cent, pour les chambres à air de motocycles, par exemple (tableau III.11).

**Tableau III.11**  
**Mesures antidumping définitives, juillet 2007**

Pays/Territoire douanier et produits	Communiqué	Date d'application de la mesure définitive	Droit
<b>Bélarus</b>			
Fibres de polyester discontinues non traitées	2004/23	20 novembre 2004	15%
<b>Belgique</b>			
Polychlorure de vinyle	2003/2	6 février 2003	25 \$EU-45 \$EU la tonne
<b>Brésil</b>			
Accessoires	2006/23	7 septembre 2006	400 \$EU la tonne
<b>Bulgarie</b>			
Accessoires	2006/24	7 septembre 2006	400 \$EU la tonne
<b>Chine, R.P.</b>			
Accessoires	2006/23	7 septembre 2006	800 \$EU la tonne
Tissus de fibres discontinues de synthèse ou artificielles	2007/10	19 juin 2007	87%
Horloges murales (à piles, à accumulateur ou raccordées au réseau électrique)	2001/5	7 novembre 2001	2,10 \$EU la pièce
Tissus de filaments synthétiques	2002/2	13 février 2002	70,44%
Briquets de poche à gaz rechargeables	2004/25	20 novembre 2004	0,05 \$EU la pièce
Briquets de poche à gaz non rechargeables	2002/4	8 mai 2002	0,05 \$EU la pièce
Briquets de poche à gaz rechargeables, à gaz avec allumage électrique	2002/4	8 mai 2002	0,05 \$EU la pièce
Pièces de briquets	2002/4	8 mai 2002	0,03 \$EU la pièce
Couvertures en fourrure acrylique	2002/14	8 décembre 2002	4 \$EU le kg
Crochets et boucles	2002/15	13 décembre 2002	3,86 \$EU le kg
Crayons à mine de graphite, etc.	2003/1	14 janvier 2003	3,16 \$EU les 144 pièces
Pneumatiques de bicyclettes	2003/6	30 avril 2003	33%
Chambres à air de bicyclettes	2003/6	30 avril 2003	50%
Pneumatiques de motocycles	2003/7	30 avril 2003	37%
Chambres à air de motocycles	2003/7	30 avril 2003	100%
Chaînes (chaînes à maillons à étais et autres chaînes, à maillons soudés)	2003/23	20 décembre 2002	331 \$EU-403 \$EU la tonne
Serrures de porte avec cylindre (serrures électromécaniques non comprises)	2003/16	31 juillet 2003	1,6 \$EU la pièce
Autres serrures de porte (serrures électromécaniques non comprises)	2003/16	31 juillet 2003	1,77 \$EU la pièce
Cylindres et boîtiers pour serrures de portes uniquement	2003/16	31 juillet 2003	0,74 \$EU la pièce
Couvercles en verre trempé	2003/22	20 décembre 2003	0,91 \$EU la pièce
Charnières en métaux communs	2004/3	7 février 2004	1,39 \$EU la pièce
Patères, porte-chapeaux, supports et articles similaires, en métaux communs	2004/3	7 février 2004	1,39 \$EU la pièce
Garnitures, ferrures et articles similaires en métaux communs pour meubles	2004/3	7 février 2004	0,508 \$EU le kg

Pays/Territoire douanier et produits	Communiqué	Date d'application de la mesure définitive	Droit
Stylos à bille	2004/4	2 mars 2004	0,066 \$EU la pièce
Porte-mine	2004/4	2 mars 2004	0,04 \$EU la pièce
Voitures d'enfants	2004/15	1 <sup>er</sup> août 2004	8 \$EU la pièce
Parties de voitures d'enfants (châssis uniquement)	2004/15	1 <sup>er</sup> août 2004	5 \$EU la pièce
Filés métalliques et fils métallisés	2004/19	24 septembre 2004	2,2 \$EU le kg
Câbles, y compris les câbles clos	2004/24	1 <sup>er</sup> décembre 2004	1 \$EU le kg
Tissus imprégnés de polyuréthane - cuirs	2005/2	5 février 2005	1 \$EU le kg
Tissus imprégnés de polyuréthane - autres	2005/2	5 février 2005	1 \$EU le kg
Tissus imprégnés, enduits ou recouverts de polyuréthane ou stratifiés avec du polyuréthane - simili cuir	2005/2	5 février 2005	2,2 \$EU le kg
Tissus imprégnés, enduits ou recouverts de polyuréthane ou stratifiés avec du polyuréthane - autres	2005/2	5 février 2005	2,2 \$EU le kg
Outils à percer	2005/3	4 février 2005	6 \$EU le kg
Outils à fraiser	2005/3	4 février 2005	10 \$EU le kg
Fermetures à glissière	2005/7	12 mars 2004	3 \$EU le kg
Récepteurs de télévision en couleurs, avec tube-image incorporé	2005/16	28 juillet 2005	50% (c.a.f.)
Pneumatiques neufs, en caoutchouc	2005/18	20 août 2005	60%-87% (c.a.f.)
Chaînes antidérapantes pour véhicules à moteur, en fer ou en acier	2005/19	20 août 2005	1 500 \$EU la tonne
Moteurs universels Ac/Dc d'une puissance supérieure à 37,5 w	2006/9	4 mai 2006	1 \$EU la pièce
Pentaérythritol	2005/14	1 <sup>er</sup> juillet 2005	270 \$EU la tonne
Polyéthylène téréphtalate sous formes primaires	2006/1	27 janvier 2006	6,5%
Velours et peluches tissés et tissus de chenille	2006/2	27 janvier 2006	1,5 \$EU le kg
Parquets laminés préfinis	2006/17	8 juillet 2006	35%
Climatiseurs à deux blocs à fixer au mur	2006/20	28 juillet 2006	25%
Granite	2006/25	14 septembre 2006	90 \$EU la tonne
Courroies de transmission sans fin, de section trapézoïdale	2007/4	31 mars 2007	5,04 \$EU le kg
Bois contreplaqués constitués exclusivement de feuilles de bois (d'une épaisseur n'excédant pas 6 mm)	2006/28	20 octobre 2006	240 \$EU le m <sup>3</sup>
<b>Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu</b>			
Fils de polyester texturés	2006/31	21 décembre 2006	9,9%-28,6%
Tissus de filaments synthétiques	2002/2	13 février 2002	13,91%-30,84%
Crochets et boucles	2002/15	13 décembre 2002	1,83 \$EU le kg
Fibres discontinues de polyester	2003/14	29 juillet 2003	6,4%-20,1%
Pneumatiques de bicyclettes	2004/22	30 avril 2003	30%
Chambres à air de bicyclettes	2004/22	30 avril 2003	44%
Pneumatiques de motocycles	2004/21	30 avril 2003	6%
Chambres à air de motocycles	2004/21	30 avril 2003	21%
Filés métalliques et fils métallisés	2004/19	24 septembre 2004	2,2 \$EU le kg
Polyéthylène téréphtalate sous formes primaires	2006/1	27 janvier 2006	6,5%
<b>Finlande</b>			
Polychlorure de vinyle	2003/2	6 février 2003	45 \$EU la tonne
<b>Allemagne</b>			
Polychlorure de vinyle	2003/2	6 février 2003	25 \$EU la tonne-45 \$EU la tonne

Pays/Territoire douanier et produits	Communiqué	Date d'application de la mesure définitive	Droit
<b>Grèce</b>			
Polychlorure de vinyle	2003/2	6 février 2003	45 \$EU la tonne
<b>Hongrie</b>			
Polychlorure de vinyle	2003/2	6 février 2003	45 \$EU la tonne
<b>Inde</b>			
Fils de polyester texturé	2006/31	21 décembre 2000	6,8%-20,3%
Pneumatiques de bicyclettes	2003/6	30 avril 2003	20%
Chambres à air de bicyclettes	2003/6	30 avril 2003	64%
Polyéthylène téréphtalate sous formes primaires	2006/1	27 janvier 2006	6,5%
Accessoires	2006/24	7 septembre 2006	305 \$EU-400 \$EU la tonne
Fibres discontinues de polyester	2003/14	29 juillet 2003	16,5%-23,9%
Filés métalliques et fils métallisés	2004/19	24 septembre 2004	2,2 \$EU le kg
Courroies de transmission sans fin, de section trapézoïdale	2007/4	31 mars 2007	3,5 \$EU le kg
<b>Indonésie</b>			
Fibres de polyester discontinues	2006/26	8 septembre 2006	6,2%-12%
Polyéthylène téréphtalate sous formes primaires	2006/1	27 janvier 2006	6,5%
Parquets laminés préfinis	2006/17	8 juillet 2006	25%
Accessoires	2006/24	7 septembre 2006	253 \$EU-400 \$EU la tonne
<b>Israël</b>			
Polychlorure de vinyle	2003/2	6 février 2003	25 \$EU-45 \$EU la tonne
<b>Italie</b>			
Polychlorure de vinyle	2003/2	6 février 2003	25 \$EU-45 \$EU la tonne
<b>Corée, Rép. de</b>			
Fils de polyester texturés	2006/31	21 décembre 2006	33,7%
Fibres de polyester discontinues	2006/26	8 septembre 2006	10%
Fils plats de polyester	2006/12	18 mai 2006	5,7%-10,9%
Tissus de filaments synthétiques	2002/2	13 février 2002	3,51%-40%
Polyéthylène téréphtalate sous formes primaires	2006/1	27 janvier 2006	6,5%
Filés métalliques et fils métallisés	2004/19	24 septembre 2004	2,2 \$EU le kg
<b>Malaisie</b>			
Tissus de filaments synthétiques	2002/2	13 février 2002	3,23%-15,93%
Fils et cordes de caoutchouc vulcanisé	2004/1	29 janvier 2004	11,6%-16,9%
Polyéthylène téréphtalate sous formes primaires	2006/1	27 janvier 2006	6,5%
<b>Pays-Bas</b>			
Polychlorure de vinyle	2003/2	6 février 2003	45 \$EU la tonne
<b>Roumanie</b>			
Polychlorure de vinyle	2003/2	6 février 2003	25 \$EU-45 \$EU la tonne
<b>Fédération de Russie</b>			
Billetes d'acier laminées ou obtenues par coulée continue	2001/3	17 octobre 2001	7 \$EU la tonne
Fil machine en cuivre	2005/24	9 novembre 2005	3% (c.a.f.)
Câbles, y compris les câbles clos	2004/24	1 <sup>er</sup> décembre 2004	0,5 \$EU le kg
<b>Serbie-et-Monténégro</b>			
Accessoires	2006/24	7 septembre 2006	400 \$EU la tonne
<b>Sri Lanka</b>			
Pneumatiques de bicyclettes		27 septembre 2004	50%
Chambres à air de bicyclettes		27 septembre 2004	44%



Pays/Territoire douanier et produits	Communiqué	Date d'application de la mesure définitive	Droit
<b>Thaïlande</b>			
Tissus de filaments synthétiques	2002/2	13 février 2002	8,67%-30,93%
Pneumatiques et chambres à air de bicyclettes	2003/6	30 avril 2003	100%
Pneumatiques de motocycles	2003/7	30 avril 2003	68%
Chambres à air de motocycles	2003/7	30 avril 2003	100%
Fibres discontinues de polyester	2003/14	29 juillet 2003	15,8%-22,0%
Polyéthylène téréphtalate sous formes primaires	2006/1	27 janvier 2006	6,5%
Accessoires	2006/24	7 septembre 2006	147 \$EU-400 \$EU la tonne
<b>Ukraine</b>			
Billetes d'acier laminées ou obtenues par coulée continue	2001/3	17 octobre 2001	4 \$EU la tonne
Pentaérythrol	2003/19	4 septembre 2003	693 \$EU la tonne
Fils en cuivre affiné	2006/14	8 juin 2006	6,9%
<b>États-Unis</b>			
Polychlorure de vinyle	2003/2	6 février 2003	45 \$EU la tonne
<b>Viet Nam</b>			
Pneumatiques de bicyclettes	2004/22	27 septembre 2004	30%
Chambres à air de bicyclettes	2004/22	27 septembre 2004	44%
Pneumatiques de motocycles	2004/21	27 septembre 2004	29%
Chambres à air de motocycles	2004/21	27 septembre 2004	49%
Courroies de transmission sans fin, de section trapézoïdale	2007/4	31 mars 2007	4,55 \$EU le kg

Source: Renseignements communiqués par les autorités turques.

44. La Turquie n'a jamais ouvert d'enquête en matière de mesures compensatoires ni imposé de telles mesures.

b) Mesures de sauvegarde

45. Depuis le précédent examen, la Turquie a promulgué une nouvelle législation sur les mesures de sauvegarde: le Décret n° 735/2004 (publié au Journal officiel n° 25476 du 20 mai 2004) et le Règlement sur les mesures de sauvegarde applicable aux importations (Journal officiel n° 25486 du 8 juin 2004)<sup>42</sup> qui ont pour but d'assurer aussi bien la conformité avec l'accord pertinent de l'OMC que le respect des obligations de la Turquie au titre de la CUD.

46. L'UFT (Sous-Secrétariat au commerce extérieur) reste habilité à proposer, appliquer et suivre des mesures de surveillance. Un Comité d'évaluation des mesures de sauvegarde applicables aux importations a été créé. Il est notamment chargé de décider s'il convient d'ouvrir une enquête et d'adopter, d'examiner, de prolonger, de modifier ou de lever des mesures de sauvegarde provisoires ou définitives, et de déterminer la forme, la portée et la durée de ces mesures.<sup>43</sup>

<sup>42</sup> Document de l'OMC G/SG/N/1/TUR/3 du 16 juillet 2004.

<sup>43</sup> Article 4 du Décret n° 735/2004.

47. Des mesures de sauvegarde provisoires peuvent être appliquées, compte tenu des intérêts du pays, dans des circonstances critiques où tout délai causerait un tort qu'il serait difficile de réparer, et après qu'il a été déterminé à titre préliminaire qu'il existe des éléments de preuve manifestes, selon lesquels un accroissement des importations a causé ou menace de causer un dommage grave aux producteurs nationaux de produits similaires ou directement concurrents.<sup>44</sup> À l'issue de l'enquête, si le Comité décide que des mesures de sauvegarde sont nécessaires, le montant perçu à titre de garantie n'est pas remboursé et est versé au Trésor public.<sup>45</sup>

48. À la suite d'une enquête, des mesures de sauvegarde peuvent être appliquées en invoquant la clause de l'intérêt national, lorsqu'un produit est importé en quantités tellement accrues et à des conditions telles qu'il cause ou menace de causer un dommage grave aux producteurs nationaux de produits similaires ou directement concurrents. La durée des mesures de sauvegarde doit être suffisante pour prévenir ou réparer un dommage grave et faciliter l'ajustement des producteurs nationaux aux conditions du marché intérieur. La durée des mesures de sauvegarde, y compris la durée de toute mesure provisoire, ne doit pas dépasser quatre ans, à moins qu'elle ne soit prorogée.<sup>46</sup> Si la durée de la mesure dépasse un an, la mesure est progressivement libéralisée, à intervalles réguliers, pendant la période d'application. Si la durée de la mesure dépasse trois ans, la situation est réexaminée au plus tard au milieu de la période d'application de la mesure en vue de vérifier si son application est toujours nécessaire ou d'accélérer le rythme de sa libéralisation.<sup>47</sup>

49. Ces dernières années, la Turquie a eu de plus en plus recours aux mesures de sauvegarde et a institué des mesures définitives à l'encontre de tous les pays pour des produits tels que motocycles, sel, fers à repasser à vapeur, aspirateurs, chaussures, voltmètres et autres transformateurs de mesure (tableau III.12).

---

<sup>44</sup> Les mesures de sauvegarde provisoires et/ou définitives peuvent prendre la forme de droits de douane, de charges financières additionnelles, de restrictions de la quantité/valeur des importations, de contingents tarifaires, ou d'une combinaison de ces formes.

<sup>45</sup> Lorsque le montant de la mesure de sauvegarde est inférieur au montant de la mesure de sauvegarde provisoire, la différence est remboursée. Toutefois, dans les cas où le montant de la mesure de sauvegarde est supérieur au montant de la mesure de sauvegarde provisoire, la différence n'est pas perçue. Si le Comité décide que des mesures de sauvegarde ne sont pas nécessaires, la mesure de sauvegarde provisoire est abrogée, et le montant déjà perçu à titre de garantie est remboursé.

<sup>46</sup> La durée de la mesure peut être prorogée après une nouvelle enquête, mais à la suite de la prorogation, la mesure ne peut s'avérer plus restrictive qu'elle ne l'était à la fin de la période d'application initiale et sa libéralisation doit se poursuivre. La période d'application totale d'une mesure de sauvegarde ne dépasse pas dix ans.

<sup>47</sup> Une mesure de sauvegarde d'une durée de 180 jours ou moins peut être appliquée de nouveau à un produit si un an au moins s'est écoulé depuis la date d'introduction d'une mesure de sauvegarde visant ce produit, et si une telle mesure de sauvegarde n'a pas été appliquée au même produit plus de deux fois au cours de la période de cinq ans antérieure à l'introduction de la mesure.

**Tableau III.12**  
**Mesures de sauvegarde définitives en vigueur, 2007**

Pays d'origine	Produit	Date d'application de la mesure définitive
Tous les pays	Terres et argiles activées	8 juillet 2005
	Certains voltmètres et ampèremètres	12 août 2005
	Aspirateurs	10 août 2006
	Fers à repasser à vapeur	10 août 2006
	Sel	10 août 2006
	Chaussures	10 août 2006
	Motocycles	2 mars 2007
Chine, R.P.	Verre flotté	7 avril 2006

Source: Renseignements communiqués par les autorités turques.

## vi) Normes et autres prescriptions techniques

### a) Généralités

50. Depuis le précédent examen, la Turquie a continué de transposer les différents éléments des prescriptions techniques des CE dans son système juridique, essentiellement en mettant en œuvre le cadre juridique adopté en 2002<sup>48</sup>: la Loi sur l'élaboration et l'application des règlements techniques visant les produits<sup>49</sup>, le Règlement sur la notification des lois concernant les règlements techniques et les normes entre la Turquie et les CE<sup>50</sup>, le Règlement sur l'apposition et l'emploi de la marque de conformité CE sur les produits, le Règlement sur les organismes d'évaluation de la conformité et les organismes notifiés et le Règlement sur la surveillance du marché et l'inspection des produits.<sup>51</sup> Dans le cadre de la CUD, la Turquie a transposé dans son système juridique 232 directives des CE concernant la réglementation technique.

51. La Turquie n'a apporté aucune modification majeure à son cadre institutionnel concernant les normes et autres règlements techniques depuis le dernier examen de sa politique commerciale. Selon les autorités, les règlements techniques ont pour objectif de protéger la santé, la sécurité des personnes, l'environnement et les consommateurs. L'UFT est le point national d'information sur les règlements techniques et est chargé de recueillir et de notifier à l'OMC les projets de règlements techniques.<sup>52</sup> La Turquie a accepté le Code de pratique pour l'élaboration, l'adoption et l'application des normes. Le point d'information national pour les OTC est l'Institut turc de normalisation (TSE); en ce qui concerne les mesures SPS, c'est la Direction générale de la protection et du contrôle du Ministère de l'agriculture et des affaires rurales (MARA). L'UFT habilite le TSE à réaliser les évaluations de la conformité des produits importés.<sup>53</sup> La Direction générale de la normalisation de

<sup>48</sup> Pour une description des principales dispositions de la législation de 2002, voir OMC (2003).

<sup>49</sup> Loi-cadre n° 4703 publiée au Journal officiel n° 24459 du 11 juillet 2001.

<sup>50</sup> Journal officiel n° 24715 du 3 avril 2002.

<sup>51</sup> Ces trois derniers règlements ont été publiés au Journal officiel n° 24643 du 17 janvier 2002 et sont entrés en vigueur le 11 janvier 2002.

<sup>52</sup> Conformément au Règlement sur l'exécution des notifications prévues par l'Accord OTC, qui est entré en vigueur le 15 avril 1997.

<sup>53</sup> La portée des services d'inspection et le mode exact de fonctionnement du TSE sont définis chaque année dans une législation publiée par l'UFT; actuellement, il s'agit du Communiqué n° 2007/1.

l'UFT a créé un site Web pour faciliter l'accès aux notifications des OTC et obtenir les avis des parties prenantes.<sup>54</sup>

b) Normes, essais et certification

52. Le régime des règlements techniques et des normes applicables au commerce extérieur est défini par le Décret n° 96/7794, par un règlement et par des communiqués. Il est entré en vigueur en 1995 et continue de régir les activités liées à la normalisation et son amendement le plus récent a été apporté par le Décret n° 9454/2005. Ce régime est transitoire et est réexaminé chaque année à la lumière des progrès de la transposition de la législation des CE dans le système juridique national. Il a pour but d'accroître la compétitivité et la sécurité des produits exportés, et de faire en sorte que le même traitement soit appliqué aux produits importés et aux produits d'origine nationale et de protéger la vie et la santé des personnes, des animaux et des végétaux et l'environnement.

53. Le TSE élabore et applique les normes visant les produits fabriqués ou importés en Turquie depuis 1960. C'est une entité indépendante (qui n'est pas financée par le budget de l'État), compétente pour l'élaboration et la publication de normes visant tous les types de matières et produits. En outre, l'Institut est chargé des services de métrologie et d'étalonnage industriel, ainsi que des laboratoires aux fins de l'évaluation de la conformité et la certification. Il est membre de plein droit de l'Organisation internationale de normalisation (ISO) et de la Commission électrotechnique internationale (CEI), et membre associé du Comité européen de normalisation (CEN) et du Comité européen de normalisation électrotechnique (CENELEC).<sup>55</sup> Selon les autorités, environ 98 pour cent des normes du CEN et 93,5 pour cent des normes du CENELEC ont été adoptés (à la fin août 2007). Les procédures d'essai sont reconnues en vertu d'accords de réciprocité conclus entre la Turquie et les États membres des CE. En 1999, le TSE a signé plusieurs arrangements de reconnaissance mutuelle dans le cadre de la Directive sur les courants faibles (directive LVD), à savoir l'Accord sur la certification du CENELEC et l'Accord sur l'emploi de marquages convenus d'un commun accord pour les câbles conformes à des spécifications harmonisées (connus sous le nom de marquages HAR) et la marque commune du CEN et du CENELEC (Keymark). En 1998, il est devenu membre du système CEI d'essais de conformité aux normes de sécurité de l'équipement électrique (connu sous le nom de "Système IEC-EE-CB"), dans le but d'obtenir la reconnaissance mutuelle des résultats des essais de conformité aux normes CEI concernant la sécurité des appareils électriques.

54. Les règlements techniques sont élaborés par les ministères et/ou par d'autres autorités compétentes et sont publiés au Journal officiel; les normes sont élaborées par le TSE. Toutes les normes techniques élaborées par le TSE sont volontaires; elles deviennent obligatoires (sous forme de règlements techniques) lorsqu'elles sont incorporées dans des instruments juridiques mis en vigueur par les organismes gouvernementaux pertinents. Les contrôles des marchandises importées visant l'application des règlements techniques, portent principalement sur les prescriptions en matière de documentation. Toutefois, il est prévu de mettre en place un système de surveillance des marchés, dans le cadre de l'harmonisation de la législation turque avec les règlements techniques des CE. Les produits importés de pays des CE (dans le cadre de la CUD) et portant le marquage "CE" sont librement admis en Turquie et ne sont pas inspectés par le TSE.

<sup>54</sup> Adresse consultée: <http://www.teknikengel.gov.tr>

<sup>55</sup> Selon les autorités, le TSE a mis ses pratiques et son organisation en conformité avec les normes des CE et est prêt à demander, en 2008, à être membre de plein droit du CEN et du CENELEC.

55. Le TSE assure les services de certification pour les normes TS-EN-ISO 9001:2000, TS-N-SO 14001, TS 13001 (HACCP)<sup>56</sup> et TS 18001 (OHSAS).<sup>57</sup> Les producteurs certifiés sont exemptés d'inspection tant qu'ils importent pour leurs propres besoins. Les matières importées employées dans la fabrication de produits manufacturés certifiés par le TSE sont également exemptés d'inspection. En août 2007, quelque 52 162 certificats de produits/services avaient été délivrés par le TSE. Le TSE s'occupe également de la certification de la qualité et des systèmes et est chargé de former et de certifier le personnel dans les domaines de la qualité, de l'environnement, de la santé et de la sécurité.

56. La Turquie a 27 512 normes (contre 23 790 en 2003), dont 770 sont obligatoires (contre 1 264 en 2003) (tableau III.13).<sup>58</sup> Les normes obligatoires, dont 9 pour cent sont équivalentes à des normes internationales, concernent principalement, selon les autorités, les matériaux de construction et s'appliquent à 164 produits importés (contrôlés à la frontière).

**Tableau III.13**  
**Normes officielles turques et leur équivalence avec des normes internationales, 2007**

Domaine (CITI)	Nombre total de normes turques	Normes obligatoires	Normes turques équivalentes à des normes internationales	Pourcentage de normes équivalentes <sup>a</sup>
Généralités, terminologie, normalisation	1 160	5	687	59,22
Sociologie, services, organisation de sociétés, gestion, administration	1 075	7	110	10,23
Mathématiques, sciences de la nature	220	0	117	53,18
Technologie des soins de santé	1 106	18	444	40,14
Protection de l'environnement et de la santé, sécurité	2 014	6	1 006	49,95
Météorologie, mesures, phénomènes physiques	721	4	410	56,86
Essais	247	0	136	55,06
Systèmes et composants mécaniques d'emploi général	680	116	338	49,70
Systèmes et composants à fluides d'emploi général	1 328	84	694	52,25
Ingénierie de l'industrie manufacturière	1 111	18	675	60,75
Ingénierie de l'énergie et du transfert de chaleur	356	12	209	58,70
Ingénierie électrique	1 636	51	740	45,23
Électronique	846	0	354	41,84
Télécommunications	1 403	17	712	50,74
Informatique, machines de bureau	451	0	226	50,11
Technologie de l'image	189	0	148	78,30
Mécanique de précision, bijouterie	34	0	29	85,29
Ingénierie des véhicules routiers	701	15	218	31,09
Ingénierie ferroviaire	183	2	45	24,59

<sup>56</sup> L'analyse HACCP (Analyse des dangers - points critiques pour leur maîtrise) est une méthode préventive systématique permettant, notamment, d'identifier des dangers potentiels.

<sup>57</sup> La spécification OHSAS (Système de gestion de la santé et de la sécurité au travail) est une spécification visant les systèmes de gestion de la santé et de la sécurité dans le travail. Des certificats de conformité aux normes TS-EN-ISO 9000 et TS-EN-ISO 14001 ont été accordés à 3 091 et 303 entreprises, respectivement.

<sup>58</sup> Comme une norme peut correspondre à plus d'une position de la CITI, le nombre de normes total indiqué au tableau III.13 diffère de celui qui est indiqué dans le texte.

Domaine (CITI)	Nombre total de normes turques	Normes obligatoires	Normes turques équivalentes à des normes internationales	Pourcentage de normes équivalentes <sup>a</sup>
Construction navale	289	0	169	58,47
Ingénierie de l'aéronautique et de l'aérospatiale	1 441	0	519	36,01
Équipements pour la manutention des matériaux	432	0	278	64,35
Emballage et distribution de marchandises	354	7	181	51,12
Technologie du textile et du cuir	973	43	442	45,42
Industrie du vêtement	169	3	47	27,81
Agriculture	1 519	7	259	17,05
Technologie des produits alimentaires	1 793	105	546	30,45
Technologie chimique	1 332	13	578	43,39
Industries extractives	402	1	227	56,46
Technologie du pétrole et technologies connexes	930	24	283	30,43
Métallurgie	1 196	34	733	61,28
Technologie du bois	403	13	214	53,10
Verrerie et céramique	359	13	171	47,63
Industrie du caoutchouc et des matières plastiques	936	17	484	51,70
Technologie du papier	230	4	138	60,00
Industrie des peintures et colorants	369	18	169	45,79
Matériaux de construction et construction	1 984	73	956	48,18
Génie civil	459	24	145	31,59
Génie militaire	131	0	1	0,07
Entretien de la maison, loisirs, sports	906	16	457	50,44
<b>TOTAL</b>	<b>32 068</b>	<b>770</b>	<b>14 295</b>	<b>44,04</b>

a Nombre de normes turques équivalentes à des normes internationales, en pourcentage du nombre de normes turques obligatoires.

Source: Renseignements communiqués par les autorités turques.

57. Les normes obligatoires s'appliquent de la même manière aux produits importés (quelle que soit leur origine) et aux produits d'origine nationale. Les essais et procédures de certification relèvent du TSE pour les produits industriels importés, du Ministère de l'environnement pour les produits liés à l'environnement et du Ministère de la santé pour les produits médicaux, cosmétiques et détergents. Les animaux, végétaux, produits alimentaires, semences et produits vétérinaires importés, entre autres, sont contrôlés par le Ministère de l'agriculture et des affaires rurales (MARA), qui fait une évaluation fondée sur des méthodes d'analyse des risques. De plus, des contrôles de qualité à des fins commerciales sont effectués, au moment de l'importation et de l'exportation, sur certains produits agricoles, (notamment fruits et légumes frais, fruits secs, huiles comestibles et légumes à cosse) par 45 unités d'inspection appelées "Groupes d'inspecteurs de la normalisation pour le commerce extérieur" et relevant de huit directions régionales du Sous-Secrétariat au commerce extérieur. Le Sous-Secrétariat au commerce extérieur dispose en outre de cinq laboratoires d'analyses commerciales et d'évaluation de la conformité aux normes, qui font les analyses nécessaires pour le contrôle des produits d'exportation. Actuellement, 200 produits agricoles (positions à 12 chiffres du SH) font l'objet d'un contrôle de la qualité à l'exportation obligatoire. D'après les autorités, les normes appliquées à ces produits sont conformes aux normes ONU/CEE et les méthodes de contrôle sont conformes aux dispositions définies par l'OCDE.

58. En vertu de la Loi n° 1705, la Direction générale des mesures et des normes du Ministère de l'industrie et du commerce (MIT) est aussi responsable des systèmes de contrôle qualité concernant la

métrologie légale, des systèmes d'étalonnage des laboratoires d'essai et de la supervision du fonctionnement des laboratoires privés conformément à la loi.<sup>59</sup> Le MIT, mène des activités de surveillance par l'intermédiaire de son réseau de bureaux de province; le Ministère de la santé a commencé à mettre en œuvre sa stratégie de surveillance des marchés dans le secteur des jouets et dans celui des appareils médicaux; en même temps, la Direction des télécommunications, a poursuivi ses propres activités de surveillance des marchés.<sup>60</sup> En vertu de la Loi n° 5015 et de la Loi n° 5307, l'Autorité de régulation du marché de l'énergie (EMRA) a commencé des activités de surveillance des marchés du pétrole et du GPL visant à assurer la qualité du carburant et du GPL.

59. La Direction turque de l'accréditation (TURKAK), créée le 4 novembre 2000 en vertu de la Loi n° 4457, a commencé à fonctionner en juin 2001. Elle est responsable de l'agrément des organismes nationaux et étrangers et doit veiller à ce que leurs services d'essai, de certification et d'inspection soient conformes aux normes nationales et internationales. La Turquie a près de 5 000 laboratoires publics et privés et 120 organismes de certification et la TURKAK a accrédité 132 laboratoires et 44 organismes de certification. Elle est membre de plein droit de la Coopération européenne en matière d'accréditation et de la Coopération internationale sur l'agrément des laboratoires d'essais (ILAC).<sup>61</sup>

60. Au cours de ces dernières années, la Turquie a également conclu plusieurs accords de coopération, notamment avec la Chine, les pays membres de l'AELE, Israël, la Fédération de Russie et l'Ukraine sur la normalisation, la métrologie et l'évaluation de la conformité.

c) Marquage, étiquetage et emballage

61. Aucune modification importante n'a été apportée à la réglementation turque concernant le marquage, l'étiquetage et l'emballage depuis le précédent examen. Presque toutes les normes volontaires contiennent des dispositions relatives au marquage, à l'étiquetage et à l'emballage, mais il y a trois importantes normes obligatoires qui portent sur ces questions: la norme TS 4331 sur le marquage, l'étiquetage et l'emballage des matériaux et produits vendus conditionnés, la norme TS 1418 sur l'étiquetage des textiles et la norme TS 6429 sur le marquage au moyen de couleurs ou de caractères alphanumériques à des fins électrotechniques. Des étiquettes clairement visibles et lisibles indiquant le prix, le lieu de production et les caractéristiques principales doivent être apposées sur les marchandises vendues au détail ou sur leur emballage ou récipient. Lorsqu'il n'est pas possible d'apposer ces étiquettes sur une marchandise, il faut établir et afficher des listes aisément accessibles contenant les informations requises.<sup>62</sup>

62. Tous les produits importés doivent porter une étiquette indiquant leur pays d'origine, leur qualité et leur prix.<sup>63</sup> Sauf dans le cas de quelques produits, le mode d'emploi et les instructions

---

<sup>59</sup> Loi n° 3516 de 1989 sur les mesures et l'étalonnage.

<sup>60</sup> Commission européenne (2006).

<sup>61</sup> En mai 2006, l'Organisme chargé de l'agrément des laboratoires d'essai a signé l'Accord multilatéral de reconnaissance de l'ILAC.

<sup>62</sup> Article 12 de la Loi n° 4077 sur la protection des consommateurs, telle que modifiée par la Loi n° 4822 de 2003.

<sup>63</sup> Article 5 du Règlement d'application sur les étiquettes, les tarifs et les listes de prix et article 12 de la Loi sur la protection des consommateurs.

d'entretien doivent être rédigés en turc et accompagner tous les produits industriels.<sup>64</sup> En outre, les chaussures mises en vente doivent être accompagnées de l'indication de leurs principaux éléments constitutifs. Pour des raisons de sécurité, lorsque des biens ou services offerts aux consommateurs peuvent menacer leur santé physique ou mentale ou l'environnement, il est obligatoire d'inscrire sur le produit ou dans le mode d'emploi des renseignements et une mise en garde de façon clairement visible et lisible.<sup>65</sup> Les prescriptions en matière de marquage, d'étiquetage et d'emballage sont identiques pour les produits d'origine nationale et les produits importés et, selon les autorités, elles reposent sur les règlements internationaux. Le marquage, l'étiquetage et l'emballage peuvent être faits sous douane.<sup>66</sup>

63. Le marquage, l'emballage et l'étiquetage des produits pharmaceutiques sont régis par le Décret sur l'étiquetage et l'emballage qui renvoie à la Loi n° 1262. Le marquage, l'emballage et l'étiquetage des cosmétiques sont régis par le Décret renvoyant à la Loi n° 3977.

d) Règlements sanitaires et phytosanitaires

64. L'importation et la production de produits pharmaceutiques, de drogues, de certains produits médicaux consommables, de cosmétiques, de détergents, de produits alimentaires, de matériaux pour contact alimentaire (des emballages, par exemple), de produits de la pêche, de l'agriculture et de l'élevage et de produits vétérinaires font l'objet d'un contrôle sanitaire. Les principaux textes régissant ces questions sont les suivants: Loi n° 1593 de 1930 sur la santé publique, Loi n° 6968 de 1957 sur la protection des végétaux et la quarantaine agricole, Loi sur le contrôle de la santé des animaux (Loi n° 3285 de 1986, telle que modifiée par la Loi n° 4648 de 2001), Loi n° 1380 sur les pêches, telle que modifiée par la Loi n° 3288 de 1986, Loi sur la production, la consommation et l'inspection des produits alimentaires (Loi n° 5179 de 2004). Ces différents textes ne font aucune distinction entre les produits d'origine nationale et les produits importés.

65. Pour importer des produits agricoles et alimentaires il faut un certificat de contrôle délivré par le Ministère de l'agriculture et des affaires rurales (MARA)<sup>67</sup>; pour importer des produits pharmaceutiques, des drogues, certains produits médicaux consommables, des produits cosmétiques et

---

<sup>64</sup> Article 5 du Règlement d'application sur les principes de mise en œuvre et mode d'emploi, basé sur l'article 14 de la Loi n° 4077 relative aux modes d'emploi. Les produits exemptés sont les suivants: certains types de tubes en métal, PVC, polyéthylène ou matière plastique; les attaches, les boulons, les menottes, les vis, les écrous, les clous, les épingles et autres articles similaires de fixation; le papier, les gommes, les crayons et autres fournitures de papeterie similaires; les pelles, pioches, râpeaux, brouettes et autres outils agricoles similaires; les serviettes, ceintures, bretelles, boutons, fermetures éclair et autres accessoires du vêtement similaires; certains matériaux de construction; certains appareils domestiques; les objets artisanaux, la bijouterie et les produits similaires; et les produits ci-après vendus dans un emballage portant un mode d'emploi: huiles minérales, antigel, huiles hydrauliques, allumettes, engrais et certains produits chimiques; peintures, ciments, chaux et produits similaires; produits alimentaires et boissons; produits de nettoyage; charbon et produits similaires.

<sup>65</sup> Article 18 de la Loi n° 4077 sur la protection des consommateurs, telle que modifiée par la Loi n° 4822.

<sup>66</sup> Article 102 de la Loi douanière et article 292 du Règlement douanier.

<sup>67</sup> L'annexe VI du Communiqué sur la normalisation dans le commerce extérieur contient deux listes: la Liste A pour les produits nécessitant des certificats de contrôle et la Liste B pour les autres produits.



des détergents, il faut un certificat de contrôle délivré par le Ministère de la santé.<sup>68</sup> Pour obtenir le certificat, selon le type de produit, il faut présenter au Ministère compétent les documents suivants: facture pro forma, certificat sanitaire, certificat d'analyse, formule ou liste des ingrédients, certificat de pedigree et rapport de mesure des radiations. Tous les documents doivent être délivrés et/ou approuvés par les autorités compétentes du pays producteur.<sup>69</sup> Les documents doivent être présentés dans la langue originale avec une traduction en turc. Les certificats de contrôle peuvent être présentés aux douanes au moment de l'importation. Leur durée de validité va de quatre à 12 mois selon le produit.

66. Depuis le précédent examen, la Turquie a continué d'harmoniser sa réglementation sanitaire et phytosanitaire avec celle des CE, de la Commission du Codex Alimentarius et de l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) et d'autres normes internationales. À cet effet, elle a adopté la Loi n° 5179 de 2004 sur la production, la consommation et le contrôle des produits alimentaires (Journal officiel du 5 juin 2004) et le Règlement sur le Codex des produits alimentaires (Journal officiel du 16 novembre 1997). Elle a transposé une partie de l'acquis communautaire en adoptant des lois, notamment sur les matériaux d'emballage et les produits alimentaires destinés à une alimentation particulière.

67. La Turquie a signé des accords de coopération pour empêcher la propagation de maladies animales par le commerce et le transit d'animaux vivants et de produits du règne animal, de médicaments vétérinaires, d'aliments pour animaux et d'autres produits qui peuvent avoir des effets sur la santé des animaux.<sup>70</sup> En outre, elle a signé avec l'Allemagne, la Belgique, les États-Unis, la France, l'Italie, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas et le Royaume-Uni des accords bilatéraux visant l'emploi de certificats sanitaires et phytosanitaires.

68. Un foyer d'influenza aviaire est apparu pour la première fois en Turquie en octobre 2005, et de nouveaux foyers sont apparus par la suite. Des campagnes de vaccination ont été lancées contre de nouvelles souches du virus de la fièvre aphteuse, et la vaccination s'est poursuivie contre d'autres maladies telles que la brucellose, la peste des petits ruminants, la maladie du charbon, la clavelée et la variole caprine, la fièvre catarrhale du mouton, la maladie de Newcastle et la rage. Selon les autorités, afin de prévenir la propagation de maladies épidémiques, notamment l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB), la Turquie interdit temporairement l'importation d'animaux vivants (bovins de boucherie et vaches à lait, ovins, caprins et volailles) et de viandes (de bovins, d'ovins, de caprins et de volailles) pour des motifs sanitaires (article 7 de la Loi sur la santé des animaux). Depuis 2002, elle a mis en place un nouveau système de surveillance de l'ESB.<sup>71</sup>

---

<sup>68</sup> Dans certains cas, il n'est pas obligatoire d'obtenir le certificat si l'importateur peut garantir aux autorités que les produits importés sont destinés à des fins précises ou à son propre usage.

<sup>69</sup> Dans le cas des produits alimentaires et des matériaux pour contact alimentaire, seul un certificat sanitaire doit être obtenu auprès des autorités compétentes du pays producteur et/ou être approuvé par elles.

<sup>70</sup> La Turquie a signé des accords de coopération avec l'Algérie, l'Allemagne, la Bulgarie, l'Iran, les Pays-Bas, la Syrie et la Tunisie. Elle est en négociation avec l'Albanie, l'Azerbaïdjan, la Croatie, la Fédération de Russie, la Géorgie, le Koweït, la Macédoine, la République tchèque, la Slovaquie et l'Ukraine.

<sup>71</sup> Ce système consiste à inspecter et à analyser des échantillons pris au hasard sur des animaux morts ou abattus après avoir manifesté des symptômes neurologiques, ainsi que sur les bovins abattus à 30 mois ou plus.

69. Depuis la création de l'OMC, trois pays ont exprimé des griefs à l'égard de la Turquie dans le cadre du Comité SPS de l'OMC.<sup>72</sup> Le premier concernait l'interdiction d'importer des animaux en raison de la crainte de propagation de la fièvre aphteuse, dont se sont plaints les États-Unis puis la Hongrie.<sup>73</sup> Le deuxième grief a été exprimé par la Hongrie qui s'est plainte de l'interdiction d'importer des aliments pour animaux de compagnie provenant de tous les pays d'Europe en raison du risque de transmission de l'encéphalopathie spongiforme contagieuse dû à l'épidémie d'ESB.<sup>74</sup> Enfin, l'Équateur s'est plaint des certificats de contrôle exigés par la Turquie pour les importations de bananes.<sup>75</sup>

70. En vertu de la Loi sur la quarantaine agricole, les animaux vivants (bovins, moutons, chèvres, chats et chiens) entrant en Turquie doivent être mis en quarantaine pendant 21 jours au lieu de destination ou dans un centre de quarantaine. Les tests vétérinaires déjà effectués à l'étranger peuvent être demandés à nouveau en Turquie.

#### vii) Marchés publics

71. Aucun changement majeur n'a été apporté au régime des marchés publics depuis le précédent examen. Ce régime comprend: i) la Loi n° 4734 de 2002 sur les marchés publics telle que modifiée; ii) et Loi n° 4735 de 2002 sur les contrats de marchés publics, telle que modifiée; iii) le Règlement sur la passation de marchés publics concernant les services; iv) le Règlement sur la passation de marchés publics concernant les marchandises; v) le Règlement sur la passation de marchés publics concernant les travaux; vi) le Règlement sur la passation de marchés publics concernant les services de conseil; et vii) le Règlement sur les demandes d'examen administratif concernant les marchés publics.<sup>76</sup> Les formalités de soumissionnement, jugées trop longues et souvent compliquées, ont suscité quelques préoccupations.<sup>77</sup> Le Parlement étudie trois projets de lois sur les marchés publics qui visent notamment à simplifier et à accélérer tout le processus de passation de marchés (par exemple en réduisant les délais d'examen des plaintes et de publication des avis) et à réglementer les procédures de passation des marchés des organismes opérant dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports, des télécommunications et des services postaux.<sup>78</sup> Ces projets de loi visent également à rapprocher davantage la législation turque de l'acquis communautaire.

---

<sup>72</sup> Document de l'OMC G/SPS/GEN/204/Rev.6 du 19 mai 2006.

<sup>73</sup> Cette plainte a été appuyée par l'Australie, les CE, la Nouvelle-Zélande et l'Uruguay. Les États-Unis ont fait savoir que leurs préoccupations avaient été réglées (document de l'OMC G/SPS/GEN/265 du 10 juillet 2001), alors que les préoccupations de la Hongrie restent d'actualité.

<sup>74</sup> La Hongrie a demandé des consultations au titre du Mémoire d'accord sur le règlement des différends le 5 mai 2002. En juin 2004, la Turquie a annoncé que l'interdiction d'importer des aliments pour animaux de compagnie provenant de la Hongrie avait été levée et que la question était réglée (document de l'OMC G/SPS/GEN/204/Rev.6/Add.3 du 19 mai 2006).

<sup>75</sup> L'Équateur avait demandé des consultations officielles le 10 septembre 2001 et le différend a été réglé sur le plan bilatéral (document de l'OMC WT/DS237/4 du 29 novembre 2002).

<sup>76</sup> Pour une description des principales modifications apportées en 2002 au cadre juridique des marchés publics en Turquie, voir OMC (2003).

<sup>77</sup> USTR (2006).

<sup>78</sup> Il y a un projet de loi amendant la Loi sur les marchés publics, un projet de loi sur la passation de marchés publics dans le domaine des services publics et un projet de loi sur l'adjudication de certains investissements et services (y compris les concessions).

72. La Loi sur les marchés publics (article 53) porte création d'une Direction des marchés publics, organisme rattaché au Ministère des finances mais jouissant d'une autonomie administrative et financière. Ses principales tâches sont de veiller à la bonne application de la loi et des règles et modalités de passation des marchés. Elle se compose d'une présidence, d'un Comité des marchés publics et de différents services. Le Comité des marchés publics est son principal organe décisionnel. En outre, il examine les plaintes et peut prendre des mesures correctives et des sanctions, annuler les adjudications, suspendre un processus de passation de marché ou déclarer les plaintes irrecevables.<sup>79</sup> La Direction et le Comité des marchés publics doivent prendre une décision définitive dans un délai de 45 jours à compter du dépôt des plaintes. Ces dernières années, la Direction des marchés publics s'est efforcée de former des responsables des marchés publics dans tout le pays et a créé un site Web pour informer le public.<sup>80</sup> En outre, la Turquie prévoit d'adopter des techniques modernes de passation de marchés, telles que la passation de marchés publics en ligne.

73. Le champ d'application de la Loi sur les marchés publics s'étend à la plupart des entités publiques et des institutions régies par le droit public, contrôlées par l'État ou employant des fonds publics (articles 1 et 2). En outre, la nouvelle loi contient une section visant la passation de marchés pour des services de conseil (articles 48 à 52). Les marchés publics non régis par cette loi sont les suivants: achat de biens et de services de certaines institutions publiques (telles que les banques publiques<sup>81</sup> et les entités opérant dans les sous-secteurs des télécommunications, du transport, de l'énergie et de l'eau); marchés liés à la défense nationale, à la sécurité et au renseignement; marchés financés par des bailleurs de fonds étrangers en vertu d'accords internationaux; achats de biens et de services destinés à des projets de recherche-développement; marchés liés à l'agriculture et à l'élevage; marchés passés par l'Office national des approvisionnements (DMO); et marchés passés par des entités publiques établies à l'étranger, telles que les ambassades et les consulats. Les seuils au-dessus desquels les soumissionnaires étrangers ont le droit de participer à des appels d'offres lancés en Turquie (article 8) sont les suivants: 529 111 livres pour les achats de biens et de services d'entités financées par le budget général ou son annexe; 882 352 livres pour les achats de biens et de services des autres entités visées par la Loi sur les marchés publics, et environ 19,4 millions de livres pour les constructions destinées aux administrations visées par la Loi sur les marchés publics.<sup>82</sup>

74. En vertu de l'article 63 de la Loi sur les marchés publics, les soumissionnaires turcs bénéficient d'une préférence de prix de 15 pour cent, si la Direction des marchés publics, le Ministère de l'industrie et du commerce (MIT) et les autres administrations compétentes considèrent que le

---

<sup>79</sup> Ses dix membres sont nommés pour cinq ans (sans prolongation possible) par le Conseil des ministres.

<sup>80</sup> Les renseignements concernant la Direction des marchés publics peuvent être consultés à l'adresse suivante: <http://www.kik.gov.tr>.

<sup>81</sup> Les banques d'État assujetties à la Loi bancaire n° 4603 relèvent de la Loi sur les marchés publics lorsqu'elles passent des marchés de construction.

<sup>82</sup> Les seuils et les plafonds monétaires indiqués dans la loi sont actualisés chaque année par la Direction des marchés publics sur la base de l'indice des prix de gros de l'année précédente. Les seuils actualisés sont publiés au Journal officiel et entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> février de chaque année. En cas d'urgence, il est possible de faire une actualisation intermédiaire des seuils sur proposition de la Direction des marchés publics avec l'assentiment du Conseil des ministres (article 67).

produit ou service fourni est d'origine nationale.<sup>83</sup> Toutefois, cette disposition ne s'applique pas aux fournisseurs nationaux opérant dans le cadre d'une coentreprise avec des fournisseurs étrangers.

75. La Loi sur les marchés publics définit trois procédures de passation des marchés: i) la procédure des appels d'offres ouverts (article 19) qui consiste à permettre à tous les fournisseurs intéressés de soumissionner; un avis doit être publié au moins 40 jours avant l'ouverture du processus de soumissionnement; ii) la procédure des appels d'offres restreints (article 20) qui consiste à lancer d'abord une invitation à tous les intéressés à se préqualifier, après quoi l'entité acheteuse fait un appel d'offres parmi les fournisseurs préqualifiés<sup>84</sup>; et iii) les marchés de gré à gré (article 21), procédure utilisable dans certaines conditions, par exemple si à l'issue d'un appel d'offres ouvert ou restreint aucune soumission n'est présentée ou s'il est impossible de décrire les aspects techniques et financiers du marché.<sup>85</sup> Les procédures d'appels d'offres ouverts et d'appels d'offres restreints sont les plus utilisées. Il est possible de passer des marchés directs, par exemple lorsqu'une seule personne physique ou morale est capable de fournir la prestation ou lorsque la valeur du marché ne dépasse pas 28 800 livres dans le cas d'entités acheteuses faisant partie des municipalités et 9 624 livres pour les autres entités acheteuses.<sup>86</sup>

76. Le responsable du marché doit notifier les résultats de l'évaluation à tous les soumissionnaires. Si le premier soumissionnaire choisi refuse le contrat, le marché est passé avec le soumissionnaire classé deuxième. En outre, la Loi sur les contrats de marchés publics définit les principes et modalités de la conclusion et de l'exécution des contrats passés en vertu de la Loi sur les marchés publics et régit différentes questions contractuelles telles que la teneur du contrat, la restriction des reports et les règles de résiliation.

77. Sauf dans le cas de quelques produits qu'il fabrique lui-même, le DMO (Office national des approvisionnements) achète les produits (dans le cadre de la Loi sur les marchés publics) sur le marché national ou à l'étranger si nécessaire et les revend aux institutions publiques à un prix unique valable dans tout le pays. Le DMO était une entité centrale qui achetait et revendait des produits à d'autres entités publiques déjà avant l'entrée en vigueur de la Loi n° 4734; les procédures de passation des marchés du DMO sont régies par la Loi sur les marchés publics. Les organismes publics ne sont plus obligés d'acheter au seul DMO. Le DMO achète des biens et des services pour le compte des entités acheteuses spécifiées à l'article 6 de ses statuts.<sup>87</sup>

---

<sup>83</sup> Pour bénéficier de cette préférence de prix, les soumissionnaires nationaux doivent demander un certificat d'origine; celui-ci est délivré par la chambre de commerce de la zone où ont été produites les marchandises, sur présentation de certains documents (par exemple un certificat d'enregistrement délivré par le Ministère de l'industrie et du commerce ou, dans le cas de produits alimentaires, un certificat d'enregistrement délivré par le MARA).

<sup>84</sup> Les avis de préqualification sont publiés au moins 14 jours avant le délai de dépôt des demandes de préqualification et une lettre d'invitation à soumissionner est envoyée à tous les candidats préqualifiés au moins 40 jours avant la date limite de remise des soumissions.

<sup>85</sup> En pareil cas, le processus se fait en deux étapes: l'entité acheteuse demande des propositions initiales précisant des aspects tels que les spécifications techniques et les méthodes employées pour répondre aux exigences du marché; ensuite, les soumissionnaires présentent une offre définitive chiffrée.

<sup>86</sup> Pour la passation de marchés directs, la publication d'un avis d'appel d'offres n'est pas requise.

<sup>87</sup> Publié au Journal officiel n° 26512 du 4 mai 2007.

78. Depuis juin 1996, la Turquie participe en qualité d'observateur aux travaux du Comité des marchés publics de l'OMC.<sup>88</sup>

**viii) Prescriptions de teneur en produits d'origine nationale**

79. Selon les autorités, il n'existe aucune prescription de teneur en produits d'origine nationale à but incitatif. Toutefois, dans le cadre des marchés publics, les produits d'origine turque bénéficient d'une préférence de prix qui peut aller jusqu'à 15 pour cent (section vii)).

**ix) Commerce compensé**

80. La Turquie continue de recourir à deux pratiques de commerce compensé: le troc et les achats de contrepartie.<sup>89</sup> Le troc se fait au moyen d'une procédure officielle<sup>90</sup>, alors que les achats de contrepartie sont gérés soit par l'UFT (Sous-Secrétariat au commerce extérieur) soit par l'UDI (Sous-Secrétariat de l'industrie de la défense).<sup>91</sup> Toutes les entreprises ont le droit de faire des opérations de troc ou de contrepartie conformément aux règles établies. Les demandes doivent être adressées à l'Union des exportateurs.

81. En 2005, le commerce de troc (bijoux, céramiques, produits de l'industrie sidérurgique et canne à sucre) s'est chiffré à 6,2 millions de dollars EU (contre 9,7 millions de dollars EU en 2002). Deux programmes d'achats de contrepartie dans le domaine de l'aéronautique civile ont débuté en 1998 et 2000 et devraient s'achever en 2008 et 2010, respectivement.

**x) Autres mesures**

82. La Turquie a appliqué à plusieurs reprises depuis 1967 des restrictions à des fins de balance des paiements au titre de l'article XVIII:B du GATT. Elle a cessé de se prévaloir de cet article pour la dernière fois le 1<sup>er</sup> janvier 1997.

83. La Turquie n'a pas d'accord avec des gouvernements ou entreprises étrangers ayant pour but d'influencer la quantité ou la valeur des biens et services exportés vers elle. De plus, les autorités n'ont pas connaissance de tels accords entre des entreprises opérant en Turquie et des entreprises étrangères.

84. La Turquie n'applique aucune sanction commerciale, nationale ou internationale, autre que celles approuvées par le Conseil de sécurité des Nations Unies ou par les organisations régionales dont elle est membre.

---

<sup>88</sup> Document de l'OMC GPA/M/2 du 23 juillet 1996.

<sup>89</sup> Le troc est employé principalement avec des pays dont le système bancaire est insuffisamment développé ou qui ont du mal à obtenir des devises. La contrepartie consiste à compenser les dépenses d'importation par des recettes d'exportation et aide à introduire de nouvelles technologies et à attirer des investissements dans des activités de pointe.

<sup>90</sup> Les modalités pratiques du troc sont régies par le Décret sur le régime d'exportation et par le Communiqué n° 4/2006 concernant les exportations effectuées au moyen du troc, publié au Journal officiel du 6 juin 2006.

<sup>91</sup> Les modalités pratiques des achats de contrepartie sont régies par le Communiqué n° 6/2007 qui a remplacé le Communiqué n° 27/1998.

85. Il est obligatoire de constituer des stocks de réserve de produits pétroliers (chapitre IV 3) iii) b)).

### **3) MESURES AGISSANT DIRECTEMENT SUR LES EXPORTATIONS**

#### **i) Enregistrement et documents**

86. Les prescriptions d'enregistrement et les documents requis sont les mêmes pour les exportateurs que pour les importateurs (section 2) i) ci-dessus). En outre, les exportateurs doivent s'inscrire auprès de l'Union des exportateurs et être membres de la Chambre de commerce locale. Une commission de service allant de 0,05 à 0,5 pour cent de la valeur f.a.b. des exportations est perçue.

87. Il existe toujours une obligation d'enregistrement pour l'exportation des produits suivants: produits pour lesquels la prime peut être déduite au titre du Fonds de soutien et de stabilisation des prix (SPSF); produits payés par le SPSF; exportations qui relèvent de comptes spéciaux pour le remboursement des crédits dans le cadre du commerce de troc; exportations de gaz naturel dans le cadre de l'Accord entre la Turquie et la Fédération de Russie sur le gaz naturel; marchandises faisant l'objet de restrictions à l'égard de pays qui appliquent des restrictions quantitatives aux exportations turques; exportations destinées à des pays visés par des sanctions économiques décidées par l'ONU; marchandises certifiées en vertu de la réglementation relative aux "principes fondamentaux et à la mise en œuvre de l'agriculture biologique"<sup>92</sup>; huile d'olive naturelle, huile d'olive traitée en vrac ou en barils, racines de réglisse, écume de mer brute et tubes à essai; produits visés par l'Accord de Vienne concernant la protection de la couche d'ozone et par les protocoles et amendements y relatifs; olives non traitées en sacs, sachets ou boîtes, animaux d'élevage, poivrons de forme conique en vrac, olives non traitées (non fermentées), débris de cuivre et de zinc; marbre, cornichons et ciment. L'enregistrement se fait au cas par cas, lors de chaque transaction à l'exportation.<sup>93</sup>

88. Pour ce qui est des marchandises visées par la CUD et destinées aux pays membres des CE, le Sous-Secrétariat aux douanes peut autoriser les exportateurs à établir des certificats de mouvement (appelés A.TR) sans avoir à les faire approuver par les autorités compétentes. Cette autorisation peut être accordée aux exportateurs réguliers qui n'ont jamais commis d'infractions graves ou répétées à la législation douanière ou fiscale et dont les antécédents peuvent être vérifiés par les douanes. Elle n'est pas encore accordée pour les échanges avec Israël, la Macédoine (ex-République yougoslave de), la Croatie, la Bosnie-Herzégovine, le Maroc, l'Autorité palestinienne, la Syrie, la Tunisie et l'Égypte, car les règlements d'application ne sont pas prêts.

#### **ii) Taxes à l'exportation**

89. La Turquie applique des taxes à l'exportation au taux de 0,5 dollar EU le kg sur les cuirs et peaux bruts (SH 41.01, 41.02 et 41.03), à l'exclusion des cuirs et peaux bruts préparés; et de 0,04 dollar EU le kg sur les noisettes non décortiquées et de 0,08 dollar EU le kg sur les noisettes décortiquées.<sup>94</sup> Ces taxes sont versées au SPSF.

---

<sup>92</sup> Journal officiel n° 25841 du 10 juin 2005.

<sup>93</sup> Les produits en question sont énumérés dans le Communiqué n° 2006/7, publié au Journal officiel n° 26190 du 6 juin 2006.

<sup>94</sup> Décret du Conseil des ministres publié au Journal officiel n° 89/10306 du 23 juillet 1997.

### iii) Prohibitions et contrôles à l'exportation et licences d'exportation

90. La Turquie interdit l'exportation de 14 grandes catégories de produits – pour des raisons touchant à la protection de l'environnement et de la santé, pour des motifs culturels ou pour honorer les obligations découlant de conventions internationales (tableau III.14). L'exportation des produits à double usage et "sensibles" est assujettie à la délivrance d'une licence par le Sous-Secrétariat au commerce extérieur en vertu du Communiqué sur les produits à double usage et sensibles.<sup>95</sup> De plus, une licence est requise pour l'exportation des produits chimiques énumérés aux annexes II et III de la Convention sur l'interdiction des armes chimiques.

**Tableau III.14**  
**Prohibitions à l'exportation, 2007**

Désignation du produit	Article de l'OMC invoqué	Législation nationale/internationale
Chèvres angora (1 position) <sup>a</sup>	Environnement (article XX:g)	Loi relative à l'amélioration des espèces animales (n° 904 du 7 juin 1926)
Tout le gibier et tous les animaux sauvages (à l'exception du cochon sauvage, du loup, du chacal, du renard, de la martre, du blaireau, des serpents, des tortues et des lézards) vivants ou leur viande et/ou les articles et vêtements fabriqués à partir de ces animaux (chapitres 1 et 2) <sup>a</sup>	Environnement (article XX:g)	Décision du Conseil des ministres (n° 234 du 8 mars 1990)
Bulbes à fleurs (1 position)	Environnement (article XX:g)	Décret relatif au régime d'exportation (n° 7623 du 22 décembre 1995)
Graines et plants de tabac (2 positions) <sup>a</sup>	Environnement (article XX:g)	Loi sur le tabac et le monopole du tabac (n° 1177 du 9 mai 1969)
Dattes "Phoenix theophrasti" (1 position)	Environnement (article XX:g)	Décret relatif au régime d'exportation (n° 7623 du 22 décembre 1995)
Chanvre indien (1 position) <sup>a</sup>	Santé (article XX:b)	Loi sur le contrôle des stupéfiants (n° 2313 du 24 juin 1933)
Pterocarya carpinifolia (1 position)	Environnement (article XX:g)	Décret relatif au régime d'exportation (n° 7623 du 22 décembre 1995)
Liquidamber orientalis (1 position)	Environnement (article XX:g)	Décret relatif au régime d'exportation (n° 7623 du 22 décembre 1995)
Pieds d'oliviers, de figuiers, de noisetiers, de pistachiers et de vigne (sultanas sans pépins)	Environnement (article XX:g)	Décret relatif au régime d'exportation (n° 7623 du 22 décembre 1995)
Substances qui appauvrissent la couche d'ozone (1 position)	Santé; AI <sup>b</sup> (article XX:b, d)	Convention de Vienne; Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone; amendements de Londres du Protocole de Montréal
Billots, poutres, planches et ébauches de noyers, de mûriers, de cerisiers, de poiriers, de pruniers, de frênes, d'ormes et de limettiers (chapitre 44) <sup>a</sup>	Environnement (article XX:g)	Décision du Conseil des Ministres (n° 8186 du 24 avril 1974)
Bois et charbon de bois (à l'exclusion du charbon de bois produit à partir de coques de fruits) (chapitre 44)	Environnement (article XX:g)	Décret relatif au régime d'exportation (n° 7623 du 22 décembre 1995)
Objets d'antiquité et pièces archéologiques (1 position)	Patrimoine national (article XX:f)	Loi concernant les objets d'art anciens (n° 2863 du 21 juillet 1983)
Orchis (en poudre et sous toute autre forme)	..	Décret relatif au régime d'exportation (n° 7623 du 22 décembre 1995)

.. Non disponible.

a Exportations prohibées en 1993.

b AI: Conformément aux obligations contractées en vertu d'accords intergouvernementaux.

Note: Le nombre de positions se réfère aux positions à quatre chiffres du Système harmonisé.

Source: Secrétariat de l'OMC, sur la base de renseignements communiqués par les autorités turques.

<sup>95</sup> Communiqué n° 2003/12 du 2 décembre 2003.

91. Les exportations de produits pétroliers sont contingentées à 35 pour cent de la production de chaque entreprise. Une licence d'exportation est requise pour 25 catégories de produits (tableau III.15). Les exportateurs de ces produits doivent obtenir l'autorisation des autorités compétentes.

Tableau III.15

Produits d'exportation pour lesquels une licence est requise, 2007

Désignation des produits	Autorité compétente	Fondement juridique
Armes et munitions militaires (sauf armes de chasse et de tir sportif)	Ministère de la défense nationale	Loi n° 5201 du 3 juillet 2004
Opium et graines de pavot	Ministère de la santé	Loi n° 2313 du 24 juin 1933
Substances entraînant une accoutumance et substances psychotropes	Ministère de la santé	Loi n° 2313 du 24 juin 1933 Substances entraînant une accoutumance dont la liste figure dans la Convention sur les psychotropes de 1961, révisée en 1972; Convention sur les psychotropes de 1971 et Convention des Nations Unies de 1988 interdisant les substances qui entraînent une accoutumance
Produits visés par la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination	Ministère de l'environnement et des forêts	Décret n° 94/5419 du 7 mars 1994
Sangliers, loups, chacals, renards, martres, blaireaux, serpents, tortues, lézards, vivants ou morts, et parties reconnaissables de ces animaux et vêtements fabriqués à partir de ces animaux	Ministère de l'environnement et des forêts	Décret n° 90/234 du 8 mars 1990
Engrais (sauf engrais chimiques)	Ministère de l'agriculture et des affaires rurales	Décrets n° 2/1771 du 27 décembre 1924 et n° 6/4090 du 19 décembre 1964
Semences (sauf graines d'arbres forestiers)	Ministère de l'agriculture et des affaires rurales	Loi n° 5553 du 31 octobre 2006; Communiqué n° 96/31 du 19 septembre 1996
Produits de la pêche visés par l'interdiction découlant des principes applicables aux pêches (y compris les sangsues)	Ministère de l'agriculture et des affaires rurales	Loi n° 1380 du 22 mars 1971 (telle que modifiée par la Loi n° 3288 du 28 mai 1986)
Chevaux de course	Ministère de l'agriculture et des affaires rurales	Loi n° 904 du 7 juin 1926
Aliments pour animaux visés par la Loi sur les aliments pour animaux	Ministère de l'agriculture et des affaires rurales	Loi n° 1734 du 29 mai 1973
Médicaments et équipements à usage agricole	Ministère de l'agriculture et des affaires rurales	Loi n° 6968 du 15 mai 1957
Produits pharmaceutiques à usage vétérinaire	Ministère de l'agriculture et des affaires rurales	Loi n° 3490
Bulbes de fleurs naturelles assujettis à un contingent ou autre restriction à l'exportation	Ministère de l'agriculture et des affaires rurales	Décret n° 95/7623 du 22 décembre 1995
Animaux vivants destinés à la reproduction	Ministère de l'agriculture et des affaires rurales	Décret n° 95/7623 du 22 décembre 1995
Champignons sauvages (uniquement pour l'exportation vers les CE)	Ministère de l'agriculture et des affaires rurales	Décret n° 95/7623 du 22 décembre 1995
Thons vivants ( <i>Thynnus thynnus</i> )	Ministère de l'agriculture et des affaires rurales	Décret n° 95/7623 du 22 décembre 1995
Produits énumérés dans les annexes de l'Arrangement Wassenaar et produits figurant sur la liste de contrôle des exportations du Groupe de l'Australie	Sous-Secrétariat au commerce extérieur	Liste des biens et technologies à double usage figurant dans l'Arrangement de Wassenaar et Liste des précurseurs d'armes chimiques du Groupe de l'Australie



Désignation des produits	Autorité compétente	Fondement juridique
Espèces de la flore et de la faune sauvages menacées d'extinction	Ministère de l'agriculture et des affaires rurales Ministère de l'environnement et des forêts	Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES)
Produits chimiques énumérés dans les annexes à la Convention sur l'interdiction des armes chimiques	Sous-Secrétariat au commerce extérieur	Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction
Technologies et matériels utilisés à des fins nucléaires	Agence turque de l'énergie atomique	Décret n° 23965 du 15 décembre 2000
Marchandises visées par le Régime de contrôle de la technologie relative aux missiles	Ministère de la défense nationale	Décret n° 5201 du 29 juin 2004
Gaz naturel	Autorité de régulation du marché de l'énergie	Loi n° 4646 du 2 mai 2001
Électricité	Autorité de régulation du marché de l'énergie	Loi n° 4628 du 3 mars 2001
Gaz de pétrole liquéfiés	Autorité de régulation du marché de l'énergie	Loi n° 5307 du 13 mars 2005

Source: Renseignements communiqués par les autorités turques.

92. Le Décret sur le régime de règlements techniques et de normes applicable au commerce extérieur habilite le gouvernement à assujettir les produits d'exportation à un contrôle de la qualité, à déterminer la nature du contrôle de la qualité visant ces produits et à interdire leur exportation s'ils ne sont pas accompagnés d'un certificat de contrôle délivré par l'UFT, qui est chargé de veiller à la bonne application de ce système de contrôle. Actuellement, quelque 200 produits agricoles (position à 12 chiffres du SH) font l'objet d'un contrôle obligatoire de la qualité à l'exportation. Ces produits, qui sont à peu près les mêmes que lors du précédent examen effectué en 2003, sont notamment les agrumes, les pommes, les arachides, diverses huiles comestibles, les abricots et figes secs et certaines noisettes.

#### iv) Subventions, financements, aides et promotion concernant les exportations

93. Outre les avantages tarifaires et fiscaux (section 2) ii) c)), divers mécanismes d'incitation sont offerts aux exportateurs, encore que certains aient été supprimés.<sup>96</sup> En vertu du Programme de subvention à l'exportation de produits agricoles<sup>97</sup>, pour 16 produits agricoles bruts ou transformés, les exportateurs bénéficient d'une réduction de leur dette, dont le montant est calculé en pourcentage de la quantité de produits exportés (chapitre IV 2) ii)).

94. La Banque de crédit à l'exportation (Turk Eximbank), banque d'État créée en 1987, qui est le seul organisme officiel de crédit à l'exportation du pays, gère toujours un grand nombre de programmes de crédits, de garanties et d'assurances à l'exportation.<sup>98</sup> Elle a pour principale vocation

<sup>96</sup> Dans le Cycle d'Uruguay, la Turquie s'est engagée à réduire ses subventions à l'exportation de 24 pour cent en valeur et de 14 pour cent en volume pour 44 produits agricoles (définition OMC), par tranches égales échelonnées sur une période de dix ans commençant le 1<sup>er</sup> janvier 1995. Voir OMC (1998).

<sup>97</sup> Décret n° 2007/1 du Conseil de la monnaie, du crédit et de la coordination, publié au Journal officiel du 22 mars 2007, qui a remplacé le Décret n° 2006/1.

<sup>98</sup> La Turk Eximbank est placée sous la tutelle du Premier Ministre ou de tout autre ministre d'État désigné par le Premier Ministre. Ses principales sources de financement sont constituées par les apports de capitaux du Trésor turc et les emprunts effectués auprès des banques commerciales et sur les marchés financiers internationaux.

d'accroître le volume des exportations turques et d'élargir leurs débouchés; d'augmenter la part des exportateurs turcs dans les échanges internationaux; de diversifier les exportations de biens et de services; et d'apporter un appui aux exportateurs turcs, aux investisseurs et aux entrepreneurs à l'étranger. Elle présente périodiquement ses programmes annuels au Comité suprême consultatif et d'orientation du crédit que préside le Ministre d'État chargé de la tutelle de la Banque. Ce comité fixe le plafond des crédits, garanties ou assurances que la Turk Eximbank peut accorder, soit sous forme d'une enveloppe globale ou par pays, par secteur et par programme.<sup>99</sup> En 2006, les programmes de crédits de la Turk Eximbank ont représenté environ 7,8 millions de dollars EU, et apporté un appui financier à plus de 9 pour cent du total des exportations du pays.<sup>100</sup>

95. La Turk Eximbank apporte un appui aux exportateurs, aux industries manufacturières à vocation exportatrice et aux investisseurs étrangers au moyen de programmes de crédit à court, moyen et long termes (tableau AIII.4). De plus, elle offre un service d'escompte des factures à l'exportation pour promouvoir la vente avec paiement différé et accroître le volume des exportations. L'assistance financière à court terme est offerte aux exportateurs avant et après expédition, avec une échéance pouvant aller jusqu'à 360 jours (pour les crédits libellés en livres) et à 540 jours (pour les crédits libellés en devises).<sup>101</sup> Les prêts sont distribués par l'intermédiaire des banques commerciales turques ou directement par la Turk Eximbank.<sup>102</sup> En 2006, 67 pour cent des prêts à court terme offerts par la Turk Eximbank ont été distribués par les banques commerciales turques et 33 pour cent directement. À la fin de l'année 2006, les crédits à l'exportation à court terme représentaient 90 pour cent du total des prêts consentis par la Turk Eximbank.

96. Les programmes d'aide financière à moyen et long termes de la Turk Eximbank visent principalement les exportations de biens d'équipement et les projets d'investissement clés en main faisant intervenir des entrepreneurs turcs ou des entrepreneurs établis en Turquie. Ils offrent pour la plupart des facilités de paiement aux acheteurs se trouvant à l'étranger pour l'acquisition de marchandises et/ou de services turcs. Dans le cas d'opérations à moyen et court termes (prêts pour le financement de projets, par exemple), une garantie souveraine en faveur de la Turk Eximbank a souvent été exigée au préalable.

97. La Turk Eximbank offre aussi diverses polices d'assurance contre les risques commerciaux et politiques aux exportateurs turcs, aux investisseurs et aux entrepreneurs travaillant à l'étranger (tableau III.16). Elle indemnise les pertes dues au risque commercial sur ses propres ressources, tandis qu'en principe les pertes dues au risque politique sont couvertes par l'État. Depuis 2000, les risques politiques à court terme sont aussi rétrocédés au pool de la réassurance avec des plafonds par pays. Les primes d'assurance vont de 0,19 pour cent à 4 pour cent (pour l'ensemble des risques

<sup>99</sup> Les programmes peuvent être modifiés, supprimés ou prolongés en fonction des besoins des exportateurs turcs et conformément aux dispositions internationales (document de l'OMC G/SCM/N/123/TUR du 12 janvier 2006).

<sup>100</sup> La Turk Eximbank a revu ses programmes de crédit à court terme au début de 1996 pour les rendre conformes aux dispositions de l'Accord de l'OMC sur les subventions et les mesures compensatoires.

<sup>101</sup> Le financement avant expédition permet surtout à l'exportateur de pourvoir à ses besoins de trésorerie tandis que le financement après expédition lui sert à faire face à la concurrence sur les marchés internationaux en proposant un paiement différé.

<sup>102</sup> Si les prêts sont distribués par l'intermédiaire des banques commerciales, ces dernières assument le risque de non-paiement. S'ils sont distribués directement par la Turk Eximbank, celle-ci exige un gage et/ou une garantie bancaire. Les banques commerciales sont autorisées à pratiquer une marge de taux pouvant aller jusqu'à 1 pour cent par an sur les prêts en livres et à 0,5 pour cent par an sur les prêts en devises.

commerciaux et politiques), ou de 0,05 pour cent à 4 pour cent (pour les seuls risques politiques), et sont modulées en fonction du niveau de risque du pays de l'acheteur, des conditions de paiement et de la nature de l'acheteur (entreprise privée, entreprise publique ou État).

**Tableau III.16**  
**Principales caractéristiques des programmes d'assurance à l'exportation, 2007**

Programme	Couverture
Programme d'assurance-crédit à l'exportation à court terme	Couvre jusqu'à 90 pour cent des pertes subies en raison de risques commerciaux et politiques sur les expéditions faites par un exportateur dans un délai d'un an, le remboursement pouvant être différé de 360 jours au maximum. Une couverture globale est offerte, y compris en ce qui concerne la période avant expédition (180 jours au maximum); la couverture après expédition est obligatoire lorsqu'elle peut s'appliquer. Le taux de prime varie, entre autres, selon la catégorie de risque du pays de l'acheteur, le statut juridique de l'acheteur et les conditions et délais de paiement.
Programme spécifique d'assurance-crédit à l'exportation	Couvre, tant avant qu'après expédition, les risques commerciaux et politiques pour l'exportation de biens d'équipement et/ou de semi-équipement ayant une teneur en produits d'origine nationale d'au moins 60 pour cent et ayant fait l'objet de crédits d'une durée pouvant aller jusqu'à cinq ans; le plafond de couverture est 95 pour cent de 85 pour cent de la valeur contractuelle, l'acheteur étranger étant tenu d'effectuer un versement au comptant d'au moins 15 pour cent de la valeur contractuelle. Le taux de prime est calculé au cas par cas en fonction des critères ci-dessus.
Programme spécifique d'assurance-crédit à l'exportation couvrant les risques politiques après expédition	Couvre les risques politiques après expédition sur les ventes à crédit liées à l'exportation de biens d'équipement et de semi-équipement ayant une teneur en produits d'origine nationale d'au moins 60 pour cent, et ce jusqu'à 95 pour cent de 85 pour cent (en principe pas plus de 90 pour cent) de la valeur contractuelle, 15 pour cent de celle-ci devant être versée à l'avance. Les primes sont calculées au cas par cas en fonction des critères ci-dessus.
Programme spécifique d'assurance-crédit à l'exportation couvrant tous les risques après expédition	Même couverture que le Programme spécifique d'assurance-crédit à l'exportation après expédition pour le risque politique, avec le risque commercial en plus.
Programme d'assurance contre la mise en jeu abusive de cautions	Couvre les cautions de soumission, les paiements anticipés et les garanties de bonne exécution versés par les entrepreneurs turcs afin d'éliminer le risque de mise en jeu abusive de cautions. Les cautions sont versées par une banque à l'acheteur du secteur public du pays emprunteur pour des projets réalisés par des entrepreneurs turcs ou des sous-traitants turcs. La Turk Eximbank est chargée d'identifier l'entrepreneur turc si la caution est mise en jeu en raison d'éléments ou de circonstances indépendants de sa volonté.

Source: Secrétariat de l'OMC, sur la base de renseignements communiqués par les autorités turques.

98. Le Centre de promotion des exportations (IGEME), qui relève du Sous-Secrétariat au commerce extérieur (UFT), est toujours le principal organisme public responsable de la promotion des exportations. Il joue le rôle d'intermédiaire entre les importateurs étrangers et les exportateurs turcs. Ses cinq grands domaines d'activité sont: la formation à la recherche-développement (stages, séminaires et ateliers); le renseignement commercial (système informatisé de renseignements commerciaux et bibliothèque); la publicité et la promotion (organisation de la participation d'entreprises turques à des foires commerciales internationales et autres activités de promotion sous forme de publications ou par Internet); la gestion de projets; et les relations internationales. Parallèlement aux activités de l'IGEME, l'UFT conduit des missions commerciales et des programmes de promotion depuis 1995. Les marchés et secteurs visés sont déterminés en fonction des capacités de production et d'exportation, des débouchés potentiels et des possibilités commerciales du pays.

99. L'Agence publique pour le développement des PME (KOSGEB), créée en 1990 sous la forme d'un organisme sans but lucratif placé sous la tutelle du Ministère de l'industrie et du commerce extérieur, est financée par le budget général et conduit plusieurs programmes d'appui visant à promouvoir les exportations des PME turques et à accroître leur compétitivité. La KOSGEB aide notamment les PME à participer à des foires nationales et internationales et à organiser des voyages d'affaires à l'étranger aux fins de la promotion des exportations (50 pour cent des dépenses étant prises en charge, jusqu'à concurrence de 10 000 livres); à créer leurs propres marques; et à obtenir des crédits pour la promotion des exportations. Elle met aussi à la disposition des PME des modèles de

couplage d'entreprises, système qui permet à des PME turques et étrangères de figurer dans une seule et même base de données, les possibilités de nouer des relations d'affaires étant évaluées par une société qualifiée chargée d'assurer le bon fonctionnement du système.

100. Conformément à ses obligations dans le cadre de la CUD, la Turquie a harmonisé sa réglementation concernant les crédits à l'exportation bénéficiant d'une aide officielle avec celle des CE (article 12 de la CUD). C'est ainsi qu'elle a adopté les principes du Consensus de l'OCDE sur les crédits à l'exportation bénéficiant d'une aide publique assortis d'une durée de remboursement de deux ans ou plus. La Turk Eximbank est membre de plein droit de l'Union de Berne (association internationale des assureurs crédit à l'exportation) et représente la Turquie au Groupe sur les crédits et les garanties de crédit à l'exportation (ECG) et au Groupe des participants du Comité des échanges de l'OCDE.<sup>103</sup>

**v) Zones franches**

101. La Direction générale des zones franches, qui relève de l'UFT a la charge des 20 zones franches de Turquie. Les entreprises établies dans ces zones opèrent dans un très large éventail d'activités, notamment les industries de haute technologie, le travail du cuir et l'entreposage.

102. Depuis le dernier examen de sa politique commerciale, la Turquie a apporté des aménagements à son régime d'incitations fiscales dans les zones franches, au moyen de la Loi n° 5084 du 29 janvier 2004 sur la promotion de l'investissement et de l'emploi, et de la modification de certains textes législatifs.<sup>104</sup> En vertu de la Loi n° 5084, seuls les usagers des zones franches titulaires d'une licence de production bénéficient de l'exonération de l'impôt sur le revenu ou les bénéfices jusqu'à la fin de la période fiscale de l'année où la Turquie deviendra membre de plein droit des CE. Pour les autres usagers qui ont obtenu une licence d'exploitation avant le 6 février 2004, l'exonération de l'impôt sur le revenu ou les bénéfices s'applique à la période de validité de la licence, et l'impôt sur le montant des salaires n'a pas à être acquitté jusqu'en 2009. Les usagers qui ont obtenu une licence d'exploitation à des fins autres que de production après le 6 février 2004 ne bénéficient pas de l'exonération de l'impôt sur le revenu ou les bénéfices.

103. La Loi n° 3218 du 15 juin 1985 sur les zones franches et le Règlement de 1993 sur les zones franches définissent le cadre des activités et pratiques à l'intérieur des zones. La réglementation est conçue, entre autres, pour promouvoir l'investissement étranger direct et les coentreprises dans des activités à vocation exportatrice, pour faciliter l'accès aux matières premières et équipements importés à des conditions favorables, et pour créer des emplois. Les zones franches ont aussi pour objectif de promouvoir le développement régional. Les licences sont délivrées pour dix ans au maximum aux utilisateurs locataires et pour 20 ans aux utilisateurs qui construisent leurs propres locaux dans la zone; si la licence est délivrée pour une activité de production, sa durée est de 15 ans dans le cas des locataires et de 30 ans dans le cas des investisseurs. La vente sur le marché intérieur et le commerce de troc sont autorisés sans limitation mais sont assujettis au régime de commerce extérieur (il faut

<sup>103</sup> La Turquie est membre de l'ECG depuis avril 1998, et bénéficie du statut d'observateur auprès du Groupe des participants depuis novembre 2006.

<sup>104</sup> La Loi n° 5084 a été publiée au Journal officiel du 6 février 2004.

notamment payer le droit de douane et une redevance égale à 0,5 pour cent de la valeur de la transaction destinée à financer les infrastructures).<sup>105</sup>

104. Des avantages financiers sont accordés dans les zones franches. Ces avantages sont notamment l'exemption des droits de douane et redevances; l'exonération des impôts sur les bénéfices, les revenus et la valeur ajoutée; l'absence de restrictions sur le rapatriement des bénéfices et les opérations de change. La création et l'exploitation des zones franches se font généralement dans le cadre d'entités mixtes (souvent avec un contrat de construction-exploitation-transfert, comme c'est le cas dans les zones franches de la mer Egée, de Kocaeli, d'Adana-Yumurtalik et de Samsun). Les zones disposent de bureaux, d'ateliers ou d'entrepôts qui peuvent être loués à des conditions intéressantes, mais les investisseurs sont libres de construire leurs propres locaux. Les zones franches peuvent servir au stockage, au montage, à la réparation, aux essais ou au reconditionnement pour la vente ou l'achat.

105. En vertu de l'article 10 du Règlement sur les zones franches, toutes les activités industrielles, commerciales ou de service peuvent être conduites dans les zones franches sous réserve de l'agrément du Haut Comité de la planification (SPB). Les services de banque, d'assurance et de courtage en douane de nature extranationale ne sont pas autorisés. L'introduction d'armes à feu et de munitions, de substances radioactives et de déchets dangereux et toxiques est prohibée par l'article 32. Les produits inflammables, les explosifs, les combustibles, les substances comburantes et les matières présentant un danger pour d'autres substances ne peuvent être introduites qu'aux termes d'un arrangement spécial ou sous réserve de l'existence de locaux conçus à cet effet. Le mouvement des substances narcotiques, des substances psychotropes et des substances chimiques connexes, ainsi que les préparations auxquelles elles donnent lieu, à l'intérieur et à l'extérieur de la zone, sont assujettis aux dispositions nationales et internationales dont l'application relève du Ministère de la santé. Les entreprises résidentes qui fournissent des intrants et/ou des services aux entreprises des zones franches ne peuvent bénéficier des mêmes incitations.

106. La participation d'investisseurs étrangers à des entreprises dans les zones franches n'est pas limitée, et il est possible de rapatrier 100 pour cent du capital sans autorisation préalable ni impôt, droit ou redevance. Néanmoins, la plupart des entreprises établies dans les zones franches sont des entreprises à capitaux turcs; sur un total de 3 876 entreprises, 648 (16,7 pour cent) sont des entreprises étrangères. Selon les autorités, après les récentes modifications apportées à la législation des zones franches, de nombreux étrangers sont revenus sur leurs décisions d'investissement. Le volume total du commerce extérieur réalisé par les entreprises de zones franches est passé de 11,1 milliards de dollars EU en 2002 à 23,8 milliards de dollars EU en 2006 (tableau III.17); et près de 40 pour cent de ce commerce se font avec les pays de l'OCDE et des CE.

#### **vi) Autres mesures**

107. Selon les autorités, la Turquie n'est partie à aucun arrangement visant à limiter ou surveiller les exportations vers des pays tiers à la demande de gouvernements ou d'entreprises étrangères.

108. En vertu du Décret n° 32 sur la protection de la valeur de la monnaie turque, les recettes d'exportation doivent être transférées en Turquie par l'intermédiaire du système bancaire dans les 180 jours qui suivent la date de l'exportation.

---

<sup>105</sup> La redevance de 0,5 pour cent sur les marchandises importées dans la zone depuis l'étranger et/ou vendues en Turquie à partir de la zone n'a pas à être acquittée par les usagers qui ont obtenu leur licence après le 6 février 2004. Les ventes sur le marché intérieur sont assujetties au régime d'importation NPF de la Turquie.

**Tableau III.17**  
**Activité commerciale des zones franches, 2002-2006**  
(Millions de dollars EU)

	2002	(%)	2003	(%)	2004	(%)	2005	(%)	2006	(%)
Des zones franches vers le marché intérieur	3 729	34	5 406	33	7 465	34	7 888	34	7 939	33
Du marché intérieur vers les zones franches	1 528	14	2 119	13	2 882	13	3 160	14	3 071	13
Des autres pays vers les zones franches	3 589	32	5 638	34	7 520	34	7 704	32	7 951	34
Des zones franches vers les autres pays	2 257	20	3 445	21	4 243	19	4 610	20	4 863	20
<b>Total</b>	<b>11 103</b>	<b>100</b>	<b>16 608</b>	<b>100</b>	<b>22 110</b>	<b>100</b>	<b>23 363</b>	<b>100</b>	<b>23 824</b>	<b>100</b>

Source: Renseignements communiqués par les autorités turques.

109. Les cartels d'exportation sont assujettis à la Loi n° 4054 sur la protection de la concurrence mais ne sont pas exemptés de l'interdiction générale des ententes (section 4) iii)).

#### 4) MESURES AGISSANT SUR LA PRODUCTION ET LE COMMERCE EXTÉRIEUR

##### i) Incitations

110. Le régime turc des incitations à l'investissement n'a guère changé depuis le précédent examen.<sup>106</sup> Le Programme général de promotion de l'investissement (GIEP) et les aides accordées aux investissements des PME ont été fusionnés en un seul et même programme, le Programme de promotion de l'investissement (IEP).<sup>107</sup> Le but de l'IEP est d'encourager et d'orienter les investissements de façon à réduire les déséquilibres régionaux et à promouvoir la création d'emplois et l'utilisation de technologies à forte valeur ajoutée. Pour en bénéficier, les candidats doivent demander un certificat d'incitation à l'investissement. De surcroît, au titre de la Loi n° 5084 sur la promotion de l'investissement et de l'emploi, la Turquie apporte un soutien représentant 20 à 50 pour cent des dépenses d'énergie aux entreprises établies dans les provinces dont le PIB par habitant ne dépasse pas 1 500 dollars EU (depuis 2001), ainsi que dans les provinces où l'indice de développement socioéconomique est négatif.<sup>108</sup>

111. Pour obtenir un certificat d'incitation à l'investissement en vertu de l'IEP, l'investisseur doit présenter notamment un récépissé de dépôt à la Banque centrale d'un montant de 400 millions de livres. Les avantages offerts sont: i) l'exemption des droits de douane et des prélèvements sur les machines et équipements importés pour le projet d'investissement qui figurent sur la liste approuvée par le Sous-Secrétariat au Trésor; ii) l'exemption de la TVA sur les machines et équipements importés ou d'origine nationale; iii) un "soutien en matière de taux d'intérêt" prenant la forme d'une réduction d'un certain nombre de points du taux d'intérêt commercial obtenu par l'investisseur pour

<sup>106</sup> Parallèlement aux mesures générales d'aide à l'investissement, on trouve plusieurs systèmes d'incitations. Il s'agit entre autres des aides fournies aux exportateurs (avantages tarifaires, financement, assurance, garantie et promotion des exportations et aide à la commercialisation) (section 3) v)), à l'agriculture (notamment subvention des intrants), au secteur de l'énergie (subventions pour la production de houille), au transport maritime (incitations fiscales) et au tourisme (notamment exemption de l'impôt sur les bénéfices).

<sup>107</sup> Décret n° 2006/10921 du 28 août 2006, publié au Journal officiel n° 26311 du 6 octobre 2006.

<sup>108</sup> Voir document de l'OMC G/SCM/N/123/TUR du 12 janvier 2006.

financer son projet<sup>109</sup>; et iv) la prise en charge d'une partie des dépenses d'électricité pour les investissements dans le tourisme ou les installations touristiques. Les investissements des PME peuvent aussi bénéficier des mesures d'encouragement offertes au titre de l'IEP.<sup>110</sup>

112. En vertu de la Résolution du Conseil ministériel sur l'aide publique aux exportations (n° 6401 du 27 décembre 1994), la Turquie a neuf programmes d'aide publique, dont certains sont réservés aux PME. Ces programmes sont mis en œuvre par divers organismes/institutions publics et autres organisations (tableau III.18).

**Tableau III.18**  
**Principales caractéristiques des programmes d'aide publique, 2007**

Programme	Objectifs et bénéficiaires	Nature de l'aide	Institutions responsables
Aide publique aux projets de recherche-développement	Appui aux entreprises qui conduisent des activités de R&D, quelle que soit leur taille; toutes les entreprises qui produisent des logiciels	1) subvention de 50% des activités de R&D sur une période de trois ans; ou 2) prêt libéral pour le renforcement des capacités de production (remboursable en dollars EU avec un taux d'intérêt supérieur au Libor) sur une période de deux ans	Conseil turc de la recherche scientifique et technique, Conseil du suivi et de l'évaluation technologiques et Fondation turque pour le développement technologique
Aide publique aux activités de protection de l'environnement	Prise en charge d'une partie des dépenses des PME liées à la certification de la qualité, aux systèmes de gestion de l'environnement et au marquage CE; toutes les PME et les entreprises manufacturières et de production de logiciels	50% des dépenses de certification pertinentes	Union des exportateurs
Aide publique à la participation à des foires et expositions internationales	Accroître la participation aux foires étrangères et promouvoir les exportations turques; sociétés, sociétés de commerce extérieur, organisations de producteurs et d'entreprises manufacturières	1) 50% des frais de participation (si l'entreprise participante représente la Turquie); ou 2) 50% du coût de location du stand vide, et 50% des frais de transport (dans le cas d'une participation à titre individuel)	Union des exportateurs
Aide publique à l'organisation de foires nationales à participation internationale <sup>a</sup>	Encourager l'organisation de foires internationales en Turquie et la participation d'entreprises étrangères; entreprises qui organisent ces manifestations en Turquie	50% des activités de promotion; 50% des frais de déplacement des représentants de sociétés étrangères; et 50% des dépenses liées aux activités durant la manifestation	Union des exportateurs

<sup>109</sup> Pour que ce type de soutien puisse être accordé, l'investissement doit concerner des régions de développement prioritaire, être le fait de PME ou s'effectuer dans les domaines de la recherche-développement ou de la protection de l'environnement. La marge de réduction est de 5 points de pourcentage pour les crédits en livres et de 2 points pour les crédits en devises étrangères. Le montant maximum pouvant être accordé à ce titre est de 300 000 livres pour les investissements dans la R&D et la protection de l'environnement, de 200 000 livres pour les investissements des PME, et de 1 million de livres pour les investissements intéressants des régions de développement prioritaire. Pour favoriser l'investissement en R&D, les crédits pour l'achat de fournitures nécessaires à l'exploitation de l'entreprise peuvent également bénéficier d'un soutien au taux d'intérêt (pour un montant maximum de 100 000 livres).

<sup>110</sup> Les PME sont définies comme des entreprises de moins de 250 salariés, et dont le chiffre d'affaires annuel net ou le bilan annuel ne dépasse pas 25 millions de livres (Décret n° 2005/9617 du 19 novembre 2005).

Programme	Objectifs et bénéficiaires	Nature de l'aide	Institutions responsables
Aide publique à des études de marchés	Élargir les marchés à l'exportation; sociétés, sociétés de commerce extérieur, organisations de producteurs et d'entreprises manufacturières	Étude des marchés à l'exportation, rapports et statistiques; aide financière aux sociétés qui participent à des missions commerciales à l'étranger, et pour qu'elles s'inscrivent sur les sites Web B2B afin de commercialiser leurs produits à l'étranger	Centre de promotion des exportations et Union des exportateurs
Aide publique à la gestion de magasins à l'étranger	Encourager les sociétés qui gèrent des magasins à l'étranger; sociétés et sociétés de commerce extérieur	50% des dépenses afférentes à la publicité, à la location des locaux, aux équipements de bureau et à la décoration	Union des exportateurs
Aide publique à la promotion de l'emploi dans les sociétés de commerce extérieur	Promouvoir l'emploi; sociétés de commerce extérieur	75% du salaire avant impôt d'un directeur et de deux membres du personnel possédant une expérience professionnelle, pendant un an	Sous-Secrétariat au commerce extérieur
Aide publique à la formation professionnelle	Répondre en partie aux besoins des sociétés de commerce international en matière de formation et de services consultatifs	1) Les domaines couverts sont les suivants: qualité, productivité, techniques de gestion, conception, marketing international et commerce extérieur 2) 90% des dépenses de formation sur une durée allant jusqu'à six mois 3) 75% du coût des services consultatifs pendant un an au maximum 4) frais de formation des concepteurs sélectionnés sur un an	Export Promotion Centre et Union des exportateurs
Aide publique à la promotion des marques turques et à l'amélioration de l'image des produits turcs	Soutenir la création de marques et les activités de positionnement, ainsi que les activités de commercialisation à l'étranger; sociétés et sociétés de commerce extérieur	50% des dépenses de consultants, des frais de location, de publicité, de certification, et des redevances d'enregistrement de marques de commerce et de fabrique	Union des exportateurs et Sous-Secrétariat au commerce extérieur

a La manifestation doit être organisée au moins trois ans à l'avance et mobiliser au moins 100 sociétés (dont 25 doivent être des sociétés étrangères), sachant qu'une aide ne peut être accordée plus de deux fois pour la même manifestation.

Source: Renseignements communiqués par les autorités turques.

113. La Turquie offre en outre cinq autres programmes d'appui. Dans le cadre du développement régional, des zones industrielles organisées bénéficient de parcelles subventionnées<sup>111</sup>; d'infrastructures, notamment de transport et de communication; et de crédits bonifiés. Depuis le lancement de ce programme en 1962, quelque 93 zones industrielles organisées ont été créées et le montant total des crédits accordés entre 2003 et 2006 s'est élevé à 175,9 millions de dollars EU.

114. Le programme de petits parcs industriels, qui remonte à 1965, a distribué 103,9 millions de dollars EU de crédits entre 2003 et 2006 pour la construction d'ateliers modernes dotés d'installations sanitaires. À la fin de 2006, il existait 403 parcs industriels et 88 025 ateliers construits dans ce cadre; les principales activités sont la réparation automobile, le travail des métaux et le travail du bois. Selon

<sup>111</sup> La Loi sur les zones industrielles organisées (n° 4562 publiée au Journal officiel du 15 avril 2000) définit les principes de l'établissement, de l'organisation et de l'administration des zones industrielles organisées. La superficie des parcelles va de 4 000 à 70 000 m<sup>2</sup>. Elles sont vendues aux entreprises industrielles au prix coûtant, y compris celui des infrastructures, sans bénéfice. L'investisseur doit verser à l'avance 10 à 25 pour cent du coût de la parcelle, et dispose de quatre à dix ans pour payer le solde. Le Ministère de l'industrie et du commerce extérieur prend à sa charge jusqu'à 99 pour cent des coûts d'infrastructure, selon le niveau de développement de la région. Les taux d'intérêt sur les crédits sont compris entre 10 et 20 pour cent et leur durée est comprise entre neuf et 15 ans selon le niveau de développement de la région.



le niveau de développement de la région, les parcs industriels offrent notamment des infrastructures et des crédits bonifiés.<sup>112</sup>

115. Dans le but d'accroître la productivité des PME et leur part de la production totale, le KOSGEB offre des services liés à la production, à la commercialisation, au contrôle de la qualité, à l'entretien des machines et équipements, au développement technologique, à la formation et à l'information; en outre, il élabore et exécute des projets. Il propose plusieurs programmes d'appui pour promouvoir les exportations des PME turques (section 3) iv)).

116. Adoptée par l'Assemblée nationale le 26 juin 2001, la Loi n° 4691 sur les zones de développement technologique vise à promouvoir l'emploi de techniques avancées et la mise au point de technologies ou de logiciels dans des zones spéciales, ainsi qu'à offrir les moyens de recherche-développement nécessaires, en encourageant la coopération entre les universités, les instituts de recherche et les producteurs. Des aides financières sont accordées notamment pour l'achat de terrains, la création d'infrastructures et la construction d'immeubles administratifs. La loi accorde un moratoire des impôts sur les bénéfices et sur les revenus jusqu'à la fin de 2013. Les chercheurs, les programmeurs et le personnel de recherche-développement qui travaillent dans ces zones sont exonérés de tous types d'impôt jusqu'à la fin de 2013.

117. La Loi n° 4737 sur les zones industrielles (publiée au Journal officiel du 19 janvier 2002) a modifié la précédente loi sur les zones industrielles et les zones industrielles organisées dans le but de promouvoir l'investissement national et étranger en offrant des incitations et en simplifiant les formalités que doivent accomplir les investisseurs. Les zones sont établies par le Conseil des ministres sur proposition du Ministère de l'industrie et du commerce extérieur, en des endroits déterminés par le Comité de coordination des zones industrielles. L'achat des terrains et la construction des infrastructures nécessaires sont financés par le Ministère de l'industrie et du commerce extérieur. Le Conseil des ministres détermine, dans le cadre des décrets sur les incitations à l'investissement, les incitations dont bénéficieront les entrepreneurs qui investissent dans les zones.

## **ii) Commerce d'État, entreprises publiques et privatisation**

118. Depuis le précédent examen, l'État a réduit de son influence sur l'économie, en privatisant certaines entreprises publiques.<sup>113</sup> Parmi les plus importantes de ces entreprises qui restent en activité (tableau III.19), plusieurs conservent un monopole ou un droit exclusif dans de nombreux secteurs (notamment la banque, les transports, la transformation des produits agricoles et l'énergie), et sont déficitaires, ce qui entraîne des transferts budgétaires. C'est pourquoi la Turquie met en œuvre un ambitieux programme de privatisation visant à réduire la ponction des entreprises publiques sur le budget national, lutter contre les situations de sureffectifs et promouvoir une croissance durable et la mise en place d'un système économique fondé sur les forces du marché et compétitif, tout en satisfaisant les critères économiques de préadhésion à l'UE.

---

<sup>112</sup> Le taux d'intérêt sur les crédits va de 10 à 20 pour cent et leur durée est de onze ans, avec un an de différé d'amortissement.

<sup>113</sup> En Turquie, les entreprises publiques comprennent à la fois des sociétés financières et des sociétés non financières. Parmi ces dernières, on distingue les entreprises économiques d'État, qui opèrent dans des secteurs ouverts à la concurrence, et les institutions économiques d'État, qui sont des entreprises monopolistiques qui jouissent de droits spéciaux dans certains volets opérationnels de leurs domaines d'activité (chemins de fer, sécurité côtière, contrôle du trafic aérien et services postaux, par exemple).

**Tableau III.19**  
**Aperçu des entreprises publiques, 2007**

Nom de l'entreprise	Domaine d'activité	Part détenue par l'État	Loi pertinente
<b>Secteur manufacturier</b>			
MKEK	Machines et produits chimiques	100,00%	Décret-loi n° 233
DMO	Fournitures de bureau	100,00%	Décret-loi n° 233
SUMER HALI	Tapis noués à la main	100,00%	Loi n° 4046
SUMER HOLDING	Textiles	100,00%	Loi n° 4046
TDCI	Minerai de fer	100,00%	Loi n° 4046
<b>Industries extractives</b>			
ETI MADEN ISLETMELERI	Industries extractives	100,00%	Décret-loi n° 233
TTK	Charbonnages	100,00%	Décret-loi n° 233
TKI	Extraction du lignite	100,00%	Décret-loi n° 233
KBI	Cuivre	100,00%	Loi n° 4046
<b>Électricité</b>			
TEIAS	Transport d'électricité	100,00%	Décret-loi n° 233
EUAS	Production d'électricité	100,00%	Décret-loi n° 233
TETAS	Commerce en gros d'électricité	100,00%	Décret-loi n° 233
TEDAS	Distribution et vente au détail d'électricité	100,00%	Loi n° 4046
TEMSAN	Équipement électromécanique	Participation subsidiaire	Décret-loi n° 233
YENIKÖY ELEKTRİK ÜRETİM	Production d'électricité	100,00%	Décret-loi n° 233
KEMERKÖY ELEKTRİK ÜRETİM	Production d'électricité	100,00%	Décret-loi n° 233
YATAĞAN ELEKTRİK ÜRETİM	Production d'électricité	100,00%	Décret-loi n° 233
<b>Pétrole</b>			
TPAO	Exploration et production de pétrole brut	99,98%	Décret-loi n° 233
BOTAS	Transport de pétrole brut et importation, transport, distribution et vente de gaz naturel	100,00%	Décret-loi n° 233
PETKİM	Pétrochimie	61,32%	Loi n° 4046
<b>Agriculture</b>			
TSFAS	Transformation du sucre	99,99%	Loi n° 4046
TMO	Produits pour le sol	100,00%	Décret-loi n° 233
CAYKUR	Transformation du thé	100,00%	Décret-loi n° 233
TEKEL	Tabac	100,00%	Loi n° 4046
EBK	Transformation de la viande et du poisson	100,00%	Décret-loi n° 233
<b>Transports</b>			
TCDD	Services ferroviaires	100,00%	Décret-loi n° 233
TUDEMŞAS	Équipement ferroviaire	Participation subsidiaire	Décret-loi n° 233
TULOMŞAS	Équipement ferroviaire	Participation subsidiaire	Décret-loi n° 233
TUVASAS	Équipement ferroviaire	Participation subsidiaire	Décret-loi n° 233
DHMI	Administration des aéroports	100,00%	Décret-loi n° 233
KIYEM	Sécurité côtière	100,00%	Décret-loi n° 233
TDİ	Administration des ports de mer	100,00%	Loi n° 4046
THY	Compagnies aériennes	49,12%	Loi n° 4046

Nom de l'entreprise	Domaine d'activité	Part détenue par l'État	Loi pertinente
<b>Communications</b>			
PTT	Poste et télégraphe	100,00%	Décret-loi n° 233
TURK TELEKOM	Télécommunications	45,00%	Lois n° 4046 et 4673
TURKSAT	Communications par satellite et télévision par câble	100,00%	Loi n° 5189
<b>Banque</b>			
TC ZIRAAT BANKASI	Banque (crédits bonifiés à l'agriculture)	100,00%	Lois n° 4603 et 5411
T. HALKBANKASI A.S.	Banque	74,98%	Loi n° 4046
T. KALKINMA.BANKASI A.S.	Banque (développement)	99,08%	Lois n° 4456 et 5411
T. IHRACAT KREDI BANKASI A.S. (T. EXIMBANK)	Banque (crédit à l'exportation)	100,00%	Lois n° 3332 et 5411
T. VAKIFLAR BANKASI T.A.O.	Banque	58,64%	Lois n° 6219 et 5411

Source: Renseignements communiqués par les autorités turques.

119. Le programme turc de privatisation a commencé en 1984. Il s'agit non seulement de vendre les entreprises mais aussi de les restructurer avant de les vendre, conformément à la Loi sur la privatisation n° 4046 de novembre 1994, telle que modifiée par les Lois n° 4971 de 2003 et n° 5398 de 2005. Les deux organismes compétents sont le Haut Conseil de la privatisation (présidé par le Premier Ministre), qui détermine la liste des sociétés à privatiser, et l'Administration de la privatisation, qui exécute le programme. Toutefois, la privatisation de certaines entreprises publiques se fait de concert avec les ministères compétents et diverses autorités publiques telles que l'Agence de régulation et de contrôle des banques dans le cas des banques d'État et un Comité d'appels d'offres indépendant dans le cas de la société de téléphonie Turk Telekom. Par ailleurs, certaines privatisations se font sous le contrôle de la Direction de la concurrence.<sup>114</sup>

120. Il y a plusieurs modalités de privatisation: i) vente; ii) location-vente; iii) octroi de droits d'exploitation; iv) établissement de droits de propriété autre que la propriété pure et simple; et v) systèmes de partage des bénéfices et autres dispositifs juridiques, en fonction de la nature de l'entreprise.<sup>115</sup> Lorsqu'une entreprise de service public doit être privatisée par cession des titres de

<sup>114</sup> Les dispositions de l'article 7 relatives au contrôle des fusions de la Loi sur la concurrence ont une portée suffisamment large pour s'appliquer également aux opérations de privatisation conduites par l'État. Afin de pouvoir procéder en temps opportun à l'examen de ces opérations, le Conseil a publié un communiqué en septembre 1998 (Communiqué n° 1998/4) qui vise expressément les opérations de privatisation relevant de l'Administration de la privatisation, l'idée étant de couvrir l'ensemble des opérations de privatisation réalisées par tout organisme ou institution du secteur public. Le Communiqué n° 1998/4 stipule que la Direction turque de la concurrence doit être avisée préalablement à l'annonce publique de l'appel d'offres dans les cas où l'entité à privatiser: i) détient une part du marché supérieure à 20 pour cent, ou ii) a un chiffre d'affaires de plus de 20 millions de livres, ou iii) dispose d'un monopole reconnu par la loi, ou iv) bénéficie, de droit ou de fait, de privilèges qui ne sont pas accordés aux entreprises privées présentes sur le marché en question. La notification préalable permet au Conseil de faire connaître ses vues avant la préparation de l'appel d'offres. Une fois la procédure d'adjudication achevée, l'autorisation du Conseil de la concurrence est requise pour que la privatisation puisse produire ses effets juridiques, lorsque i) la notification préalable de la transaction est obligatoire, ou ii) même si cette notification n'est pas requise, lorsque la société acquéreur détenait, avant la transaction, une part de marché supérieure à 25 pour cent ou avait un chiffre d'affaires de plus de 25 millions de livres.

<sup>115</sup> Article 18 de la Loi n° 4046 du 24 novembre 1994.

propriété, il faut une loi spéciale (autre que la Loi n° 4046).<sup>116</sup> La Loi n° 4046 prévoit l'établissement de commissions d'évaluation pour la privatisation des entreprises. Ces commissions doivent employer au moins deux méthodes d'évaluation<sup>117</sup>, et doivent tenir compte de divers critères tels que les caractéristiques industrielles, commerciales et sociales, les caractéristiques du secteur et du marché et la structure technologique. Si plus de 49 pour cent du capital des entités ci-après sont vendus, l'État doit conserver une action privilégiée, en raison de leur importance stratégique: Turkish Airlines (THY), Office des produits pour le sol, et Turkish Petroleum Corporation (TPAO).<sup>118</sup>

121. L'État a cherché à céder sa participation dans 244 sociétés au cours de la période 1984-2007. Le programme de privatisation a porté par ailleurs sur 22 usines "incomplètes", six autoroutes à péage, deux ponts sur le Bosphore, six ports, 393 patrimoines immobiliers et 29 centrales électriques.<sup>119</sup> Au total, 195 sociétés ont été privatisées. L'État s'est retiré de certaines activités telles que la cimenterie, la production d'aliments pour animaux, la transformation du lait, et les services d'escale dans les aéroports. Pour plus de 50 pour cent, les parts acquises par le secteur privé ont concerné le tourisme, le fer et l'acier, le textile, le fret aérien et la transformation de la viande. Dans un certain nombre de cas, les actions de l'État ont été offertes au public par l'intermédiaire de la Bourse d'Istanbul, ce qui a facilité le processus de privatisation.<sup>120</sup>

122. Avec plus de dix années de retard, les grandes privatisations n'ont débuté qu'en 2004-2005. Certaines des entreprises publiques les plus importantes ont été privatisées depuis lors: Turk Telekom (55 pour cent des actions vendues pour 5,5 milliards d'euros)<sup>121</sup>, TUPRAS (51 pour cent pour 3,5 milliards d'euros), Erdemir (49,29 pour cent pour 2,5 milliards d'euros), l'aéroport Ataturk (droits d'exploitation sur 15 ans et demi pour 2,5 milliards d'euros), Vakiflar Bankasi (25,18 pour cent pour 1,1 milliard d'euros), Eti Aluminium (99,99 pour cent pour 255 millions d'euros), Petkim (34,5 pour cent pour 234 millions d'euros et THY (28,75 pour cent pour 173 millions d'euros). Le total des recettes engendrées par ces privatisations, sur la base des engagements, a avoisiné 10,4 milliards

---

<sup>116</sup> Il s'agit notamment des entreprises intégrées dans le budget ordinaire de l'État ou dans le budget additionnel et de leurs biens, tels qu'hôpitaux, ports et routes; des entreprises d'économie publique qui offrent des services publics dans le cadre d'un monopole; et des entreprises intégrées dans le budget de l'État ou le budget additionnel qui ont la forme d'un monopole exclusif et/ou des entreprises d'économie publique qui opèrent dans le cadre de leur mission d'origine.

<sup>117</sup> Le choix est entre les différentes méthodes suivantes: valeur actuelle nette, valeur comptable, valeur nette de l'actif, valeur de remplacement des actifs amortis, valeur de liquidation, ratio prix/marge brute d'autofinancement, ratio prix/bénéfice, capitalisation boursière, ratio capitalisation boursière/valeur comptable et expertise.

<sup>118</sup> OMC (2003).

<sup>119</sup> Certaines des sociétés concernées ont par la suite été écartées du programme pour toute une série de raisons. Administration de la privatisation, renseignements en ligne. Adresse consultée: <http://www.oib.gov.tr/yayinlar/publications.htm>.

<sup>120</sup> Administration de la privatisation, renseignements en ligne. Adresse consultée: <http://www.oib.gov.tr/yayinlar/publications.htm>.

<sup>121</sup> Turk Telecom (avec 45 pour cent des parts toujours aux mains de l'État) est l'une des grandes entreprises publiques qui restent à privatiser.

d'euros en 2005 et 6,7 milliards d'euros en 2006 (contre un montant de recettes effectives de quelque 10 milliards d'euros au cours de la période 1986-2002).<sup>122</sup>

123. En octobre 2002, la compagnie d'électricité d'État TEAS a été scindée en trois sociétés (production, vente de gros et transport), et le processus de privatisation des activités de détail aux mains de TEDAS et trois de ses 20 sociétés de distribution d'électricité a commencé (chapitre IV 3) iii) b)).<sup>123</sup> La Turquie a également lancé des appels d'offres pour les ports de Bandirma, Derince, İzmir, Samsun, Mersin et İskenderun; les procédures techniques pour Mersin et Iskenderun sont déjà achevées. Parmi les plus grandes entreprises publiques qu'il est prévu de privatiser figurent: TEKEL<sup>124</sup>; Petkim (l'appel d'offres pour la vente de 51 pour cent des actions a été annoncée le 16 mars 2007); la loterie nationale; l'industrie sucrière; certaines entreprises de services d'utilité publique, certaines banques (la privatisation de Halk Bankasi a été approuvée et celle de Ziraat Bankasi doit suivre); ainsi que d'autres entités moins importantes comme l'usine Tasucu (papier et pâte de bois) et certains hôtels et biens fonciers/immobiliers.

124. L'importation de quatre produits pharmaceutiques (au niveau des positions à quatre chiffres du SH) – à savoir l'écorce de quinquina (employée pour combattre le paludisme et la syphilis); l'iodure de potassium; les alcaloïdes du quinquina et leurs dérivés (quinine); et la primaquine diphosphate – est toujours réservée au Croissant-Rouge turc (TRCS), qui est une des deux dernières entreprises commerciales d'État opérant toujours en Turquie, l'autre étant le TEKEL.<sup>125</sup>

### iii) Politique de la concurrence et contrôle des prix

125. La Loi n° 4054 sur la protection de la concurrence (publiée au Journal officiel du 13 décembre 1994) reste la principale base juridique de la politique de la concurrence tant pour les biens que pour les services; son but essentiel est de créer un climat de confiance dans le pays.<sup>126</sup> En 2005, par les modifications qu'elle a apportées à la Loi n° 4054, la Loi n° 5388<sup>127</sup> a, notamment, supprimé la notification obligatoire des accords, et des pratiques ou décisions concertées visées par l'article 4 de la Loi n° 4054, pour bénéficier de l'exemption<sup>128</sup>; supprimé les amendes encourues en

<sup>122</sup> En 2005-2006, l'Administration de la privatisation a transféré 5,56 milliards d'euros au Trésor en vue de réduire la dette publique.

<sup>123</sup> Dans le cadre du processus de privatisation, les segments de la distribution dans 21 régions et 20 sociétés de distribution ont commencé à fonctionner le 1<sup>er</sup> mars 2005.

<sup>124</sup> La branche TEKEL boissons alcooliques a été vendue en 2004, tandis que la branche TEKEL tabac devrait être privatisée prochainement.

<sup>125</sup> Document de l'OMC G/STR/N/11/TUR du 15 décembre 2006.

<sup>126</sup> Les dispositions de fond de la loi turque sur la concurrence sont exposées en détail dans OMC (1998).

<sup>127</sup> Loi n° 5388, intitulée "Loi sur la modification de certains articles de la Loi sur la protection de la concurrence."

<sup>128</sup> Cet amendement a permis à la Direction de la concurrence d'accorder, de droit, des exemptions pour des accords, et des pratiques et décisions concertées, pour une période déterminée ou non déterminée, sous réserve que toutes les conditions prévues à l'article 5 de la Loi n° 4054 soient satisfaites. De plus, les exemptions accordées ont désormais un effet rétroactif: "les exemptions courent à compter de la date de la conclusion d'un accord, de l'introduction d'une pratique concertée ou de la prise d'une décision par une association d'entreprises".

cas de défaut de notification de ces accords ou pratiques et décisions concertées; et précisé que les amendes viseraient les fusions et acquisitions soumises à autorisation qui seraient réalisées sans l'agrément du Conseil de la concurrence. Le nombre des membres du Conseil a été ramené de onze à sept.<sup>129</sup> En outre, la Turquie a continué d'adopter des textes complémentaires afin de reprendre l'acquis communautaire des CE.

126. La loi sur la concurrence traite trois grandes catégories de questions: i) accords, décisions et pratiques concertées qui entravent, faussent ou restreignent la concurrence entre entreprises (article 4 de la Loi n° 4054); ii) abus de position dominante (article 6); et iii) fusions-acquisitions qui faussent la structure concurrentielle du marché (article 7). L'article 4 interdit tous les accords qui faussent, restreignent ou empêchent la concurrence, sauf exemption accordée par le Conseil de la concurrence en vertu de l'article 5.<sup>130</sup> Celui-ci peut accorder une autorisation négative (article 8), qui confirme que la pratique n'est pas considérée comme contraire aux règles de la concurrence. Toute pratique qui porte préjudice au marché turc peut tomber sous le coup de la loi, y compris les accords conclus entre des entreprises turques et des entreprises étrangères, voire uniquement entre des entreprises étrangères, même s'ils sont conclus à l'étranger (doctrine des effets). Sauf pour ce qui est de certains types de fusion dans la banque, la Loi n° 4054 s'applique indistinctement à tous les secteurs.

127. Depuis novembre 1997, la Direction de la concurrence est responsable de l'application de la loi et de la répression des infractions en matière de concurrence.<sup>131</sup> Son organe délibérant est un Conseil de sept membres, dont le budget est financé par une redevance de 0,04 pour cent prélevée sur les augmentations de capital des sociétés. Le Conseil peut rechercher les renseignements qu'il juge nécessaires auprès de toutes les institutions et organismes publics, entreprises et associations d'entreprises (article 14), procéder à des inspections dans les locaux des entreprises et des associations d'entreprises (article 15), mener des enquêtes (articles 40 à 49), et imposer des sanctions (articles 16 et 17). L'article 5 l'habilite en outre à publier des communiqués pour accorder une exemption au bénéfice de certaines catégories d'accords.

128. La Direction de la concurrence a sensiblement contribué à ce que l'économie turque s'appuie davantage sur des mécanismes de marché fondés sur la concurrence et axés sur la protection du consommateur.<sup>132</sup> De surcroît, depuis le précédent examen de la politique commerciale, elle s'est efforcé de renforcer la coordination avec les organismes nationaux de régulation, notamment la Direction des télécommunications et l'Agence de régulation du marché de l'énergie (tableau III.20). En étroite collaboration avec l'Administration de la privatisation, elle a également œuvré à la cession de plusieurs entreprises publiques.<sup>133</sup> L'un des principaux obstacles auxquels se heurtent la législation

<sup>129</sup> Par ailleurs, les membres du Conseil ne peuvent plus désormais participer aux enquêtes sur d'éventuelles infractions aux règles de la concurrence.

<sup>130</sup> Le Conseil peut accorder une exemption si l'accord: encourage et renforce la production technique et économique de certains biens et services; apporte un avantage au consommateur, n'élimine pas la concurrence dans un segment significatif du marché; et ne restreint pas la concurrence plus qu'il n'est nécessaire pour atteindre les deux premiers objectifs. Direction de la concurrence, renseignements en ligne. Adresse consultée: <http://www.rekabet.gov.tr/word/ekanun.doc>.

<sup>131</sup> La Direction de la concurrence a été créée par un décret du Conseil des ministres publié au Journal officiel n° 22918 du 27 février 1997. Le Communiqué n° 1997/5 en présente l'organigramme.

<sup>132</sup> OCDE (2005b).

<sup>133</sup> Administration de la privatisation, renseignements en ligne. Adresse consultée: <http://www.oib.gov.tr/yayinlar/publications.htm> [20 juin 2007].

et la politique turques en matière de concurrence est l'absence de mécanisme permettant de contrôler les aides de l'État, et le fait que certaines entreprises publiques bénéficient d'avantages monopolistiques et de privilèges anticoncurrentiels.<sup>134</sup>

**Tableau III.20**  
**Organismes de régulation indépendants, 2007**

Organisme	N° de loi/année	Secteurs	Mandat
Conseil du marché des capitaux	2499/1981	Marchés des capitaux	Réglementation et contrôle du marché des capitaux et protection des droits et intérêts des investisseurs
Haut Conseil de l'audiovisuel	3984/1994	Radiodiffusion et télédiffusion	Réglementation de la diffusion d'émissions de radio et de télévision
Direction de la concurrence	4054/1994	Marchés des biens et des services (tous les secteurs)	Prévention des accords, décisions et pratiques concertées qui restreignent la concurrence et des abus de position dominante de la part d'une ou plusieurs entreprises; contrôle des fusions-acquisitions; création d'une culture de la concurrence dans la cadre des activités de plaidoyer en faveur de la concurrence
Agence de régulation et de contrôle des banques	4389/1999	Banque	Protection des droits et intérêts des déposants; définition de principes régissant l'établissement, la gestion, l'exploitation, l'acquisition, la fusion, la liquidation et le contrôle des banques de façon à assurer le bon fonctionnement du système de crédit en tenant dûment compte des besoins du développement économique, et à promouvoir la confiance et la stabilité du marché financier
Direction des télécommunications	4502/2000	Télécommunications	Création d'un marché dynamique et solide fondé sur la concurrence loyale; contribution à l'élaboration de la politique des télécommunications; adoption de mesures visant à protéger les droits des consommateurs; emploi efficient et productif de ressources limitées telles que les fréquences et les numéros
Loi sur la signature électronique	5070/2004	Technologie de l'information	Définition des principes relatifs aux aspects juridiques et techniques et à l'application de la signature électronique
Agence de régulation du marché de l'énergie	4628/2001 4646/2001 5015/2003 5307/2005	Électricité Gaz naturel Pétrole Gaz de pétrole liquéfié (GPL)	Création d'un marché de l'énergie financièrement solide, stable et transparent, régi par le droit privé, dans un environnement concurrentiel, afin de garantir la fourniture d'électricité et de gaz naturel en suffisance, de façon continue et respectueuse de l'environnement; régulation et supervision indépendantes du marché Régulation de l'orientation, de la surveillance et de la supervision de la fourniture du pétrole et du GPL, afin de garantir aux consommateurs, directement ou après transformation dans des conditions de rentabilité, un approvisionnement en ces produits qui soit transparent, non discriminatoire et stable
Office du sucre	4634/2001	Sucres et édulcorants à base d'amidon	Régulation du marché du sucre par la définition de procédures et principes régissant la production de sucre et les conditions et modalités de commercialisation
Office de contrôle du marché du tabac, des tabacs fabriqués et des boissons alcooliques	4733/2002	Tabacs bruts et fabriqués et boissons alcooliques	Définition des principes et procédures régissant la production, l'achat sur le marché intérieur ou à l'étranger et la vente de tabacs bruts et fabriqués
Direction des marchés publics	4734/2002	Toutes les entités publiques	Définition des procédures et principes à appliquer dans les marchés publics; examen des plaintes concernant toutes les passations de marchés publics

Source: Renseignements communiqués par les autorités turques.

129. Entre 2000 et 2006, 1 633 affaires ont été traitées par l'Administration de la concurrence, qui en a résolu 99 pour cent (tableau III.21). Les fusions-acquisitions ont représenté 54,1 pour cent des

<sup>134</sup> OCDE (2005b).

affaires résolues, suivies par les violations aux règles de la concurrence (29,9 pour cent), et les exemptions et autorisations négatives (16 pour cent).

**Tableau III.21**  
**Affaires traitées par la Direction de la concurrence, 2000-2006**

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	Total
<b>Infractions au droit de la concurrence</b>								
Enquêtes	43	44	55	70	78	84	108	<b>482</b>
Affaires réglées	40	40	53	54	91	97	108	<b>483</b>
<b>Fusions-acquisitions</b>								
Enquêtes	102	81	110	113	118	164	199	<b>887</b>
Affaires réglées	100	86	103	106	122	170	186	<b>873</b>
<b>Autorisation négative/ Dérogation</b>								
Enquêtes	27	21	29	44	62	45	36	<b>264</b>
Affaires réglées	11	27	26	36	76	50	33	<b>259</b>
<b>Total</b>								
Enquêtes	172	146	194	227	258	293	343	<b>1 633</b>
Affaires réglées	151	153	182	196	289	317	327	<b>1 615</b>

Source: Renseignements communiqués par les autorités turques.

130. Le contrôle des prix s'applique à certains secteurs, comme l'énergie et les services (principalement les services d'utilité publique). Dans le cas de l'électricité, les tarifs du transport, de la distribution et de la vente en gros (de l'entreprise d'État TETAS, qui est chargée de la vente en gros) et de la vente au détail aux consommateurs non admissibles au bénéfice d'un régime particulier doivent être approuvés par le Conseil de l'EMRA. La méthode de fixation des tarifs définie par la réglementation de l'EMRA (les tarifs doivent être approuvés par le Conseil de l'EMRA) est la suivante: plafonnement des recettes pour le transport; méthode hybride pour la distribution et tarif fondé sur le coût pour la vente en gros (TETAS); pour la vente au détail aux consommateurs qui ne bénéficient pas du régime particulier, la méthode employée est celle du plafonnement des prix. De même, les tarifs de la vente en gros et au détail, du transport, de l'entreposage et de la distribution urbaine du gaz naturel doivent être approuvés par le Conseil de l'EMRA; celui-ci fixe un prix plafond conformément aux principes et modalités qu'il a définis. Le prix du pétrole et du GPL est fixé librement en fonction des cours mondiaux; toutefois, en cas d'infraction au droit de la concurrence, l'EMRA est autorisé à le contrôler pendant deux mois. Le prix du charbon est fixé par les producteurs (chapitre IV 3) iii) b)). Le prix de départ des enchères pour le tabac produit localement est arrêté par le TAPDK. La Turquie maintient par ailleurs un contrôle des prix sur certains produits pharmaceutiques (section ii) ci-dessus) et sur les services de télécommunications (chapitre IV 5) iii)).

#### iv) Protection des droits de propriété intellectuelle

##### a) Généralités

131. Dans le cadre de l'harmonisation avec la réglementation de l'UE sur les droits de propriété intellectuelle (DPI) et conformément aux engagements qu'elle a pris en vertu de l'Accord de l'OMC sur les ADPIC, la Turquie a apporté certaines modifications à son régime de propriété intellectuelle depuis le dernier examen. Ces modifications sont notamment les suivantes: i) promulgation de la Loi n° 5101 qui, entrée en vigueur le 12 mars 2004, a modifié plusieurs lois sur les DPI, dont la Loi



n° 5846 sur les œuvres intellectuelles et artistiques<sup>135</sup>; ii) modification du Décret-loi n° 551 sur la protection des droits de brevet afin, entre autres, d'alourdir les sanctions en cas d'infraction (section g) ci-dessous); iii) promulgation, en 2006, de la législation sur la protection des données, destinée à répondre aux préoccupations de l'industrie pharmaceutique en garantissant l'exclusivité des données confidentielles relatives aux essais cliniques; et iv) mise en place de 13 nouveaux tribunaux (il y en a aujourd'hui 21) spécialisés dans les affaires de propriété intellectuelle, à Istanbul, Izmir et Ankara, où le nombre d'infractions est plus important que dans les autres villes turques. Les États-Unis maintiennent la Turquie sur la liste des pays à surveiller en priorité au titre de l'article spécial 301, en raison des lacunes dont souffre la nouvelle législation sur la protection des données et parce que le nombre d'infractions pour piratage et contrefaçon continue d'y être élevé.<sup>136</sup> Le Conseil des ADPIC a examiné le régime turc de la propriété intellectuelle en novembre 2000.<sup>137</sup>

132. Les principaux textes régissant la propriété intellectuelle sont les suivants: Décret n° 551 relatif à la protection des droits de brevet; Décret n° 554 sur la protection des dessins et modèles industriels; Décret n° 555 relatif à la protection des indications géographiques; Décret n° 556 relatif à la protection des marques; Loi n° 5846 sur les œuvres intellectuelles et artistiques, telle que modifiée par les Lois n° 4630 et 5101; Loi n° 5224 sur l'évaluation et le classement des œuvres cinématographiques et sur l'aide à l'industrie cinématographique (en vigueur depuis juillet 2004); Loi portant modification du Décret sur les brevets, les dessins et modèles industriels, les indications géographiques et les marques (n° 4128); Loi n° 5000 portant création de l'Institut turc des brevets (TIP) et définissant ses fonctions (en vigueur depuis novembre 2003); Loi n° 5042 sur la protection des droits des obtenteurs de nouvelles variétés végétales (en vigueur depuis janvier 2004); Loi n° 5147 sur la protection des topographies de circuits intégrés (en vigueur depuis avril 2004); Loi n° 5553 sur les semences (en vigueur depuis octobre 2006); et Loi n° 5194 portant modification des Décrets-lois sur les brevets, les dessins et modèles industriels, les indications géographiques et les marques.<sup>138</sup>

133. Les principales institutions compétentes en matière de propriété intellectuelle sont les suivantes: l'Institut turc des brevets pour les questions relatives aux brevets, marques, indications géographiques, dessins et modèles industriels et topographies de circuits imprimés; la Direction générale du droit d'auteur et du cinéma du Ministère de la culture et du tourisme pour les questions concernant le droit d'auteur et les droits voisins; la Direction générale des douanes du Sous-Secrétariat aux douanes pour les questions liées aux mesures à la frontière; le Ministère de

<sup>135</sup> La Loi n° 5101 vise en particulier à harmoniser le régime national avec la législation internationale sur la lutte contre le piratage.

<sup>136</sup> USTR (2006).

<sup>137</sup> Le document de l'OMC IP/Q4/TUR/1 du 12 avril 2001 contient la déclaration liminaire faite par la délégation turque, les questions qui lui ont été posées et les réponses qu'elle a données lors de l'examen.

<sup>138</sup> La loi sur les semences a notamment pour but d'améliorer l'efficacité de la production des végétaux, de promouvoir la qualité des plants et de développer et renforcer le sous-secteur de la semence. S'inspirant de la législation des CE, elle rend obligatoires l'enregistrement et la certification des semences avant leur commercialisation. Parmi les autres textes régissant la propriété intellectuelle, on peut citer: la Loi n° 818 sur les contrats, la Loi n° 6762 sur le Code de commerce turc, le Règlement sur les produits pharmaceutiques, la Loi n° 657 sur la fonction publique, la Loi douanière n° 4458, la Loi n° 1086 sur la procédure civile, la Loi n° 1412 sur la procédure pénale, et la Constitution turque (pour ce qui est des dispositions relatives au pouvoir judiciaire). Voir document de l'OMC IP/N/1/TUR/2 du 3 juillet 2000.

l'agriculture pour les droits des obtenteurs; le Ministère de la justice pour les procédures judiciaires visant à faire respecter les droits.<sup>139</sup>

134. La Turquie a adhéré à plusieurs conventions et traités concernant les DPI depuis le dernier examen (tableau III.22).

**Tableau III.22**

**Participation de la Turquie à des accords, conventions et traités internationaux, 2007**

Instrument	Date de la participation
Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle (1883)	10 octobre 1925
Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques (1886)	1 <sup>er</sup> janvier 1952
Convention portant création de l'OMPI (1967)	12 mai 1976
Convention de Rome sur la protection des artistes, interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion (1961)	8 avril 2004
Arrangement de Nice concernant la classification internationale des produits et services aux fins de l'enregistrement des marques (1957)	1 <sup>er</sup> janvier 1996
Traité de coopération en matière de brevets (1970)	1 <sup>er</sup> janvier 1996
Arrangement de Vienne instituant une classification internationale des éléments figuratifs de marques (1973)	1 <sup>er</sup> janvier 1996
Arrangement de Strasbourg concernant la classification internationale des brevets (1971)	1 <sup>er</sup> octobre 1996
Traité de Budapest sur la reconnaissance internationale du dépôt des micro-organismes aux fins de la procédure en matière de brevets (1977)	30 novembre 1998
Protocole relatif à l'Accord de Madrid (1996)	1 <sup>er</sup> janvier 1999
Arrangement de Locarno instituant une classification internationale pour les dessins et modèles industriels (1968)	30 novembre 1998
Convention sur le brevet européen (1973)	1 <sup>er</sup> novembre 2000
Arrangement de La Haye concernant le dépôt international des dessins et modèles industriels	1 <sup>er</sup> janvier 2005
Traité sur le droit des marques	1 <sup>er</sup> janvier 2005
Traité de Singapour sur le droit des marques	28 mars 2006
Traité de l'OMPI sur le droit d'auteur	8 mai 2007
Traité de l'OMPI sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes	8 mai 2007

Source: Renseignements communiqués par les autorités turques.

135. L'importation parallèle de biens et de services incorporant toute forme de droits de propriété intellectuelle est interdite. La réglementation turque relative au droit d'auteur, aux marques, aux dessins et modèles industriels et aux brevets comporte le principe de l'épuisement national des droits de distribution, qui habilite les titulaires de droits à empêcher l'importation parallèle de produits protégés mis en vente dans d'autres pays.<sup>140</sup> En 2000, le Conseil de la concurrence turc a décidé qu'il n'était pas possible d'interdire l'importation parallèle. Cette décision a ensuite été contestée mais elle a été définitivement confirmée après décision du Conseil d'État, organe de dernier recours en la matière.

#### b) Brevets

136. Le Décret-loi n° 551 sur la protection des droits de brevet, entré en vigueur le 27 juin 1995, est le principal texte régissant les brevets. Il prévoit la possibilité de convertir une demande de brevet

<sup>139</sup> Voir OMC (1998).

<sup>140</sup> En vertu de l'article 6 de l'Accord sur les ADPIC, aux fins du règlement des différends, aucune disposition de l'Accord ne peut être employée pour traiter la question de l'épuisement des droits de propriété intellectuelle du moment que les principes du traitement national et du traitement NPF sont respectés.

en demande de modèle d'utilité et vice versa<sup>141</sup>; la possibilité d'octroyer des brevets avec et sans examen; les critères de brevetabilité (nouveau, activité inventive, possibilité d'application industrielle); la publication des demandes; l'opposition de tierces parties; l'octroi de périodes de protection non renouvelables, de sept ans pour les brevets délivrés sans examen, de dix ans pour les certificats de modèles d'utilité et de 20 ans pour les brevets délivrés après examen; les inventions de salariés; les sanctions; et l'établissement de tribunaux spéciaux. Les demandeurs de brevets qui ne vivent pas en Turquie doivent nommer un agent turc en brevets. À part cette condition, les étrangers jouissent des mêmes droits et privilèges et sont assujettis aux mêmes obligations que les nationaux.

137. Les micro-organismes et les processus microbiologiques sont brevetables. Les produits et procédés pharmaceutiques sont protégés par brevet depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1999, en vertu des engagements que la Turquie a pris dans le cadre de l'Accord sur les ADPIC et de la CUD.

138. La loi prévoit la possibilité d'accorder des licences obligatoires si le brevet n'a pas été exploité ou si le retard de son exploitation n'est pas dû à des raisons justifiables ou légitimes, ou si l'exploitation a été suspendue pendant une période ininterrompue de trois ans (article 100 du Décret-loi n° 551). Les articles 39 et 40 du règlement d'application énoncent les dispositions liées à la preuve d'exploitation, qui peut prendre la forme de l'importation de produits brevetés.

c) Marques

139. Le Décret-loi n° 556 sur la protection des marques, entré en vigueur le 27 juin 1995, établit un système de protection des marques enregistrées pour les biens et les services, des marques de garantie et des marques collectives. La protection est valable pour dix ans à compter de la date de la demande et peut être reconduite par périodes de dix ans. Les licences peuvent être exclusives ou non exclusives et, sauf disposition contractuelle contraire, elles sont réputées non exclusives. La Turquie n'exige pas que les marques soient enregistrées dans le pays d'origine ni dans un autre pays.

d) Droit d'auteur

140. La Loi n° 5846 sur les œuvres intellectuelles et artistiques, qui est entrée en vigueur le 5 décembre 1951, est le principal texte régissant le droit d'auteur; elle a été modifiée en dernier lieu par la Loi n° 5101 du 3 mars 2004. La protection est conférée pour la durée de vie de l'auteur plus 70 ans. Les principaux changements introduits par la Loi n° 5101 concernent: la certification par le ministère compétent des installations où sont fabriqués, enregistrés, reproduits et vendus les matériels nécessaires à la fixation et à la reproduction des œuvres intellectuelles et artistiques; la mise en place d'un système de gradation des sanctions et l'élargissement des compétences des tribunaux; la confirmation du rôle de la police dans la lutte contre le piratage; et l'interdiction de la vente de reproductions légales sur la voie publique (rues, places et trottoirs, par exemple). Les autorités chargées de la répression sont habilitées à agir sans qu'une plainte n'ait été préalablement déposée par un titulaire de droit. De plus, le régime des sanctions a été revu; les délinquants encourrent aujourd'hui une peine d'emprisonnement de trois mois à six ans ou une amende de 5 000 à 50 000 livres, ou les deux, selon la gravité de l'infraction.<sup>142</sup>

---

<sup>141</sup> Le modèle d'utilité diffère de l'invention d'un brevet à deux égards: l'avancée technologique requise est moins importante; et, en général, la durée maximale de la protection est beaucoup plus courte.

<sup>142</sup> En cas de récidive, les peines de prison ne peuvent plus être reportées ni converties en une amende.

## e) Dessins et modèles industriels

141. Le Décret-loi n° 554 sur les dessins et modèles industriels, entré en vigueur le 27 juin 1995, protège les dessins et modèles industriels nouveaux et ayant un caractère distinctif. Un dessin ou modèle est considéré comme nouveau si, avant la date de la demande, aucun dessin ou modèle identique n'a été mis à la disposition du public en aucun endroit du monde. Les dessins et modèles enregistrés sont protégés pendant cinq ans à compter de la date du dépôt de la demande, la protection pouvant être reconduite par périodes de cinq ans pour une durée maximale de 25 ans. La protection des dessins et modèles non enregistrés est assurée par les dispositions du Code de commerce relatives à la concurrence déloyale.

## f) Autres domaines

142. La Turquie protège aussi les indications géographiques en vertu du Décret-loi n° 555 sur la protection des signes géographiques, entré en vigueur le 27 juin 1995. La protection se fonde sur l'enregistrement et peut s'appliquer à tous les types de marchandises (et pas seulement aux vins et alcools). La protection des indications géographiques non enregistrées est assurée par les dispositions du Code de commerce relatives à la concurrence déloyale.

143. La nouvelle législation turque sur les produits pharmaceutiques assure l'exclusivité des données concernant les produits pharmaceutiques faisant l'objet d'une licence dans tout pays membre des CE depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005. La période de protection ne peut aller au-delà de la période accordée pour les brevets, et les produits enregistrés après le 1<sup>er</sup> janvier 2001 peuvent aussi être protégés à condition qu'il n'existe pas en Turquie de licence ni de demande correspondante relative à un produit générique. Les produits génériques ne peuvent être enregistrés qu'à titre exceptionnel, lorsqu'un original fait toujours l'objet d'une protection de l'exclusivité des données, lorsqu'il y a atteinte à la santé publique et lorsque les demandes relatives à des produits génériques déposées avant le 1<sup>er</sup> janvier 2005 sont réputées recevables.

144. Au titre de la Loi n° 5042, la Turquie protège les nouvelles variétés végétales pendant les 25 années qui suivent l'enregistrement; pour les arbres, la vigne et les pommes de terre, la durée de protection est de 30 ans. Il est prévu un délai de grâce d'un an en Turquie, de quatre ans à l'étranger, et de six ans pour les arbres et la vigne.<sup>143</sup>

145. La réglementation turque des DPI ne contient pas de dispositions relatives aux pratiques anticoncurrentielles dans le cadre de licences contractuelles. Cette question est régie par la Loi sur la protection de la concurrence (section iii) ci-dessus).

## g) Moyens de faire respecter la loi

146. En cas d'atteinte aux DPI – partie X du Décret-loi n° 551, tel que modifié, pour les brevets, partie V de la Loi n° 5846 pour le droit d'auteur, partie VIII du Décret-loi n° 556 pour les marques, partie VI du Décret-loi n° 554 pour les dessins et modèles industriels, partie IV du Décret-loi n° 555 pour les indications géographiques, partie 7 de la Loi n° 5042 pour les obtentions végétales, et partie 7 de la Loi n° 5147 pour les topographies de circuits imprimés –, il est possible de saisir les tribunaux turcs. Les étrangers peuvent également saisir les tribunaux turcs. On compte aujourd'hui 21 tribunaux spécialisés dans le domaine des DPI (contre huit en 2003; neuf sont des juridictions pénales et 12 des juridictions civiles), installés à Istanbul, Izmir et Ankara. De plus, les tribunaux

<sup>143</sup> La Loi n° 5042 s'inspire de l'accord conclu entre l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales et l'OMPI, et, selon les autorités, elle se fonde sur la législation des CE.

civils généraux et les tribunaux pénaux généraux sont compétents pour traiter des affaires de DPI lorsqu'il n'y a pas de tribunal spécialisé.

147. Les personnes qui font des déclarations mensongères durant le processus visant à conférer un droit de propriété intellectuelle, celles qui, sans autorisation, retirent un signe indiquant l'existence d'un DPI sur un produit, ou celles qui se font passer pour le titulaire d'un DPI encourrent une amende d'un montant maximal de 27 000 livres ou une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à deux ans, ou les deux. Dans le cas des brevets, des marques de fabrique ou de commerce, des dessins et modèles industriels et des indications géographiques, les atteintes sont passibles d'une amende dont le montant maximal est maintenant de 46 000 livres ou d'une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à quatre ans, ou des deux, de la fermeture de l'entreprise pour une durée d'au moins un an, et d'une interdiction de toute activité commerciale pendant la même durée. Des inquiétudes ont été exprimées au sujet des dispositions qui prévoient que les poursuites en contrefaçon ne peuvent être engagées qu'après l'acceptation et la publication du brevet.<sup>144</sup>

148. En vertu de la Constitution, les affaires doivent être traitées promptement et au moindre coût. La partie qui est mise en tort est condamnée aux dépens, y compris les honoraires d'avocat. L'État assume le coût des procédures pénales, mais les personnes condamnées doivent rembourser les dépens à la fin de la procédure. Le nombre de poursuites pénales engagées en vertu de la réglementation des DPI est passé de 4 318 en 2001 à 6 504 en 2006; et le nombre de procédures civiles a baissé de 2 558 à 2 117 sur la même période. La moitié environ du total des procédures ont été engagées à Istanbul.

149. L'article 57 de la Loi douanière définit une procédure qui permet au titulaire d'un DPI ou à son représentant de demander aux douanes de suspendre le dédouanement des marchandises correspondant à la description d'une marchandise contrefaite (produits de marque) ou piratée (produits protégés par le droit d'auteur).<sup>145</sup> Les douanes peuvent aussi suspendre le dédouanement de leur propre initiative lorsqu'elles disposent d'éléments de preuve solides.

150. En 1998, les autorités ont lancé une campagne de lutte contre le piratage et poursuivent leurs efforts visant à sensibiliser les entreprises, les consommateurs, les magistrats, les procureurs et autres personnes intéressées aux enjeux de la réglementation sur les DPI. Au cours de ces dernières années, plusieurs programmes de formation ont été organisés dans certains instituts spécialisés dans les DPI en Europe à l'intention des juges. Un centre de documentation a été créé à l'Institut de recherches sur la propriété intellectuelle, sous l'égide de l'Université d'Ankara; et les préparatifs se poursuivent en vue de la mise en réseau des tribunaux des DPI, du Ministère de la justice, de l'administration des douanes et du centre de documentation.

---

<sup>144</sup> USTR (2006).

<sup>145</sup> Les procédures douanières applicables aux marchandises qui portent atteinte aux DPI (marques, indications géographiques, dessins et modèles industriels et droits conférés par la Loi sur les œuvres intellectuelles et artistiques) sont régies par l'article 57 de la Loi douanière n° 4458.